

Le 27 avril 2026

PAR COURRIEL

[REDACTED]

[REDACTED]

La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 26 mars 2026¹ en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, (RLRQ, c. A-2, 1) (la « Loi sur l'accès ») et pour laquelle nous vous avons transmis un accusé de réception le même jour. Votre demande, telle que précisée le 30 mars 2026, est ainsi libellée :

« 1. Tous les :

- rapports d'enquête
- audits
- documents préparés pour le comité d'investissement
- mémos ou notes d'information destinés aux dirigeants
- analyses préparées par des unités internes (risques, finances, réputation, gouvernance)

produits ou reçus par la CDPQ concernant CDPQ India Private Ltd. et Azure Power en lien avec les accusations déposées par le département de la Justice américain (le DOJ) le 24 octobre 2024 dans le dossier 24-CR-433.

2. Les signalements éthiques reçus en 2022-2023 ainsi que les mesures prises².

3. Toutes communications (courriels, mémos, rapports, notes) échangées :

- entre la CDPQ et Azure Power;
- entre la CDPQ et le ministère des Finances du Québec

concernant les accusations décrites ci-haut, ses risques et les actions de la CDPQ. »

En réponse à votre demande, vous trouverez ci-joints les documents visés par la Loi sur l'accès dont nous sommes en mesure de vous donner communication :

- Lettre du ministre Eric Girard au Leader parlementaire Simon Jolin Barette datée du 1^{er} mai 2025; et
- Courriel de Karine Poirier à Marjorie Brisson-Morin du 29 avril 2025 contenant les réponses de la CDPQ aux questions lui étant adressées dans le cadre de l'étude des crédits 2025-2026.

¹ Une demande avait été formulée préalablement le 27 février 2026, laquelle a été remplacée par votre demande du 26 mars.

² Notre compréhension est que cette demande vise les signalements reçus en lien avec les accusations décrites au paragraphe 1.

Quant aux autres documents visés par votre demande, nous vous informons de notre décision (et, dans certains cas, de notre obligation) d'en refuser la communication en application des articles 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 31, 32, 34, 37, 39, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès. En effet, ces documents ne peuvent être communiqués en ce qu'ils sont, en substance, constitués de renseignements :

- protégés par le secret professionnel, le privilège relatif au litige et d'autres privilèges applicables;
- constituant des secrets industriels et des renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques appartenant à La Caisse ou à des tiers;
- dont la divulgation risquerait d'entraîner les effets visés par l'un ou plusieurs de ces articles;
- constituant un avis ou une recommandation visés par la Loi sur l'accès;
- préparés à la demande, ou produits par ou pour une des personnes visées à l'article 34 de la Loi sur l'accès; et/ou
- constituant des renseignements personnels.

Pour votre information, nous vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la Loi sur l'accès. Nous joignons également copie des articles 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 31, 32, 37, 39, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès :

« 135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veillez agréer,  mes salutations distinguées.



Claude Mikhail
Directeur principal, Éthique et conformité et
Responsable de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

21. Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou

2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

1982, c. 30, a. 21.

22. Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

1982, c. 30, a. 22; 2006, c. 22, a. 11.

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

27. Un organisme public peut refuser de communiquer un renseignement dont la divulgation aurait vraisemblablement pour effet de révéler un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective ou de contrat, pendant huit ans à compter du début de la négociation.

Il peut également refuser de communiquer, pendant dix ans à compter de sa date, une étude préparée en vue de l'imposition d'une taxe, d'un tarif ou d'une redevance.

1982, c. 30, a. 27.

28. Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement contenu dans un document qu'il détient dans l'exercice d'une fonction, prévue par la loi, de prévention, de détection ou de répression du crime ou des infractions aux lois ou dans l'exercice d'une collaboration, à cette fin, avec une personne ou un organisme chargé d'une telle fonction, lorsque sa divulgation serait susceptible:

1° d'entraver le déroulement d'une procédure devant une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles;

2° d'entraver une enquête à venir, en cours ou sujette à réouverture;

3° de révéler une méthode d'enquête, une source confidentielle d'information, un programme ou un plan d'action destiné à prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois;

4° de mettre en péril la sécurité d'une personne;

5° de causer un préjudice à une personne qui est l'auteur du renseignement ou qui en est l'objet;

6° de révéler les composantes d'un système de communication destiné à l'usage d'une personne chargée d'assurer l'observation de la loi;

7° de révéler un renseignement transmis à titre confidentiel par un corps de police ayant compétence hors du Québec;

8° de favoriser l'évasion d'un détenu; ou

9° de porter atteinte au droit d'une personne à une audition impartiale de sa cause.

Il en est de même pour un organisme public, que le gouvernement peut désigner par règlement conformément aux normes qui y sont prévues, à l'égard d'un renseignement que cet organisme a obtenu par son service de sécurité interne, dans le cadre d'une enquête faite par ce service et ayant pour objet de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, susceptibles d'être commis ou commis au sein de l'organisme par ses membres, ceux de son conseil d'administration ou de son personnel ou par ceux de ses agents ou mandataires, lorsque sa divulgation serait susceptible d'avoir l'un des effets mentionnés aux paragraphes 1° à 9° du premier alinéa.

1982, c. 30, a. 28; 1990, c. 57, a. 7; 2006, c. 22, a. 14.

29. Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement portant sur une méthode ou une arme susceptible d'être utilisée pour commettre un crime ou une infraction à une loi.

Il doit aussi refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

1982, c. 30, a. 29; 2006, c. 22, a. 16.

31. Un organisme public peut refuser de communiquer une opinion juridique portant sur l'application du droit à un cas particulier ou sur la constitutionnalité ou la validité d'un texte législatif ou réglementaire, d'une version préliminaire ou d'un projet de texte législatif ou réglementaire.

1982, c. 30, a. 31.

32. Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir un effet sur une procédure judiciaire.

1982, c. 30, a. 32.

37. Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

1982, c. 30, a. 37.

39. Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse produite à l'occasion d'une recommandation faite dans le cadre d'un processus décisionnel en cours, jusqu'à ce que la recommandation ait fait l'objet d'une décision ou, en l'absence de décision, qu'une période de cinq ans se soit écoulée depuis la date où l'analyse a été faite.

1982, c. 30, a. 39.

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

- 1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;
- 2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25, a. 8.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110; 2021, c. 25, a. 10.

59. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée. Ce consentement doit être manifesté de façon expresse dès qu'il s'agit d'un renseignement personnel sensible.

Toutefois, il peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent:

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à une personne ou à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° (*paragraphe abrogé*);

6° (*paragraphe abrogé*);

7° (*paragraphe abrogé*);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 63.8, 66, 67, 67.1, 67.2, 67.2.1 et 68;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

Pour l'application de la présente loi, un renseignement personnel est sensible lorsque, de par sa nature notamment médicale, biométrique ou autrement intime, ou en raison du contexte de son utilisation ou de sa communication, il suscite un haut degré d'attente raisonnable en matière de vie privée.

1982, c. 30, a. 59; 1983, c. 38, a. 55; 1984, c. 27, a. 1; 1985, c. 30, a. 5; 1987, c. 68, a. 5; 1990, c. 57, a. 13; 2006, c. 22, a. 32; 2005, c. 34, a. 37; 2021, c. 25, a. 13.

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Leader parlementaire
Édifice Pamphile-Le May
1^{er} étage, bureau 1.39
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

La présente donne suite à la question posée à l'Assemblée nationale, le 20 mars 2025 par le député de Marguerite-Bourgeoys, M. Frédéric Beauchemin, demandant au ministre de l'Économie et de l'Innovation les actions prises par la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) pour assurer une meilleure surveillance des dirigeants des filiales de la Caisse en Inde.

- La Caisse applique les plus hauts standards de gouvernance, de conformité et d'éthique dans toutes ses activités, et ce partout à travers le monde.
- À l'égard du dossier en question, dès que la Caisse a été informée de la situation en 2022, les mesures nécessaires ont été prises, conformément aux meilleurs pratiques.
- D'abord, la Caisse a demandé qu'un comité spécial indépendant du conseil d'administration d'Azure Power soit formé, avec l'appui d'avocats externes indépendants et expérimentés, afin d'enquêter sur les allégations et de recommander les mesures appropriées. Ceci inclut la divulgation proactive de la situation aux autorités américaines.
- La Caisse a pleinement collaboré avec le comité spécial et les autorités américaines.
- La Caisse a aussi procédé aux enquêtes internes appropriées, assistée de cabinets externes, en regard de l'ensemble des allégations dont elle a eu connaissance.
- Dès que la Caisse a été informée du fait que certains employés lui avaient menti, de même qu'aux autorités, les employés concernés ont été congédiés.

- L'engagement de la Caisse envers l'éthique est une condition primordiale à sa licence d'opérer et elle continuera à appliquer une politique de tolérance zéro pour tout écart en la matière.
- La Caisse dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes. Toutes les allégations jugées pertinentes sont considérées et soumises à une enquête confidentielle garantissant l'intégrité du processus et protégeant l'identité des personnes impliquées. À l'issue des enquêtes, des mesures sont prises lorsque nécessaire.
- Tous les employés de la Caisse sont tenus de compléter une formation pour rehausser leur compréhension des règles éthiques et s'engagent annuellement à respecter les dispositions du Code d'éthique de l'organisation.
- Les encadrements en matière d'investissement, le programme de prévention de la fraude et corruption, ou encore celui sur la sécurité financière, les directives entourant les interactions avec les agents publics, les formations obligatoires et l'équipe d'experts dédiés sont quelques exemples parmi des dizaines de mesures que la Caisse a mis en place.
- En continu, la Caisse procède par ailleurs à l'amélioration de ses pratiques et processus. Au cours des dernières années, elle a notamment modernisé son code d'éthique, bonifié ses formations pour l'ensemble de ses employés à travers le monde, révisé son programme de sécurité financière, harmonisé les pratiques de ses filiales avec les siennes, et créé un guide pour les sociétés opérantes contrôlées.

Je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Eric Girard

De: Poirier, Karine
Envoyé: avril 29, 2025 16:56
À: [REDACTED]@finances.gouv.qc.ca'
Cc: [REDACTED]
Objet: Étude des crédits 2025-2026 | Cartable CDPQ
Pièces jointes: CDPQ_Etude-des-credits2025-2026.pdf

Bonjour Mme Brisson-Morin,

Vous trouverez ci-joint le document contenant les réponses de la CDPQ aux questions lui étant adressées dans le cadre de l'étude des crédits 2025-2026.

Nous vous prions d'en accuser la bonne réception svp.

Veillez noter que les deux copies imprimées vous seront transmises par messenger jeudi tel qu'indiqué à votre collègue Mme Duval.

N'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

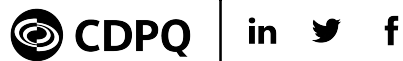
Cordialement,
Karine

KARINE POIRIER

Directrice
Affaires publiques

T [REDACTED]
C [REDACTED]

CDPQ
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3



Commission des finances publiques sur l'étude des crédits

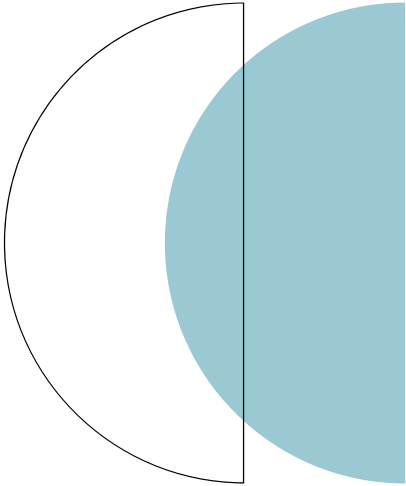
2025-2026

Caisse de dépôt et placement du Québec
Mai 2025



Table des matières

| | |
|---|-----|
| 1. Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux | 3 |
| 2. Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle | 40 |
| 3. Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition | 93 |
| 4. Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition | 122 |
| 5. Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition adressée au ministère des Finances et répondue par la CDPQ | 184 |



- 1.** Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

Question G8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

- a) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- b) **Le total des coûts (excluant les honoraires) est d'environ 2 295 \$ annuellement par consultant.e :**
 - 715 \$ systèmes informatiques
 - 1 580 \$ licences et fournitures bureautiques
 - Valeur totale des contrats : 54 490 966 \$
- c) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- d) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- e) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- f) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- g) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
- h) **Voir le chiffrier à la page suivante.**

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|---------------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | 10391298 CANADA INC | 2024-07-22 | 2025-07-21 | 248 | 353 400 \$ | | 353 400 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Plateforme AWS-Unix, infranuagique | Accenture | 2024-01-14 | 2025-01-13 | 239 | 268 875 \$ | | 268 875 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDss | 2024-09-13 | 2025-09-12 | 248 | 245 520 \$ | | 245 520 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données DevOps | agileDss | 2024-10-01 | 2025-09-30 | 248 | 251 100 \$ | | 251 100 \$ |
| 1 | Consultant.e en développement et tests | agileDss | 2024-10-18 | 2025-10-17 | 248 | 235 290 \$ | | 235 290 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDss | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 248 | 245 520 \$ | | 245 520 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-02-21 | 2025-02-20 | 240 | 239 400 \$ | | 239 400 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDSS | 2024-04-19 | 2025-04-18 | 238 | 248 115 \$ | | 248 115 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-05-30 | 2025-05-29 | 238 | 252 578 \$ | | 252 578 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | agileDSS | 2024-06-07 | 2025-06-06 | 238 | 219 555 \$ | | 219 555 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-06-25 | 2024-11-21 | 95 | 99 750 \$ | | 99 750 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | agileDSS | 2024-10-04 | 2025-10-03 | 248 | 328 290 \$ | | 328 290 \$ |
| 1 | Ingénieur.e de données, dataops | agileDSS | 2024-10-18 | 2025-10-17 | 248 | 249 240 \$ | | 249 240 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | agileDSS | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 256 680 \$ | | 256 680 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-11-20 | 2024-12-20 | 23 | 21 735 \$ | | 21 735 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-11-22 | 2025-05-23 | 122 | 128 100 \$ | | 128 100 \$ |
| 1 | Architecte de solutions | Alten | 2024-07-13 | 2024-12-31 | 106 | 115 275 \$ | | 115 275 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires Solutions numériques – Talents & Performance | Alten | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 213 900 \$ | | 213 900 \$ |
| 1 | Scrum Master | Alten | 2024-09-10 | 2024-11-15 | 48 | 45 000 \$ | | 45 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires Solutions numériques – Talents & Performance | Alten | 2024-09-10 | 2025-09-09 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Scrum Master | Alten | 2024-11-16 | 2025-11-15 | 247 | 231 563 \$ | | 231 563 \$ |
| 1 | Intégrateur.trice, Applications | Alten | 2024-12-21 | 2025-06-30 | 126 | 114 345 \$ | | 114 345 \$ |
| 1 | Scrum master | Astek | 2024-01-31 | 2025-01-30 | 240 | 192 600 \$ | | 192 600 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | Astek | 2024-02-08 | 2024-09-04 | 145 | 87 000 \$ | | 87 000 \$ |
| 1 | Spécialiste sécurité applicative | Astek | 2024-04-02 | 2025-04-01 | 239 | 295 763 \$ | | 295 763 \$ |
| 1 | Spécialiste PALO ALTO | Astek | 2024-06-18 | 2025-06-17 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Conformité et contrôles technologiques | Astek | 2024-07-16 | 2024-08-12 | 20 | 17 700 \$ | | 17 700 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Plateforme O365 Azure | Astek | 2024-07-18 | 2025-07-17 | 238 | 205 275 \$ | | 205 275 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | Astek | 2024-09-05 | 2025-09-04 | 248 | 148 800 \$ | | 148 800 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère, Conformité et contrôles technologiques | Astek | 2024-09-10 | 2025-07-15 | 209 | - \$ | 184 965 \$ | 184 965 \$ |
| 1 | Analyste / Développeur.euse eFront Invest | Astek | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 248 | 283 650 \$ | | 283 650 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Astek | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 119 040 \$ | | 119 040 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Astek | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 115 320 \$ | | 115 320 \$ |
| 1 | Agent.e centre de contacts intermédiaire | Astek | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 248 | 93 000 \$ | | 93 000 \$ |
| 1 | Analyste programmeur ERP | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 314 918 \$ | | 314 918 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 148 666 \$ | | 148 666 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de système | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 224 160 \$ | | 224 160 \$ |
| 1 | Scrum Master | CGI | 2024-01-09 | 2024-01-31 | 17 | 19 056 \$ | | 19 056 \$ |
| 1 | Scrum Master | CGI | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 258 931 \$ | | 258 931 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique junior | CGI | 2024-01-31 | 2024-04-12 | 52 | 23 462 \$ | | 23 462 \$ |
| 1 | Designer expérience utilisateur | CGI | 2024-02-01 | 2025-01-31 | 240 | 333 600 \$ | | 333 600 \$ |
| 1 | Équipe SEI | CGI | 2024-02-21 | 2024-10-31 | 176 | 190 080 \$ | | 190 080 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-02-22 | 2024-03-31 | 27 | 26 026 \$ | | 26 026 \$ |
| 1 | Analyste fonctionnel AX | CGI | 2024-03-14 | 2025-03-13 | 239 | 258 024 \$ | | 258 024 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-03-29 | 2025-03-28 | 239 | 218 886 \$ | | 218 886 \$ |
| 1 | Analyste IA | CGI | 2024-04-01 | 2025-03-31 | 239 | 208 351 \$ | | 208 351 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique junior | CGI | 2024-04-13 | 2024-06-30 | 53 | 21 535 \$ | | 21 535 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-04-19 | 2025-04-18 | 238 | 195 198 \$ | | 195 198 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | CGI | 2024-04-22 | 2025-04-21 | 238 | 137 812 \$ | | 137 812 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | CGI | 2024-05-01 | 2025-04-30 | 238 | 337 865 \$ | | 337 865 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL | CGI | 2024-05-01 | 2025-04-30 | 238 | 275 433 \$ | | 275 433 \$ |
| 1 | Soutien à l'entreposage et aux sauvegardes | CGI | 2024-05-07 | 2024-10-31 | 123 | 97 062 \$ | | 97 062 \$ |
| 1 | Analyste fonctionnel AX | CGI | 2024-07-01 | 2025-03-13 | 175 | 202 930 \$ | | 202 930 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | CGI | 2024-07-02 | 2025-01-31 | 136 | 105 710 \$ | | 105 710 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | CGI | 2024-07-03 | 2025-06-30 | 237 | 106 934 \$ | | 106 934 \$ |
| 1 | Chargé.e de projet | CGI | 2024-07-16 | 2025-01-15 | 126 | 29 902 \$ | | 29 902 \$ |
| 1 | Support bureautique niveau 2 | CGI | 2024-08-01 | 2025-06-30 | 226 | 144 296 \$ | | 144 296 \$ |
| 1 | Analyste en support applicatif | CGI | 2024-08-06 | 2024-11-22 | 77 | 64 680 \$ | | 64 680 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-08-09 | 2025-08-08 | 238 | 247 196 \$ | | 247 196 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de bases de données (DBA) | CGI | 2024-08-16 | 2025-08-15 | 238 | 215 818 \$ | | 215 818 \$ |
| 1 | Analyste – Soutien applicatif | CGI | 2024-08-19 | 2025-08-18 | 238 | 244 131 \$ | | 244 131 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Technicien.ne bureautique | CGI | 2024-08-27 | 2025-06-30 | 208 | 93 850 \$ | | 93 850 \$ |
| 1 | Conseiller.ère capacité performance | CGI | 2024-09-03 | 2025-04-02 | 144 | 158 239 \$ | | 158 239 \$ |
| 1 | Analyste d'affaire TI | CGI | 2024-09-07 | 2025-09-06 | 247 | 197 284 \$ | | 197 284 \$ |
| 1 | Analyste de sécurité | CGI | 2024-09-11 | 2025-09-10 | 248 | 341 942 \$ | | 341 942 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | CGI | 2024-09-24 | 2025-09-23 | 235 | 259 778 \$ | | 259 778 \$ |
| 1 | Analyste AX | CGI | 2024-09-27 | 2025-09-26 | 250 | 358 400 \$ | | 358 400 \$ |
| 1 | Développeur.euse BluePrism | CGI | 2024-10-01 | 2025-09-30 | 248 | 260 063 \$ | | 260 063 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | CGI | 2024-10-25 | 2025-10-24 | 250 | 283 280 \$ | | 283 280 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique – junior | CGI | 2024-10-31 | 2025-06-30 | 163 | 77 379 \$ | | 77 379 \$ |
| 1 | Analyste Gestion de la production | CGi | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 245 300 \$ | | 245 300 \$ |
| 1 | Analyste Gestion de la production | CGI | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 254 280 \$ | | 254 280 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 233 500 \$ | | 233 500 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET Drupal | CGI | 2024-11-19 | 2025-11-18 | 238 | 217 970 \$ | | 217 970 \$ |
| 1 | Analyste en support applicatif | CGI | 2024-11-23 | 2025-11-22 | 249 | 209 160 \$ | | 209 160 \$ |
| 1 | Développeur.euse BluePrism | CGI | 2024-11-24 | 2025-11-23 | 249 | 261 111 \$ | | 261 111 \$ |
| 1 | Analyste programmeur intelligence d'affaires | CGI | 2024-11-26 | 2025-11-25 | 228 | 219 227 \$ | | 219 227 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL sénior | CGI | 2024-12-09 | 2025-12-08 | 238 | 247 196 \$ | | 247 196 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | CGI | 2024-12-22 | 2025-12-21 | 237 | 313 333 \$ | | 313 333 \$ |
| 1 | Développeur.euse SharePoint | Cofomo | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 255 600 \$ | | 255 600 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste – applicatif | Cofomo | 2024-01-10 | 2025-01-09 | 240 | 266 400 \$ | | 266 400 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Cofomo | 2024-03-28 | 2025-03-27 | 239 | 245 573 \$ | | 245 573 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | Cofomo | 2024-04-12 | 2025-04-11 | 238 | 224 910 \$ | | 224 910 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Cofomo | 2024-06-11 | 2025-06-10 | 238 | 228 480 \$ | | 228 480 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, Infrastructures réseautiques | Cofomo | 2024-08-03 | 2025-08-02 | 237 | 222 188 \$ | | 222 188 \$ |
| 1 | Agent.e centre d'appels | Cofomo | 2024-08-08 | 2025-08-07 | 238 | 95 200 \$ | | 95 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Cofomo | 2024-08-27 | 2024-12-12 | 76 | 71 250 \$ | | 71 250 \$ |
| 1 | Analyste IA | Cofomo | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 290 843 \$ | | 290 843 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projet | Cofomo | 2024-09-05 | 2025-09-04 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projet | Cofomo | 2024-09-24 | 2025-09-23 | 248 | 305 040 \$ | | 305 040 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Cofomo | 2024-10-05 | 2025-10-04 | 247 | 222 300 \$ | | 222 300 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Cofomo | 2024-10-15 | 2025-10-14 | 248 | 239 940 \$ | | 239 940 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|---|---------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Designer UX | Cofomo | 2024-10-15 | 2025-04-15 | 123 | 113 929 \$ | | 113 929 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Cofomo | 2024-10-29 | 2025-10-28 | 248 | 264 120 \$ | | 264 120 \$ |
| 1 | Analyste, Exploitation numérique | Cofomo | 2024-12-01 | 2025-11-30 | 237 | 216 855 \$ | | 216 855 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Cofomo | 2024-12-13 | 2025-12-12 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Dempton | 2024-07-30 | 2024-11-20 | 80 | 63 000 \$ | | 63 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Dempton | 2024-11-21 | 2025-11-20 | 248 | 195 300 \$ | | 195 300 \$ |
| 1 | Conseiller.ère adoption et transformation numérique | Edgenda | 2024-06-29 | 2025-06-28 | 237 | 239 963 \$ | | 239 963 \$ |
| 1 | Consultant.e soutien pour les travaux comptables | Figur | 2024-11-05 | 2025-02-04 | 60 | 77 700 \$ | | 77 700 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Plateforme de sécurité | FX Innovation | 2024-01-14 | 2025-01-13 | 239 | 236 610 \$ | | 236 610 \$ |
| 1 | Scrum master | FX Innovation | 2024-02-06 | 2024-02-15 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste – applicatif | FX Innovation | 2024-02-08 | 2025-02-07 | 240 | 243 000 \$ | | 243 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-02-16 | 2025-02-15 | 239 | 338 783 \$ | | 338 783 \$ |
| 1 | Développeur.euse SIRH | FX Innovation | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 232 200 \$ | | 232 200 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 243 000 \$ | | 243 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | FX innovation | 2024-03-07 | 2025-03-06 | 239 | 250 950 \$ | | 250 950 \$ |
| 1 | Développeur.euse D365 | FX Innovation | 2024-03-16 | 2025-03-15 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de base de données | FX Innovation | 2024-03-21 | 2025-03-20 | 239 | 218 685 \$ | | 218 685 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projet | Fx Innovation | 2024-03-29 | 2025-03-28 | 239 | 317 273 \$ | | 317 273 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-12 | 2025-04-11 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | FX Innovation | 2024-04-18 | 2025-04-17 | 238 | 244 545 \$ | | 244 545 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-04-25 | 2025-04-24 | 238 | 179 928 \$ | | 179 928 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | FX Innovation | 2024-04-25 | 2024-07-31 | 67 | 66 833 \$ | | 66 833 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Fx Innovation | 2024-04-26 | 2025-04-25 | 238 | 178 500 \$ | | 178 500 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | FX Innovation | 2024-07-27 | 2025-07-26 | 247 | 283 433 \$ | | 283 433 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | FX Innovation | 2024-08-06 | 2025-04-24 | 178 | - \$ | 177 555 \$ | 177 555 \$ |
| 1 | Intelligence d'affaires | FX Innovation | 2024-08-23 | 2025-08-22 | 248 | 258 540 \$ | | 258 540 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | FX Innovation | 2024-08-23 | 2025-08-22 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Développeur.euse DevSecOps | FX innovation | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 246 383 \$ | | 246 383 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX innovation | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 279 000 \$ | | 279 000 \$ |
| 1 | Contrôleur.euse de projets | FX innovation | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 232 500 \$ | | 232 500 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | FX innovation | 2024-09-14 | 2025-09-13 | 247 | 287 138 \$ | | 287 138 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 265 980 \$ | | 265 980 \$ |
| 1 | Technicien.ne demandes et comptes | FX Innovation | 2024-09-27 | 2025-09-26 | 248 | 265 980 \$ | | 265 980 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|---|---------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Développeur.euse | FX Innovation | 2024-10-06 | 2025-10-05 | 247 | 281 580 \$ | | 281 580 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-10-09 | 2025-10-08 | 248 | 204 600 \$ | | 204 600 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | FX Innovation | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 290 843 \$ | | 290 843 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | FX Innovation | 2024-10-22 | 2025-10-21 | 248 | 269 700 \$ | | 269 700 \$ |
| 1 | Développeur.euse | FX Innovation | 2024-10-24 | 2025-10-23 | 248 | 217 620 \$ | | 217 620 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de solutions | Fx Innovation | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 295 740 \$ | | 295 740 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de solutions | Fx Innovation | 2024-11-26 | 2025-11-25 | 238 | 276 675 \$ | | 276 675 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Fx Innovation | 2024-12-02 | 2025-12-01 | 238 | 229 373 \$ | | 229 373 \$ |
| 1 | Développeur.euse .net | Fx Innovation | 2024-12-03 | 2025-12-02 | 238 | 196 350 \$ | | 196 350 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-01-10 | 2024-03-15 | 54 | 54 675 \$ | | 54 675 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-09 | 2025-01-09 | 186 | - \$ | 181 350 \$ | 181 350 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-23 | 2025-04-22 | 238 | 258 825 \$ | | 258 825 \$ |
| 1 | Expert.e BI | FX Innovation | 2024-06-19 | 2025-06-18 | 238 | 246 330 \$ | | 246 330 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-07-09 | 2025-07-06 | 236 | 274 350 \$ | | 274 350 \$ |
| 1 | Développeur.euse Analyste Applicatif | FX Innovation | 2024-08-07 | 2025-08-06 | 238 | 229 373 \$ | | 229 373 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL IA | FX Innovation | 2024-08-16 | 2025-08-15 | 238 | 248 115 \$ | | 248 115 \$ |
| 1 | Administrateur.trice systèmes Windows | FX Innovation | 2024-08-30 | 2025-08-29 | 238 | 198 135 \$ | | 198 135 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | Gologic | 2024-02-20 | 2024-10-08 | 240 | 147 980 \$ | | 147 980 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | Gologic | 2024-10-08 | 2025-02-19 | 80 | - \$ | 84 000 \$ | 84 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Haknasoft | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Analyste Exploitation numérique | Haknasoft | 2024-11-13 | 2025-11-12 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | In Fidem | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 269 964 \$ | | 269 964 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | In Fidem | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | Intelli5 | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 234 000 \$ | | 234 000 \$ |
| 1 | Spécialiste CISCO-ALTO | Intelli5 | 2024-03-26 | 2025-03-25 | 239 | 229 440 \$ | | 229 440 \$ |
| 1 | Analyste programmeur AX | Intelli5 | 2024-06-05 | 2025-06-04 | 238 | 249 900 \$ | | 249 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse – Intelligence d'affaires | Intelli5 | 2024-07-02 | 2025-07-01 | 238 | 232 050 \$ | | 232 050 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Intelli5 | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Intelli5 | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 249 900 \$ | | 249 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET IPAAS | Intelli5 | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 238 080 \$ | | 238 080 \$ |
| 1 | Analyste Murex TI | Intelli5 | 2024-11-30 | 2025-11-29 | 247 | 305 663 \$ | | 305 663 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | Intelli5 | 2024-12-05 | 2025-12-04 | 238 | 278 460 \$ | | 278 460 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère en gouvernance, risques et conformité de sécurité | Intelli5 | 2024-12-21 | 2025-12-20 | 237 | 252 405 \$ | | 252 405 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-09-28 | 2025-03-28 | 123 | 179 888 \$ | | 179 888 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-02-09 | 2024-05-03 | 50 | 73 125 \$ | | 73 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Ktalysis | 2024-04-27 | 2024-06-09 | 29 | 26 100 \$ | | 26 100 \$ |
| 1 | Analyste IA | Ktalysis | 2024-04-28 | 2025-04-27 | 237 | 254 183 \$ | | 254 183 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EdM | Ktalysis | 2024-05-02 | 2025-05-01 | 238 | 282 030 \$ | | 282 030 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-05-04 | 2024-09-27 | 101 | 147 713 \$ | | 147 713 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Ktalysis | 2024-05-24 | 2025-05-23 | 238 | 294 525 \$ | | 294 525 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Ktalysis | 2024-05-25 | 2025-05-24 | 237 | 241 740 \$ | | 241 740 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel Murex | Ktalysis | 2024-05-28 | 2025-05-27 | 238 | 285 600 \$ | | 285 600 \$ |
| 1 | Analyste IA | Larochelle | 2024-01-05 | 2025-01-04 | 239 | 243 780 \$ | | 243 780 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Larochelle | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse DevOps | Larochelle | 2024-05-30 | 2025-05-29 | 238 | 230 265 \$ | | 230 265 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Larochelle | 2024-06-14 | 2025-06-13 | 238 | 208 845 \$ | | 208 845 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EDM | Larochelle | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL | Larochelle | 2024-06-22 | 2025-06-21 | 237 | 204 413 \$ | | 204 413 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EDM | Larochelle | 2024-06-22 | 2025-06-21 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Larochelle | 2024-07-09 | 2025-07-08 | 238 | 276 675 \$ | | 276 675 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Larochelle | 2024-08-06 | 2025-08-05 | 248 | 215 760 \$ | | 215 760 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-08-20 | 2025-08-19 | 248 | 254 820 \$ | | 254 820 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-09-02 | 2025-09-01 | 248 | 279 000 \$ | | 279 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse, Rendement et trésorerie | Larochelle | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 238 080 \$ | | 238 080 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Larochelle | 2024-09-17 | 2024-11-13 | 41 | 36 900 \$ | | 36 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | Larochelle | 2024-10-08 | 2025-10-07 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Larochelle | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 238 | 220 805 \$ | | 220 805 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Larochelle | 2024-11-18 | 2025-11-17 | 247 | 257 423 \$ | | 257 423 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Larochelle | 2024-12-18 | 2025-12-17 | 238 | 278 460 \$ | | 278 460 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Levio | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 255 600 \$ | | 255 600 \$ |
| 1 | Contrôleur.euse de projets | Levio | 2024-06-04 | 2025-06-03 | 238 | 187 425 \$ | | 187 425 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Levio | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Levio | 2024-08-08 | 2025-08-07 | 248 | 236 220 \$ | | 236 220 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Analyste d'affaires | Levio | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 199 950 \$ | | 199 950 \$ |
| 1 | Développeur.euse Intelligence d'affaires | Maltem | 2024-11-19 | 2025-11-18 | 248 | 213 900 \$ | | 213 900 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-01-16 | 2024-07-23 | 132 | 123 750 \$ | | 123 750 \$ |
| 1 | Administrateur.trice Datadog | Onepoint | 2024-02-14 | 2024-03-15 | 34 | 33 915 \$ | | 33 915 \$ |
| 1 | Développeur.euse-analyste applicatif | Onepoint | 2024-03-19 | 2025-03-18 | 239 | 197 175 \$ | | 197 175 \$ |
| 1 | Administrateur.trice Datadog | Onepoint | 2024-05-07 | 2025-02-15 | 193 | - \$ | 159 225 \$ | 159 225 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-05-31 | 2025-05-30 | 238 | 212 415 \$ | | 212 415 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | Onepoint | 2024-06-01 | 2025-05-31 | 237 | 291 510 \$ | | 291 510 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | Onepoint | 2024-07-05 | 2025-07-04 | 238 | 239 190 \$ | | 239 190 \$ |
| 1 | Administrateur.trice Plateforme Infranuagique | Onepoint | 2024-07-20 | 2025-07-19 | 237 | 168 863 \$ | | 168 863 \$ |
| 1 | Chargé.e de programme | Onepoint | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 286 740 \$ | | 286 740 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-07-23 | 2025-01-15 | 109 | - \$ | 110 363 \$ | 110 363 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-07-27 | 2025-07-26 | 237 | 193 748 \$ | | 193 748 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-08-13 | 2025-08-12 | 248 | 269 700 \$ | | 269 700 \$ |
| 1 | Architecte de solutions | Onepoint | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 255 645 \$ | | 255 645 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-09-12 | 2025-09-11 | 248 | 221 340 \$ | | 221 340 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Onepoint | 2024-09-14 | 2024-11-13 | 42 | 34 335 \$ | | 34 335 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-10-29 | 2025-07-26 | 183 | 149 603 \$ | | 149 603 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 251 100 \$ | | 251 100 \$ |
| 1 | Développeur.euse en solutions d'automatisation | Onepoint | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | Onepoint | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 284 580 \$ | | 284 580 \$ |
| 1 | Concepteur.trice/Développeur.euse ETL | Onepoint | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 342 713 \$ | | 342 713 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Onepoint | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 238 | 194 565 \$ | | 194 565 \$ |
| 1 | Lead/expert en solutions d'automatisation | Onepoint | 2024-12-03 | 2025-12-02 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse APPIAN | Onepoint | 2024-12-13 | 2025-12-12 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | Opticca | 2024-03-30 | 2025-03-29 | 238 | 257 040 \$ | | 257 040 \$ |
| 1 | Développeur.euse (UX) / (UI) | P2+CO | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 189 000 \$ | | 189 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-01-03 | 2025-01-02 | 240 | 219 600 \$ | | 219 600 \$ |
| 1 | Chargé.e de produit (PO) | Procom | 2024-01-17 | 2025-01-16 | 240 | 313 650 \$ | | 313 650 \$ |
| 1 | Agent.e centre de contacts junior | Procom | 2024-02-08 | 2025-02-07 | 240 | 96 960 \$ | | 96 960 \$ |
| 1 | Analyste Développeur.euse BI | Procom | 2024-02-14 | 2024-04-13 | 42 | 39 690 \$ | | 39 690 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-02-20 | 2024-10-08 | 151 | 147 980 \$ | | 147 980 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Analyste Développeur.euse BI | Procom | 2024-04-14 | 2025-01-13 | 185 | 172 883 \$ | | 172 883 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Procom | 2024-06-25 | 2024-12-20 | 116 | 104 400 \$ | | 104 400 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Procom | 2024-06-27 | 2024-11-26 | 96 | 110 880 \$ | | 110 880 \$ |
| 1 | Concepteur.trice de solutions | procom | 2024-06-29 | 2025-06-28 | 237 | 226 631 \$ | | 226 631 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Adoption numérique | Procom | 2024-07-09 | 2025-07-08 | 238 | 139 230 \$ | | 139 230 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-07-24 | 2024-11-13 | 69 | 61 065 \$ | | 61 065 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-09-24 | 2025-01-02 | 66 | - \$ | 59 400 \$ | 59 400 \$ |
| 1 | Analyste, Intelligence d'affaires | Procom | 2024-10-05 | 2025-10-04 | 247 | 237 120 \$ | | 237 120 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de sécurité | Procom | 2024-10-12 | 2025-10-11 | 247 | 305 663 \$ | | 305 663 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | Procom | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 268 613 \$ | | 268 613 \$ |
| 1 | Analyste, Intelligence d'affaires | Procom | 2024-12-03 | 2025-06-26 | 138 | 144 900 \$ | | 144 900 \$ |
| 1 | Gestionnaire de requêtes de service | Procom | 2024-12-06 | 2025-12-05 | 238 | 146 341 \$ | | 146 341 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de sécurité | Procom | 2024-12-07 | 2025-12-06 | 237 | 257 738 \$ | | 257 738 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Procom | 2024-12-14 | 2025-12-13 | 237 | 239 963 \$ | | 239 963 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Procom | 2024-12-21 | 2025-12-20 | 237 | 213 300 \$ | | 213 300 \$ |
| 1 | Développeur.euse Tagetik | Quanteam | 2024-05-31 | 2025-05-30 | 238 | 214 200 \$ | | 214 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Quanteam | 2024-08-04 | 2025-08-03 | 237 | 222 188 \$ | | 222 188 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires Tagetik | Quanteam | 2024-10-04 | 2025-10-03 | 248 | 260 400 \$ | | 260 400 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Technique bureautique | Randstad | 2024-03-09 | 2024-11-01 | 154 | 51 744 \$ | | 51 744 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste – applicatif | Runes Tech | 2024-05-03 | 2025-05-02 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Concepteur.trice | Runes Tech | 2024-07-19 | 2025-07-18 | 238 | 257 040 \$ | | 257 040 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Runes Tech | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Runes Tech | 2024-08-01 | 2025-07-31 | 238 | 103 530 \$ | | 103 530 \$ |
| 1 | Consultant.e en services analytiques | Runes Tech | 2024-09-17 | 2025-09-16 | 248 | 282 720 \$ | | 282 720 \$ |
| 1 | Conseiller.ère | Runes Tech | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 222 300 \$ | | 222 300 \$ |
| 1 | Scrum Master | Runes Tech | 2024-11-21 | 2025-11-20 | 248 | 273 420 \$ | | 273 420 \$ |
| 1 | Développeur.euse APPIAN | Runes Tech | 2024-12-05 | 2025-12-04 | 238 | 253 470 \$ | | 253 470 \$ |
| 1 | Architecte/Analyste en gestion électronique de documents | Sachem | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 312 375 \$ | | 312 375 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Basis | Talan | 2024-07-21 | 2024-12-31 | 24 | 34 965 \$ | | 34 965 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Talan | 2024-07-21 | 2024-12-31 | 111 | 158 175 \$ | | 158 175 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Teamtek | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 259 350 \$ | | 259 350 \$ |
| 1 | Développeur.euse SIRH | Victrix | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 239 400 \$ | | 239 400 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|-----------------------------------|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Scrum Master | Victrix | 2024-05-24 | 2025-05-23 | 238 | 264 180 \$ | | 264 180 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Victrix | 2024-07-12 | 2025-07-11 | 238 | 244 545 \$ | | 244 545 \$ |
| 1 | Gestionnaire de programme | Victrix | 2024-08-06 | 2025-08-05 | 238 | 274 890 \$ | | 274 890 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Adoption numérique | Victrix | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 221 340 \$ | | 221 340 \$ |
| 1 | Scrum Master | Victrix | 2024-10-03 | 2025-10-02 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |

(B) Total valeur des contrats
54 490 966 \$

(C) Total des contrats octroyés
252

Note : Les montants sont arrondis au dollar près.

Question G8-00

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

-
- a) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - b) **Le total des coûts (excluant les honoraires) est d'environ 2 295 \$ annuellement par consultant.e :**
 - 715 \$ systèmes informatiques
 - 1 580 \$ licences et fournitures bureautiques
 - Valeur totale des contrats : 54 490 966 \$
 - c) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - d) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - e) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - f) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - g) **Voir le chiffrier à la page suivante.**
 - h) **Voir le chiffrier à la page suivante.**

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|---------------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | 10391298 CANADA INC | 2024-07-22 | 2025-07-21 | 248 | 353 400 \$ | | 353 400 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Plateforme AWS-Unix, infranuagique | Accenture | 2024-01-14 | 2025-01-13 | 239 | 268 875 \$ | | 268 875 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDss | 2024-09-13 | 2025-09-12 | 248 | 245 520 \$ | | 245 520 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données DevOps | agileDss | 2024-10-01 | 2025-09-30 | 248 | 251 100 \$ | | 251 100 \$ |
| 1 | Consultant.e en développement et tests | agileDss | 2024-10-18 | 2025-10-17 | 248 | 235 290 \$ | | 235 290 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDss | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 248 | 245 520 \$ | | 245 520 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-02-21 | 2025-02-20 | 240 | 239 400 \$ | | 239 400 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL - intelligence d'affaires | agileDSS | 2024-04-19 | 2025-04-18 | 238 | 248 115 \$ | | 248 115 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-05-30 | 2025-05-29 | 238 | 252 578 \$ | | 252 578 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | agileDSS | 2024-06-07 | 2025-06-06 | 238 | 219 555 \$ | | 219 555 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-06-25 | 2024-11-21 | 95 | 99 750 \$ | | 99 750 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | agileDSS | 2024-10-04 | 2025-10-03 | 248 | 328 290 \$ | | 328 290 \$ |
| 1 | Ingénieur.e de données, dataops | agileDSS | 2024-10-18 | 2025-10-17 | 248 | 249 240 \$ | | 249 240 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | agileDSS | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 256 680 \$ | | 256 680 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-11-20 | 2024-12-20 | 23 | 21 735 \$ | | 21 735 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | agileDSS | 2024-11-22 | 2025-05-23 | 122 | 128 100 \$ | | 128 100 \$ |
| 1 | Architecte de solutions | Alten | 2024-07-13 | 2024-12-31 | 106 | 115 275 \$ | | 115 275 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires solutions numériques – Talents & Performance | Alten | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 213 900 \$ | | 213 900 \$ |
| 1 | Scrum Master | Alten | 2024-09-10 | 2024-11-15 | 48 | 45 000 \$ | | 45 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires solutions numériques – Talents & Performance | Alten | 2024-09-10 | 2025-09-09 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Scrum Master | Alten | 2024-11-16 | 2025-11-15 | 247 | 231 563 \$ | | 231 563 \$ |
| 1 | Intégrateur.trice, Applications | Alten | 2024-12-21 | 2025-06-30 | 126 | 114 345 \$ | | 114 345 \$ |
| 1 | Scrum Master | Astek | 2024-01-31 | 2025-01-30 | 240 | 192 600 \$ | | 192 600 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | Astek | 2024-02-08 | 2024-09-04 | 145 | 87 000 \$ | | 87 000 \$ |
| 1 | Spécialiste sécurité applicative | Astek | 2024-04-02 | 2025-04-01 | 239 | 295 763 \$ | | 295 763 \$ |
| 1 | Spécialiste PALO ALTO | Astek | 2024-06-18 | 2025-06-17 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Conformité et contrôles technologiques | Astek | 2024-07-16 | 2024-08-12 | 20 | 17 700 \$ | | 17 700 \$ |
| 1 | Conseiller.ère, Plateforme O365 Azure | Astek | 2024-07-18 | 2025-07-17 | 238 | 205 275 \$ | | 205 275 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | Astek | 2024-09-05 | 2025-09-04 | 248 | 148 800 \$ | | 148 800 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère, Conformité et contrôles technologiques | Astek | 2024-09-10 | 2025-07-15 | 209 | - \$ | 184 965 \$ | 184 965 \$ |
| 1 | Analyste / Développeur.euse eFront Invest | Astek | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 248 | 283 650 \$ | | 283 650 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Astek | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 119 040 \$ | | 119 040 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Astek | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 115 320 \$ | | 115 320 \$ |
| 1 | Agent.e centre de contacts intermédiaire | Astek | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 248 | 93 000 \$ | | 93 000 \$ |
| 1 | Analyste programmeur ERP | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 314 918 \$ | | 314 918 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 148 666 \$ | | 148 666 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de système | CGI | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 224 160 \$ | | 224 160 \$ |
| 1 | Scrum Master | CGI | 2024-01-09 | 2024-01-31 | 17 | 19 056 \$ | | 19 056 \$ |
| 1 | Scrum Master | CGI | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 258 931 \$ | | 258 931 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique junior | CGI | 2024-01-31 | 2024-04-12 | 52 | 23 462 \$ | | 23 462 \$ |
| 1 | Designer expérience utilisateur | CGI | 2024-02-01 | 2025-01-31 | 240 | 333 600 \$ | | 333 600 \$ |
| 1 | Equipe SEI | CGI | 2024-02-21 | 2024-10-31 | 176 | 190 080 \$ | | 190 080 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-02-22 | 2024-03-31 | 27 | 26 026 \$ | | 26 026 \$ |
| 1 | Analyste fonctionnel AX | CGI | 2024-03-14 | 2025-03-13 | 239 | 258 024 \$ | | 258 024 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-03-29 | 2025-03-28 | 239 | 218 886 \$ | | 218 886 \$ |
| 1 | Analyste IA | CGI | 2024-04-01 | 2025-03-31 | 239 | 208 351 \$ | | 208 351 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique junior | CGI | 2024-04-13 | 2024-06-30 | 53 | 21 535 \$ | | 21 535 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-04-19 | 2025-04-18 | 238 | 195 198 \$ | | 195 198 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | CGI | 2024-04-22 | 2025-04-21 | 238 | 137 812 \$ | | 137 812 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | CGI | 2024-05-01 | 2025-04-30 | 238 | 337 865 \$ | | 337 865 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL | CGI | 2024-05-01 | 2025-04-30 | 238 | 275 433 \$ | | 275 433 \$ |
| 1 | Soutien à l'entreposage et aux sauvegardes | CGI | 2024-05-07 | 2024-10-31 | 123 | 97 062 \$ | | 97 062 \$ |
| 1 | Analyste fonctionnel AX | CGI | 2024-07-01 | 2025-03-13 | 175 | 202 930 \$ | | 202 930 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | CGI | 2024-07-02 | 2025-01-31 | 136 | 105 710 \$ | | 105 710 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique | CGI | 2024-07-03 | 2025-06-30 | 237 | 106 934 \$ | | 106 934 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | CGI | 2024-07-16 | 2025-01-15 | 126 | 29 902 \$ | | 29 902 \$ |
| 1 | Support bureautique niveau 2 | CGI | 2024-08-01 | 2025-06-30 | 226 | 144 296 \$ | | 144 296 \$ |
| 1 | Analyste en support applicatif | CGI | 2024-08-06 | 2024-11-22 | 77 | 64 680 \$ | | 64 680 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | CGI | 2024-08-09 | 2025-08-08 | 238 | 247 196 \$ | | 247 196 \$ |
| 1 | Administrateur de bases de données (DBA) | CGI | 2024-08-16 | 2025-08-15 | 238 | 215 818 \$ | | 215 818 \$ |
| 1 | Analyste – Soutien applicatif | CGI | 2024-08-19 | 2025-08-18 | 238 | 244 131 \$ | | 244 131 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Technicien.ne bureautique | CGI | 2024-08-27 | 2025-06-30 | 208 | 93 850 \$ | | 93 850 \$ |
| 1 | Conseiller.ère capacité performance | CGI | 2024-09-03 | 2025-04-02 | 144 | 158 239 \$ | | 158 239 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | CGI | 2024-09-07 | 2025-09-06 | 247 | 197 284 \$ | | 197 284 \$ |
| 1 | Analyste de sécurité | CGI | 2024-09-11 | 2025-09-10 | 248 | 341 942 \$ | | 341 942 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | CGI | 2024-09-24 | 2025-09-23 | 235 | 259 778 \$ | | 259 778 \$ |
| 1 | Analyste AX | CGI | 2024-09-27 | 2025-09-26 | 250 | 358 400 \$ | | 358 400 \$ |
| 1 | Développeur.euse BluePrism | CGI | 2024-10-01 | 2025-09-30 | 248 | 260 063 \$ | | 260 063 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | CGI | 2024-10-25 | 2025-10-24 | 250 | 283 280 \$ | | 283 280 \$ |
| 1 | Technicien.ne bureautique – junior | CGI | 2024-10-31 | 2025-06-30 | 163 | 77 379 \$ | | 77 379 \$ |
| 1 | Analyste Gestion de la production | CGi | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 245 300 \$ | | 245 300 \$ |
| 1 | Analyste Gestion de la production | CGI | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 254 280 \$ | | 254 280 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, plateforme infranuagique | CGI | 2024-11-01 | 2025-10-31 | 250 | 233 500 \$ | | 233 500 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET Drupal | CGI | 2024-11-19 | 2025-11-18 | 238 | 217 970 \$ | | 217 970 \$ |
| 1 | Analyste en support applicatif | CGI | 2024-11-23 | 2025-11-22 | 249 | 209 160 \$ | | 209 160 \$ |
| 1 | Développeur.euse BluePrism | CGI | 2024-11-24 | 2025-11-23 | 249 | 261 111 \$ | | 261 111 \$ |
| 1 | Analyste programmeur intelligence d'affaires | CGI | 2024-11-26 | 2025-11-25 | 228 | 219 227 \$ | | 219 227 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL sénior | CGI | 2024-12-09 | 2025-12-08 | 238 | 247 196 \$ | | 247 196 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | CGI | 2024-12-22 | 2025-12-21 | 237 | 313 333 \$ | | 313 333 \$ |
| 1 | Développeur.euse SharePoint | Cofomo | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 255 600 \$ | | 255 600 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste - applicatif | Cofomo | 2024-01-10 | 2025-01-09 | 240 | 266 400 \$ | | 266 400 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Cofomo | 2024-03-28 | 2025-03-27 | 239 | 245 573 \$ | | 245 573 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | Cofomo | 2024-04-12 | 2025-04-11 | 238 | 224 910 \$ | | 224 910 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Cofomo | 2024-06-11 | 2025-06-10 | 238 | 228 480 \$ | | 228 480 \$ |
| 1 | Administrateur.trice, Infrastructures réseautiques | Cofomo | 2024-08-03 | 2025-08-02 | 237 | 222 188 \$ | | 222 188 \$ |
| 1 | Agent.e centre d'appels | Cofomo | 2024-08-08 | 2025-08-07 | 238 | 95 200 \$ | | 95 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Cofomo | 2024-08-27 | 2024-12-12 | 76 | 71 250 \$ | | 71 250 \$ |
| 1 | Analyste IA | Cofomo | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 290 843 \$ | | 290 843 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Cofomo | 2024-09-05 | 2025-09-04 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Cofomo | 2024-09-24 | 2025-09-23 | 248 | 305 040 \$ | | 305 040 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Cofomo | 2024-10-05 | 2025-10-04 | 247 | 222 300 \$ | | 222 300 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Cofomo | 2024-10-15 | 2025-10-14 | 248 | 239 940 \$ | | 239 940 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|---|---------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Designer UX | Cofomo | 2024-10-15 | 2025-04-15 | 123 | 113 929 \$ | | 113 929 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Cofomo | 2024-10-29 | 2025-10-28 | 248 | 264 120 \$ | | 264 120 \$ |
| 1 | Analyste, Exploitation numérique | Cofomo | 2024-12-01 | 2025-11-30 | 237 | 216 855 \$ | | 216 855 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Cofomo | 2024-12-13 | 2025-12-12 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Dempton | 2024-07-30 | 2024-11-20 | 80 | 63 000 \$ | | 63 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Dempton | 2024-11-21 | 2025-11-20 | 248 | 195 300 \$ | | 195 300 \$ |
| 1 | Conseiller.ère adoption et transformation numérique | Edgenda | 2024-06-29 | 2025-06-28 | 237 | 239 963 \$ | | 239 963 \$ |
| 1 | Consultant.e soutien pour les travaux comptables | Figur | 2024-11-05 | 2025-02-04 | 60 | 77 700 \$ | | 77 700 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Plateforme de sécurité | FX Innovation | 2024-01-14 | 2025-01-13 | 239 | 236 610 \$ | | 236 610 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-02-06 | 2024-02-15 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste - applicatif | FX Innovation | 2024-02-08 | 2025-02-07 | 240 | 243 000 \$ | | 243 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-02-16 | 2025-02-15 | 239 | 338 783 \$ | | 338 783 \$ |
| 1 | Développeur.euse SIRH | FX Innovation | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 232 200 \$ | | 232 200 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 243 000 \$ | | 243 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | FX innovation | 2024-03-07 | 2025-03-06 | 239 | 250 950 \$ | | 250 950 \$ |
| 1 | Développeur.euse D365 | FX Innovation | 2024-03-16 | 2025-03-15 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de base de données | FX Innovation | 2024-03-21 | 2025-03-20 | 239 | 218 685 \$ | | 218 685 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Fx Innovation | 2024-03-29 | 2025-03-28 | 239 | 317 273 \$ | | 317 273 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-12 | 2025-04-11 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | FX Innovation | 2024-04-18 | 2025-04-17 | 238 | 244 545 \$ | | 244 545 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-04-25 | 2025-04-24 | 238 | 179 928 \$ | | 179 928 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | FX Innovation | 2024-04-25 | 2024-07-31 | 67 | 66 833 \$ | | 66 833 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Fx Innovation | 2024-04-26 | 2025-04-25 | 238 | 178 500 \$ | | 178 500 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | FX Innovation | 2024-07-27 | 2025-07-26 | 247 | 283 433 \$ | | 283 433 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | FX Innovation | 2024-08-06 | 2025-04-24 | 178 | - \$ | 177 555 \$ | 177 555 \$ |
| 1 | Intelligence d'affaires | FX Innovation | 2024-08-23 | 2025-08-22 | 248 | 258 540 \$ | | 258 540 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | FX Innovation | 2024-08-23 | 2025-08-22 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Développeur.euse DevSecOps | FX innovation | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 246 383 \$ | | 246 383 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX innovation | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 279 000 \$ | | 279 000 \$ |
| 1 | Contrôleur.euse de projets | FX innovation | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 232 500 \$ | | 232 500 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | FX innovation | 2024-09-14 | 2025-09-13 | 247 | 287 138 \$ | | 287 138 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 265 980 \$ | | 265 980 \$ |
| 1 | Technicien.ne demandes et comptes | FX Innovation | 2024-09-27 | 2025-09-26 | 248 | 265 980 \$ | | 265 980 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|---|---------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Développeur.euse | FX Innovation | 2024-10-06 | 2025-10-05 | 247 | 281 580 \$ | | 281 580 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | FX Innovation | 2024-10-09 | 2025-10-08 | 248 | 204 600 \$ | | 204 600 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires et fonctionnel | FX Innovation | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 290 843 \$ | | 290 843 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | FX Innovation | 2024-10-22 | 2025-10-21 | 248 | 269 700 \$ | | 269 700 \$ |
| 1 | Développeur.euse | FX Innovation | 2024-10-24 | 2025-10-23 | 248 | 217 620 \$ | | 217 620 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de solutions | Fx Innovation | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 295 740 \$ | | 295 740 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de solutions | Fx Innovation | 2024-11-26 | 2025-11-25 | 238 | 276 675 \$ | | 276 675 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Fx Innovation | 2024-12-02 | 2025-12-01 | 238 | 229 373 \$ | | 229 373 \$ |
| 1 | Développeur.euse .net | Fx Innovation | 2024-12-03 | 2025-12-02 | 238 | 196 350 \$ | | 196 350 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-01-10 | 2024-03-15 | 54 | 54 675 \$ | | 54 675 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-09 | 2025-01-09 | 186 | - \$ | 181 350 \$ | 181 350 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-04-23 | 2025-04-22 | 238 | 258 825 \$ | | 258 825 \$ |
| 1 | Expert.e BI | FX Innovation | 2024-06-19 | 2025-06-18 | 238 | 246 330 \$ | | 246 330 \$ |
| 1 | Scrum Master | FX Innovation | 2024-07-09 | 2025-07-06 | 236 | 274 350 \$ | | 274 350 \$ |
| 1 | Développeur.euse Analyste Applicatif | FX Innovation | 2024-08-07 | 2025-08-06 | 238 | 229 373 \$ | | 229 373 \$ |
| 1 | Développeur.euse ETL IA | FX Innovation | 2024-08-16 | 2025-08-15 | 238 | 248 115 \$ | | 248 115 \$ |
| 1 | Administrateur.trice systèmes Windows | FX Innovation | 2024-08-30 | 2025-08-29 | 238 | 198 135 \$ | | 198 135 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | Gologic | 2024-02-20 | 2024-10-08 | 240 | 147 980 \$ | | 147 980 \$ |
| 1 | Coach DevSecOps | Gologic | 2024-10-08 | 2025-02-19 | 80 | - \$ | 84 000 \$ | 84 000 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Haknasoft | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Analyste Exploitation numérique | Haknasoft | 2024-11-13 | 2025-11-12 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | In Fidem | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 269 964 \$ | | 269 964 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | In Fidem | 2024-01-01 | 2024-12-31 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | Intelli5 | 2024-01-09 | 2025-01-08 | 240 | 234 000 \$ | | 234 000 \$ |
| 1 | Spécialiste CISCO-ALTO | Intelli5 | 2024-03-26 | 2025-03-25 | 239 | 229 440 \$ | | 229 440 \$ |
| 1 | Analyste programmeur AX | Intelli5 | 2024-06-05 | 2025-06-04 | 238 | 249 900 \$ | | 249 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse – Intelligence d'affaires | Intelli5 | 2024-07-02 | 2025-07-01 | 238 | 232 050 \$ | | 232 050 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Intelli5 | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Intelli5 | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 249 900 \$ | | 249 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET IPAAS | Intelli5 | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 238 080 \$ | | 238 080 \$ |
| 1 | Analyste Murex TI | Intelli5 | 2024-11-30 | 2025-11-29 | 247 | 305 663 \$ | | 305 663 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | Intelli5 | 2024-12-05 | 2025-12-04 | 238 | 278 460 \$ | | 278 460 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Conseiller.ère en gouvernance, risques et conformité de sécurité | Intelli5 | 2024-12-21 | 2025-12-20 | 237 | 252 405 \$ | | 252 405 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-09-28 | 2025-03-28 | 123 | 179 888 \$ | | 179 888 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-02-09 | 2024-05-03 | 50 | 73 125 \$ | | 73 125 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Ktalysis | 2024-04-27 | 2024-06-09 | 29 | 26 100 \$ | | 26 100 \$ |
| 1 | Analyste IA | Ktalysis | 2024-04-28 | 2025-04-27 | 237 | 254 183 \$ | | 254 183 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EdM | Ktalysis | 2024-05-02 | 2025-05-01 | 238 | 282 030 \$ | | 282 030 \$ |
| 1 | Conseiller.ère architecture de sécurité | Ktalysis | 2024-05-04 | 2024-09-27 | 101 | 147 713 \$ | | 147 713 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Ktalysis | 2024-05-24 | 2025-05-23 | 238 | 294 525 \$ | | 294 525 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Ktalysis | 2024-05-25 | 2025-05-24 | 237 | 241 740 \$ | | 241 740 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel Murex | Ktalysis | 2024-05-28 | 2025-05-27 | 238 | 285 600 \$ | | 285 600 \$ |
| 1 | Analyste IA | Larochelle | 2024-01-05 | 2025-01-04 | 239 | 243 780 \$ | | 243 780 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Larochelle | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse DevOps | Larochelle | 2024-05-30 | 2025-05-29 | 238 | 230 265 \$ | | 230 265 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Larochelle | 2024-06-14 | 2025-06-13 | 238 | 208 845 \$ | | 208 845 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EDM | Larochelle | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 223 125 \$ | | 223 125 \$ |
| 1 | Analyste programmeur .NET DRUPAL | Larochelle | 2024-06-22 | 2025-06-21 | 237 | 204 413 \$ | | 204 413 \$ |
| 1 | Développeur.euse Markit EDM | Larochelle | 2024-06-22 | 2025-06-21 | 240 | 225 000 \$ | | 225 000 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Larochelle | 2024-07-09 | 2025-07-08 | 238 | 276 675 \$ | | 276 675 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Larochelle | 2024-08-06 | 2025-08-05 | 248 | 215 760 \$ | | 215 760 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-08-20 | 2025-08-19 | 248 | 254 820 \$ | | 254 820 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-09-02 | 2025-09-01 | 248 | 279 000 \$ | | 279 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse, Rendement et trésorerie | Larochelle | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 238 080 \$ | | 238 080 \$ |
| 1 | Scrum Master | Larochelle | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Larochelle | 2024-09-17 | 2024-11-13 | 41 | 36 900 \$ | | 36 900 \$ |
| 1 | Développeur.euse en ingénierie de données | Larochelle | 2024-10-08 | 2025-10-07 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Larochelle | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 238 | 220 805 \$ | | 220 805 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires | Larochelle | 2024-11-18 | 2025-11-17 | 247 | 257 423 \$ | | 257 423 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Larochelle | 2024-12-18 | 2025-12-17 | 238 | 278 460 \$ | | 278 460 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Levio | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 255 600 \$ | | 255 600 \$ |
| 1 | Contrôleur.euse de projets | Levio | 2024-06-04 | 2025-06-03 | 238 | 187 425 \$ | | 187 425 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Levio | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Levio | 2024-08-08 | 2025-08-07 | 248 | 236 220 \$ | | 236 220 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|---|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Analyste d'affaires | Levio | 2024-09-26 | 2025-09-25 | 248 | 199 950 \$ | | 199 950 \$ |
| 1 | Développeur.euse Intelligence d'affaires | Maltem | 2024-11-19 | 2025-11-18 | 248 | 213 900 \$ | | 213 900 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-01-16 | 2024-07-23 | 132 | 123 750 \$ | | 123 750 \$ |
| 1 | Administrateur.trice Datadog | Onepoint | 2024-02-14 | 2024-03-15 | 34 | 33 915 \$ | | 33 915 \$ |
| 1 | Développeur.euse-analyste applicatif | Onepoint | 2024-03-19 | 2025-03-18 | 239 | 197 175 \$ | | 197 175 \$ |
| 1 | Administrateur.trice Datadog | Onepoint | 2024-05-07 | 2025-02-15 | 193 | - \$ | 159 225 \$ | 159 225 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-05-31 | 2025-05-30 | 238 | 212 415 \$ | | 212 415 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | Onepoint | 2024-06-01 | 2025-05-31 | 237 | 291 510 \$ | | 291 510 \$ |
| 1 | Développeur.euse DEVOPS | Onepoint | 2024-07-05 | 2025-07-04 | 238 | 239 190 \$ | | 239 190 \$ |
| 1 | Administrateur.trice de Plateforme Infranuaigique | Onepoint | 2024-07-20 | 2025-07-19 | 237 | 168 863 \$ | | 168 863 \$ |
| 1 | Chargé.e de programme | Onepoint | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 286 740 \$ | | 286 740 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-07-23 | 2025-01-15 | 109 | - \$ | 110 363 \$ | 110 363 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-07-27 | 2025-07-26 | 237 | 193 748 \$ | | 193 748 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-08-13 | 2025-08-12 | 248 | 269 700 \$ | | 269 700 \$ |
| 1 | Architecte de solutions | Onepoint | 2024-08-31 | 2025-08-30 | 247 | 255 645 \$ | | 255 645 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires fonctionnel | Onepoint | 2024-09-12 | 2025-09-11 | 248 | 221 340 \$ | | 221 340 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Onepoint | 2024-09-14 | 2024-11-13 | 42 | 34 335 \$ | | 34 335 \$ |
| 1 | Scrum Master | Onepoint | 2024-10-29 | 2025-07-26 | 183 | 149 603 \$ | | 149 603 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 251 100 \$ | | 251 100 \$ |
| 1 | Développeur.euse en solutions d'automatisation | Onepoint | 2024-10-31 | 2025-10-30 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |
| 1 | Développeur.euse IA | Onepoint | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 284 580 \$ | | 284 580 \$ |
| 1 | Concepteur.trice/Développeur.euse ETL | Onepoint | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 342 713 \$ | | 342 713 \$ |
| 1 | Développeur.euse Appian | Onepoint | 2024-11-08 | 2025-11-07 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |
| 1 | Développeur.euse .NET | Onepoint | 2024-11-14 | 2025-11-13 | 238 | 194 565 \$ | | 194 565 \$ |
| 1 | Lead/expert en solutions d'automatisation | Onepoint | 2024-12-03 | 2025-12-02 | 248 | 223 200 \$ | | 223 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse APPIAN | Onepoint | 2024-12-13 | 2025-12-12 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Développeur.euse ingénierie de données | Opticca | 2024-03-30 | 2025-03-29 | 238 | 257 040 \$ | | 257 040 \$ |
| 1 | Développeur.euse (UX) / (UI) | P2+CO | 2024-02-14 | 2025-02-13 | 240 | 189 000 \$ | | 189 000 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-01-03 | 2025-01-02 | 240 | 219 600 \$ | | 219 600 \$ |
| 1 | Chargé.e de produit (PO) | Procom | 2024-01-17 | 2025-01-16 | 240 | 313 650 \$ | | 313 650 \$ |
| 1 | Agent.e centre de contacts junior | Procom | 2024-02-08 | 2025-02-07 | 240 | 96 960 \$ | | 96 960 \$ |
| 1 | Analyste Développeur.euse BI | Procom | 2024-02-14 | 2024-04-13 | 42 | 39 690 \$ | | 39 690 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-02-20 | 2024-10-08 | 151 | 147 980 \$ | | 147 980 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|--|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Analyste Développeur.euse BI | Procom | 2024-04-14 | 2025-01-13 | 185 | 172 883 \$ | | 172 883 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Procom | 2024-06-25 | 2024-12-20 | 116 | 104 400 \$ | | 104 400 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Procom | 2024-06-27 | 2024-11-26 | 96 | 110 880 \$ | | 110 880 \$ |
| 1 | Concepteur.trice de solutions | procom | 2024-06-29 | 2025-06-28 | 237 | 226 631 \$ | | 226 631 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Adoption numérique | Procom | 2024-07-09 | 2025-07-08 | 238 | 139 230 \$ | | 139 230 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-07-24 | 2024-11-13 | 69 | 61 065 \$ | | 61 065 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Procom | 2024-09-24 | 2025-01-02 | 66 | - \$ | 59 400 \$ | 59 400 \$ |
| 1 | Analyste, Intelligence d'affaires | Procom | 2024-10-05 | 2025-10-04 | 247 | 237 120 \$ | | 237 120 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de sécurité | Procom | 2024-10-12 | 2025-10-11 | 247 | 305 663 \$ | | 305 663 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en sécurité de l'information | Procom | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 268 613 \$ | | 268 613 \$ |
| 1 | Analyste, Intelligence d'affaires | Procom | 2024-12-03 | 2025-06-26 | 138 | 144 900 \$ | | 144 900 \$ |
| 1 | Gestionnaire de requêtes de services | Procom | 2024-12-06 | 2025-12-05 | 238 | 146 341 \$ | | 146 341 \$ |
| 1 | Conseiller.ère en architecture de sécurité | Procom | 2024-12-07 | 2025-12-06 | 237 | 257 738 \$ | | 257 738 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Procom | 2024-12-14 | 2025-12-13 | 237 | 239 963 \$ | | 239 963 \$ |
| 1 | Gestionnaire de projets | Procom | 2024-12-21 | 2025-12-20 | 237 | 213 300 \$ | | 213 300 \$ |
| 1 | Développeur.euse Tagetik | Quanteam | 2024-05-31 | 2025-05-30 | 238 | 214 200 \$ | | 214 200 \$ |
| 1 | Développeur.euse | Quanteam | 2024-08-04 | 2025-08-03 | 237 | 222 188 \$ | | 222 188 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires Tagetik | Quanteam | 2024-10-04 | 2025-10-03 | 248 | 260 400 \$ | | 260 400 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Technique bureautique | Randstad | 2024-03-09 | 2024-11-01 | 154 | 51 744 \$ | | 51 744 \$ |
| 1 | Développeur.euse analyste - applicatif | Runes Tech | 2024-05-03 | 2025-05-02 | 238 | 240 975 \$ | | 240 975 \$ |
| 1 | Concepteur.trice | Runes Tech | 2024-07-19 | 2025-07-18 | 238 | 257 040 \$ | | 257 040 \$ |
| 1 | Chargé.e de projets | Runes Tech | 2024-07-23 | 2025-07-22 | 238 | 267 750 \$ | | 267 750 \$ |
| 1 | Technicien.ne en bureautique | Runes Tech | 2024-08-01 | 2025-07-31 | 238 | 103 530 \$ | | 103 530 \$ |
| 1 | Consultant.e en services analytiques | Runes Tech | 2024-09-17 | 2025-09-16 | 248 | 282 720 \$ | | 282 720 \$ |
| 1 | Conseiller.ère | Runes Tech | 2024-11-02 | 2025-11-01 | 247 | 222 300 \$ | | 222 300 \$ |
| 1 | Scrum Master | Runes Tech | 2024-11-21 | 2025-11-20 | 248 | 273 420 \$ | | 273 420 \$ |
| 1 | Développeur.euse APPIAN | Runes Tech | 2024-12-05 | 2025-12-04 | 238 | 253 470 \$ | | 253 470 \$ |
| 1 | Architecte/Analyste en gestion électronique de documents | Sachem | 2024-06-20 | 2025-06-19 | 238 | 312 375 \$ | | 312 375 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Basis | Talan | 2024-07-21 | 2024-12-31 | 24 | 34 965 \$ | | 34 965 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Talan | 2024-07-21 | 2024-12-31 | 111 | 158 175 \$ | | 158 175 \$ |
| 1 | Développeur.euse Murex | Teamtek | 2024-10-19 | 2025-10-18 | 247 | 259 350 \$ | | 259 350 \$ |
| 1 | Développeur.euse SIRH | Victrix | 2024-02-27 | 2025-02-26 | 240 | 239 400 \$ | | 239 400 \$ |

| (A+D) Ress. | (E) Profil | (D) Firme | (F) Date de début | (G) Date de fin | Jours Ouvr. | (C) Valeur du contrat | Rempl/ Renouv/ Amend. | (B) Valeur totale |
|----------------|-----------------------------------|--------------|----------------------|--------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------|
| 1 | Scrum Master | Victrix | 2024-05-24 | 2025-05-23 | 238 | 264 180 \$ | | 264 180 \$ |
| 1 | Analyste d'affaires TI | Victrix | 2024-07-12 | 2025-07-11 | 238 | 244 545 \$ | | 244 545 \$ |
| 1 | Gestionnaire de programme | Victrix | 2024-08-06 | 2025-08-05 | 238 | 274 890 \$ | | 274 890 \$ |
| 1 | Conseiller.ère Adoption numérique | Victrix | 2024-09-03 | 2025-09-02 | 248 | 221 340 \$ | | 221 340 \$ |
| 1 | Scrum Master | Victrix | 2024-10-03 | 2025-10-02 | 248 | 230 640 \$ | | 230 640 \$ |

(B) Total valeur des contrats
54 490 966 \$

(C) Total des contrats octroyés
252

Note : Les montants sont arrondis au dollar près.

Question G22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2025-2026.

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.)

| Occasionnels – départs (année 2024) | | | |
|-------------------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------|
| Raison | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
| Départ involontaire | 2 | 0 | 2 |
| Départ volontaire | 7 | 0 | 7 |
| Fin de contrat | 12 | 0 | 12 |
| Total | 21 | 0 | 21 |

- b) par catégorie d'âge

| Occasionnels – départs (année 2024) | | | | | | |
|-------------------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|----------------|-----------|
| Raison | 24 ans et moins | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | 55 ans et plus | Total |
| Départ involontaire | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Départ volontaire | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| Fin de contrat | 2 | 7 | 1 | 1 | 1 | 12 |
| Total | 5 | 10 | 2 | 2 | 2 | 21 |

- c) prévisions pour 2025-2026

– La CDPQ ne fait pas de prévisions en ce qui a trait à la fin d'emploi.

Question G26-00

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2025-2026.

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.)

| Occasionnels – départs (année 2024) | | | |
|-------------------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------|
| Raison | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
| Départ involontaire | 2 | 0 | 2 |
| Départ volontaire | 7 | 0 | 7 |
| Fin de contrat | 12 | 0 | 12 |
| Total | 21 | 0 | 21 |

- b) par catégorie d'âge

| Occasionnels – départs (année 2024) | | | | | | |
|-------------------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|----------------|-----------|
| Raison | 24 ans et moins | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | 55 ans et plus | Total |
| Départ involontaire | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Départ volontaire | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| Fin de contrat | 2 | 7 | 1 | 1 | 1 | 12 |
| Total | 5 | 10 | 2 | 2 | 2 | 21 |

- c) prévisions pour 2025-2026

- La CDPQ ne fait pas de prévisions en ce qui a trait à la fin d'emploi.

Question G34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉMUNÉRATION VARIABLE OCTROYÉE AU PERSONNEL DE LA CDPQ AU 31 DÉCEMBRE 2024 (en millions de \$)

| | Rémunération variable octroyée | | |
|---|--------------------------------|-----------------------|-------|
| | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
| Rémunération variable octroyée acquise | 65,8 | 131,2 | 197,0 |
| Rémunération variable octroyée différée (non-acquise) | 12,8 | 54,7 | 67,5 |
| Total ¹ | 78,6 | 185,9 | 264,5 |

Note :

¹ La variation de la rémunération variable totale, par rapport aux chiffres fournis en 2023, reflète la hausse du nombre d'employé.e.s suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question G36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

- Les montants versés en indemnités de départ pour les départs 2024 s'élèvent à 14 306 972 \$. Aucune allocation de transition ni aucune indemnité de départ n'a été versée pour un départ volontaire.

Question G37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

| Région | Augmentation (%) |
|---------------|------------------|
| Canada | 3,3 % |
| International | 3,5 % |
| Total | 3,4 % |

- Les augmentations salariales ont été accordées pour l'exercice 2025 applicables sur les salaires de 2024 en considérant les prévisions d'augmentations salariales du marché et les projections d'inflation de chaque pays.

Question G38-00

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉMUNÉRATION VARIABLE OCTROYÉE AU PERSONNEL DE LA CDPQ AU 31 DÉCEMBRE 2024 (en millions de \$)

| | Rémunération variable octroyée | | |
|---|--------------------------------|-----------------------|-------|
| | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
| Rémunération variable octroyée acquise | 65,8 | 131,2 | 197,0 |
| Rémunération variable octroyée différée (non-acquise) | 12,8 | 54,7 | 67,5 |
| Total ¹ | 78,6 | 185,9 | 264,5 |

Note :

¹ La variation de la rémunération variable totale, par rapport aux chiffres fournis en 2023, reflète la hausse du nombre d'employé.e.s suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question G40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) **La dépense totale (opération et capital)**

| Opération | Enveloppe d'investissement | Total |
|-----------|--|-----------|
| 134,2 M\$ | 70,7 M\$ (Incluant les salaires et les dépenses informatiques) | 204,9 M\$ |

- La dépense totale exclut les frais de restructuration et d'intégration, principalement composés d'indemnités de cessation d'emploi, de frais liés aux technologies informatiques et de services professionnels, à la suite de l'intégration des filiales immobilières.

b) **Les grands dossiers en cours**

- Enrichissement de l'offre de produits pour soutenir la stratégie de nos déposants
- Poursuite de la numérisation de processus d'investissements ciblés
- Poursuite des activités permettant d'améliorer la posture de cybersécurité
- Déploiement d'un programme d'intelligence artificielle

c) **Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques**

- 381 employé.e.s permanents

d) **Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**

- Voir réponses c) et e)

e) **Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**

- 252 consultant.e.s

Question G40-00

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

- Les montants versés en indemnités de départ pour les départs 2024 s'élèvent à 14 306 972 \$. Aucune allocation de transition ni aucune indemnité de départ n'a été versée pour un départ volontaire.

Question G41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Taux d'absentéisme global pour les employé.e.s réguliers sur 12 mois :

— 4,7 % en 2024

Question G41-00

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

| Région | Augmentation (%) |
|---------------|------------------|
| Canada | 3,3 % |
| International | 3,5 % |
| Total | 3,4 % |

- Les augmentations salariales ont été accordées pour l'exercice 2025 applicables sur les salaires de 2024 en considérant les prévisions d'augmentations salariales du marché et les projections d'inflation de chaque pays.

Question G41-O3

Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2024-2025, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

RÉMUNÉRATION VARIABLE OCTROYÉE AU PERSONNEL DE LA CDPQ AU 31 DÉCEMBRE 2024 (en millions de \$)

| | Rémunération variable octroyée | | |
|---|--------------------------------|-----------------------|-------|
| | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
| Rémunération variable octroyée acquise | 65,8 | 131,2 | 197,0 |
| Rémunération variable octroyée différée (non-acquise) | 12,8 | 54,7 | 67,5 |
| Total ¹ | 78,6 | 185,9 | 264,5 |

Note :

¹ La variation de la rémunération variable totale, par rapport aux chiffres fournis en 2023, reflète la hausse du nombre d'employé.e.s suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question G42-O3

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2024-2025, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

- Les montants versés en indemnités de départ pour les départs 2024 s'élèvent à 14 306 972 \$. Aucune allocation de transition ni aucune indemnité de départ n'a été versée pour un départ volontaire.

Question G43-O3

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2024-2025, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

| Région | Augmentation (%) |
|---------------|------------------|
| Canada | 3,3 % |
| International | 3,5 % |
| Total | 3,4 % |

- Les augmentations salariales ont été accordées pour l'exercice 2025 applicables sur les salaires de 2024 en considérant les prévisions d'augmentations salariales du marché et les projections d'inflation de chaque pays.

Question G46-00

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) **La dépense totale (opération et capital)**

| Opération | Enveloppe d'investissement | Total |
|-----------|---|-----------|
| 134,2 M\$ | 70,7 M\$ (Incluant les salaires et les dépenses informatiques) | 204,9 M\$ |

- La dépense totale exclut les frais de restructuration et d'intégration, principalement composés d'indemnités de cessation d'emploi, de frais liés aux technologies informatiques et de services professionnels, à la suite de l'intégration des filiales immobilières.

b) **Les grands dossiers en cours**

- Enrichissement de l'offre de produits pour soutenir la stratégie de nos déposants
- Poursuite de la numérisation de processus d'investissements ciblés
- Poursuite des activités permettant d'améliorer la posture de cybersécurité
- Déploiement d'un programme d'intelligence artificielle

c) **Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques**

- 381 employé.e.s permanents

d) **Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**

- Voir réponses c) et e)

e) **Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**

- 252 consultant.e.s

Question G47-00

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

MASSE SALARIALE (AU 31 DÉCEMBRE 2024)

(en millions)

| Postes non-investissement | Postes investissement | Total ¹ |
|---------------------------|-----------------------|--------------------|
| 184,3 | 125,5 | 309,8 |

Note :

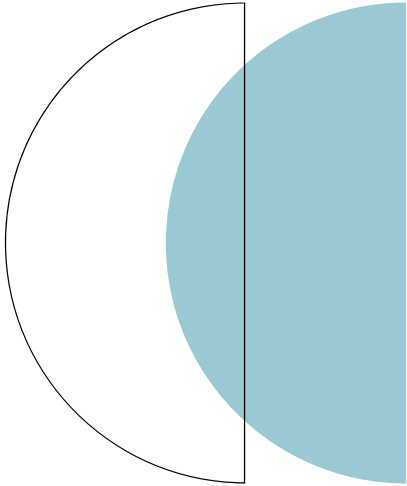
¹ La variation de la masse salariale totale, par rapport aux chiffres fournis en 2023, reflète la hausse du nombre d'employé.e.s suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question G48-00

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Taux d'absentéisme global pour les employé.e.s réguliers sur 12 mois :

— 4,7 % en 2024



2. Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 32

Évolution annuelle, ventilée par type d'emploi :

- a) du nombre d'employés de la CDPQ ;
 - b) des salaires horaires ;
 - c) des avantages sociaux ;
 - d) de la rémunération variable ;
 - e) des bonis accordés ;
 - f) des montants dédiés à la rétention du personnel ;
 - g) de la masse salariale totale de la CDPQ ;
 - h) pour chacun des points mentionnés ci-haut, mentionner la variation annuelle en pourcentage.
-

| Année | 31 décembre 2024 ¹ | Variation annuelle |
|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Nombre d'employé.e.s | 2 198 | 33,7 % |
| Masse salariale (M\$) | 309,8 | 39,2 % ² |
| Avantages sociaux (M\$) | 103,5 | 56,6 % ² |
| Rémunération variable (octroyée, M\$) | 264,5 | 34,9 % ² |

Notes :

1. Le nombre d'employé.e.s et les montants divulgués sont en hausse par rapport au 31 décembre 2023 compte tenu de l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.
2. Cette variation annuelle est celle des montants globaux et non celle de la rémunération moyenne par employé.e. La hausse de la rémunération variable moyenne par employé.e est de 2,4 % en ligne avec l'augmentation des salaires.

Question 33

Pour la rémunération variable et les bonis, indiquer les critères d'octroi ainsi que le nombre de personnes en ayant bénéficié par catégorie d'emploi.

Depuis 2010, un programme de rémunération variable a été mis en œuvre. En 2022, certains indicateurs ont été ajustés comme ci-après :

Employé.e.s – investissement

- Performance individuelle
- Rendement des portefeuilles et réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

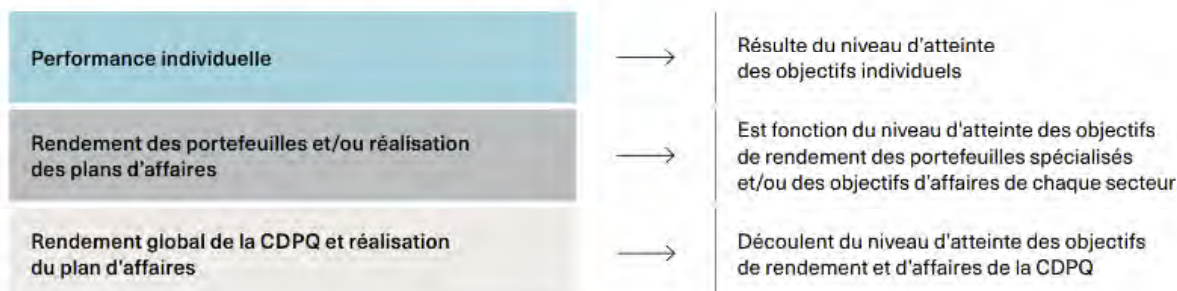
Employé.e.s – non-investissement

- Performance individuelle
- Réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

Tous les détails de ce programme sont décrits dans le Rapport sur la politique de rémunération (publié à la page 81 du Rapport annuel 2024).

GRAPHIQUE 32

COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE



PERSONNEL DE LA CDPQ AYANT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION VARIABLE AU 31 DÉCEMBRE 2024

| Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
|---------------------------|-----------------------|-------|
| 1 474 | 613 | 2 087 |

Note : Le nombre d'employé.e.s et les montants divulgués sont en hausse par rapport au 31 décembre 2023 compte tenu de l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question 34

Caisse de dépôt et placement (Infrastructures) :

- a) ventilé par type d'emploi :
 - i. nombre d'employés ;
 - ii. salaires horaires ;
 - iii. avantages sociaux ;
 - iv. charges d'exploitation ;
 - v. prévisions d'embauches.
 - b) masse salariale totale ;
 - c) détails de tout autre projet à l'étude ou proposé par le gouvernement.
-

- a) ventilé par type d'emploi
 - i. nombre d'employé.e.s :
 - En date du 31 décembre 2024, CDPQ Infra comptait 137 employé.e.s.
 - ii. salaires horaires :
 - Non applicable
 - iii. avantages sociaux :
 - La valeur des avantages sociaux pour l'année 2024 s'établit à 4,04 M\$.
 - iv. charges d'exploitation :
 - Excluant la masse salariale, les charges d'exploitation s'élèvent pour l'année 2024 à 16 M\$.
 - v. prévision d'embauches :
 - Les prévisions d'embauches nécessaires à CDPQ Infra pour l'année 2025 sont de 15 postes à temps plein.
- b) masse salariale totale
 - La masse salariale totale des employé.e.s de CDPQ Infra s'élevait à 17,9 M\$, au 31 décembre 2024.
- c) détails de tout autre projet à l'étude ou proposé par le gouvernement
 - Dépôt du Plan Cité en juin 2024, à la suite du mandat d'analyse et de recommandations sur la mobilité dans la Communauté métropolitaine de Québec, octroyé en novembre 2023.
 - Début d'un mandat de développement du projet TramCité, le 16 décembre 2024, à la suite de l'annonce d'une entente avec le gouvernement du Québec.
 - Dépôt d'un cahier des charges en janvier 2025 en réponse au mandat d'étude visant à convertir une portion du site de l'ancien hôpital Royal Victoria en cité universitaire, octroyé en juin 2023.

Question 35

Pour Espace CDPQ :

- a) ventilé par type d'emploi :
 - i. nombre d'employés ;
 - ii. salaires horaires ;
 - iii. avantages sociaux ;
 - iv. charges d'exploitation ;
 - v. prévisions d'embauches.
- b) masse salariale totale ;
- c) détail des projets dans lesquels le CDPQ s'est impliqué grâce à Espace CDPQ
- d) liste et détail des projets dans lesquels le CDPQ est impliqué ainsi qu'Investissement Québec ;
- e) Échéancier initial et échéancier actualisé pour chaque projet :
 - i. évaluation initiale des coûts totaux et évaluation actualisée pour chaque.
- f) rendement attendu d'Espace CDPQ ;
- g) retombées économiques estimées des projets financés grâce à Espace CDPQ.

-
- a) ventilé par type d'emploi :
 - i. nombre d'employé.e.s : 14
 - ii. salaires horaires : S/O
 - iii. avantages sociaux : 0,33 M\$
 - iv. charges d'exploitation : 5,52 M\$ excluant la masse salariale totale et les avantages sociaux
 - v. prévisions d'embauches : une nouvelle embauche effectuée en janvier 2025
 - b) masse salariale totale : 1,26 M\$
 - c) détail des projets dans lesquels la CDPQ s'est impliquée grâce à Espace CDPQ

ESPACE CDPQ, LA PLUS IMPORTANTE COMMUNAUTÉ DÉDIÉE AU CAPITAL DE RISQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

L'Espace CDPQ rassemble 25 fonds partenaires résidents et en escale, qui sont des sociétés de capital de risque privées actives dans différents secteurs porteurs de la nouvelle économie ainsi que l'équipe de capital de risque et technologies de la CDPQ.

En 2024, l'Espace CDPQ a mené plusieurs actions concrètes en soutien à l'industrie québécoise du capital de risque. Pleinement intégré au réseau de la CDPQ, l'Espace CDPQ a misé sur cet avantage pour:

- favoriser la montée en compétences des investisseurs en capital de risque;
- multiplier les occasions de collaboration entre les investisseurs et les innovateurs;
- soutenir le partage de connaissances, les mises en relations entre les fonds partenaires, les acteurs de l'industrie du capital de risque et la CDPQ;
- attirer des fonds étrangers et canadiens voulant investir au Québec.

FAITS SAILLANTS 2024 – CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Le Québec constitue le deuxième plus important marché du capital de risque au Canada. Avec 22 G\$ d'actifs sous gestion, les fonds partenaires de l'Espace CDPQ, incluant l'équipe de capital de risque et technologies de la CDPQ, soutiennent bon nombre d'entreprises prometteuses. En 2024, elles ont :

- réalisé 86 investissements et réinvestissements au Québec, pour une valeur de 228 M\$;
- participé à près de 40 % des transactions en capital de risque au Québec;
- pris part à 22 coinvestissements, dont 18 ciblant des entreprises québécoises.

UNE COMMUNAUTÉ DIVERSIFIÉE – SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT AUTOCHTONE

Un nouveau fonds partenaire en escale, sélectionné selon des critères précis, s'est joint à l'Espace CDPQ en 2024 soit : Raven Indigenous Capital Partners. Fondé en 2018, il s'agit de la première société de capital de risque d'impact détenue et dirigée par des Autochtones en Amérique du Nord, exclusivement dédiée à l'entrepreneuriat autochtone et à la revitalisation de l'économie canadienne et américaine.

La société est active dans divers domaines dont les technologies de l'information, les produits de consommation, le climat et l'énergie propre, la santé et la souveraineté alimentaire ainsi que l'agriculture régénératrice. Raven Indigenous Capital Partners soutient des entrepreneur.e.s autochtones à la tête d'organisations démontrant une viabilité commerciale et un grand potentiel de croissance.

EXEMPLE D'ENGAGEMENT DE LA CDPQ ENVERS LES FONDS PARTENAIRES DE L'ESPACE CDPQ

La CDPQ a poursuivi son appui au gestionnaire Inovia Capital dans le cadre de la levée de son troisième fonds de croissance (Inovia Growth Fund III). Le fonds vise à soutenir les entreprises technologiques canadiennes à différents stades de leur développement, en mettant l'accent sur des thèmes tels que l'avenir du travail, le voyage, la sécurité et la santé numérique.

COINVESTISSEMENTS DES FONDS PARTENAIRES DE L'ESPACE CDPQ

22 entreprises, dont 18 du Québec, ont fait l'objet de coinvestissements entre les fonds partenaires de l'Espace CDPQ en 2024. C'est plus de 100 coinvestissements qui ont été réalisés au Québec depuis l'ouverture de l'Espace CDPQ en 2016.

CONTRIBUTION À L'ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION AU QUÉBEC

Maillages stratégiques et montée en compétences de sa communauté

Grâce au réseau étendu de la CDPQ, l'Espace CDPQ :

- a accueilli une délégation de fonds de capital de risque internationaux venu pour l'événement ALL IN qui s'est tenu à Montréal. Des fonds de capital de risque de San Francisco, de Chicago, de Boston, et de Paris, étaient notamment présents.
- a tenu la première édition de son événement phare : L'annuel du capital de risque. Le rendez-vous exclusif, qui vise à devenir un incontournable pour les dirigeant.e.s en capital de risque au Québec, a rassemblé plus de 90 participant.e.s pour réseauter et participer à des conférences sur des sujets de premier plan;
- a poursuivi une série d'événements de partage d'expertises pour ses fonds partenaires qui a permis d'élever leur niveau de connaissances à propos : de la cybersécurité, du nouvel espace entrepreneurial Ax.C et de la géopolitique.

Soutien à l'industrie québécoise du capital de risque au Québec

Fidèle à son engagement d'accroître l'accès au capital d'investissement pour les jeunes pousses innovantes à haut potentiel au Québec, l'Espace CDPQ renouvelle son partenariat stratégique avec l'ACET et LE CAMP, soit deux des principaux accélérateurs technologiques du Québec, en créant les pôles Espace CDPQ (anciennement hubs) à Sherbrooke et à Québec afin entre autres de :

- faciliter les maillages entre les entreprises issues de différentes régions du Québec à des partenaires investisseurs;
- favoriser les connaissances en capital de risque des accélérateurs et de leurs entreprises en résidence et ainsi propulser leur croissance.

En collaboration avec Front Row Ventures (FRV), Espace CDPQ a développé un Guide d'intégration des stagiaires en capital de risque, destiné à soutenir les fonds en capital de risque de la communauté d'abord, et du Québec, à intégrer et maximiser le potentiel de la présence d'un stagiaire dans un fonds.

L'Espace CDPQ poursuit son partenariat avec le Centre d'expertise de Réseau Capital, qui vise à contribuer au renforcement de la chaîne de financement pour mieux valoriser l'innovation, soutenir les entreprises en croissance et contribuer au développement économique et à la création de richesse au Québec.

L'Espace CDPQ a reçu, dans le cadre de Invest in Canada 2024 de la Canadian Venture Capital & Private Equity Association, une activité de réseautage qui a réuni 140 membres de la communauté du capital de risque et de l'investissement de partout au Canada. L'Espace CDPQ a également rassemblé la communauté des investisseur.e.s présent.e.s à Startupfest, festival consacré aux *startups*, sur le site, et à l'occasion de rendez-vous de réseautage, en marge de l'événement.

SOUTENIR LA RELÈVE EN CAPITAL DE RISQUE

L'Espace CDPQ a aussi poursuivi sa collaboration avec FRV, le premier fonds de capital de risque canadien destiné aux entreprises universitaires à fort potentiel dans le domaine des technologies de pointe, en créant des rencontres de mentorat, en plus de poursuivre sa foire aux stages sous un format plus personnalisé et axé sur les besoins des fonds partenaires participants.

- d) liste et détail des projets dans lesquels le CDPQ est impliqué ainsi qu'Investissement Québec ;**
 - S/O
- e) Échéancier initial et échéancier actualisé pour chaque projet :**
 - i. évaluation initiale des coûts totaux et évaluation actualisée pour chaque.**
 - S/O
- f) rendement attendu d'Espace CDPQ ;**
 - S/O
- g) retombées économiques estimées des projets financés grâce à Espace CDPQ.**
 - Les sociétés partenaires de l'Espace CDPQ, ainsi que l'équipe de capital de risque et technologies de la CDPQ, représentent 22 G\$ en actifs sous gestion, et détiennent 311 investissements actifs au Québec. En 2024, elles ont effectué 86 investissements et réinvestissements au Québec, pour une valeur de 228 M\$.

Question 36

Le détail des charges d'exploitation.

| Détail des charges d'exploitation (en millions de \$) | 2024 |
|--|--------------|
| Charges d'exploitation | 943 |
| Frais de gestion externe | 93 |
| Total | 1 036 |
| En points centésimaux | 23 |
| Frais de restructuration et d'intégration ¹ | 36 |
| Total | 1 072 |

Note : ¹ La CDPQ a engagé des frais de restructuration et d'intégration, principalement composés d'indemnités de cessation d'emploi, de frais liés aux technologies informatiques et de services professionnels, à la suite de l'intégration de ses filiales immobilières, tel que décrit à la note 2 des États financiers consolidés audités.

Question 37

Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Caisse, le poste occupé, leur rémunération totale (fixe et variable), en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour 2024-2025 en incluant la date de nomination et échéance du mandat.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEUR.TRICE.S DE LA CDPQ POUR L'ANNÉE 2024

| | Nomination | Échéance | Rémunération annuelle (\$) | Rémunération présidence d'un comité (\$) | Jetons de présence (\$) | Rémunération globale (\$) |
|---------------------------------------|------------|------------|----------------------------|--|-------------------------|---------------------------|
| Jean-François Blais ¹ | 2024-05-22 | 2028-05-21 | 19 947 | 6 235 | 31 756 | 57 938 |
| Ivana Bonnet-Zivcevic ¹ | 2022-01-26 | 2026-01-25 | 19 947 | 3 778 | 21 482 | 45 207 |
| Florence Brun-Jolicœur ¹ | 2023-10-09 | 2027-10-08 | 19 947 | s.o. | 17 746 | 37 693 |
| Alain Côté ² | 2023-10-04 | 2027-10-03 | 19 947 | 6 235 | 35 492 | 61 674 |
| René Dufresne ³ | 2022-06-13 | 2026-06-12 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Olga Farman ¹ | 2022-06-13 | 2026-06-12 | 19 947 | 2 457 | 17 746 | 40 150 |
| Nelson Gentiletti | 2022-06-13 | 2026-06-12 | 19 947 | s.o. | 26 152 | 46 099 |
| Lynn Jeannot | 2023-12-17 | 2027-12-16 | 19 947 | 2 457 | 18 680 | 41 084 |
| Maria S. Jelescu Dreyfus ⁴ | 2023-11-13 | 2027-11-12 | 7 562 | s.o. | 9 340 | 16 902 |
| Wendy Murdock | 2023-10-04 | 2027-10-03 | 19 947 | 3 778 | 25 218 | 48 943 |
| Audrey Murray ⁵ | 2024-05-22 | 2028-05-21 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Ghislain Parent ⁶ | 2024-05-22 | 2028-05-21 | 12 165 | s.o. | 9 340 | 21 505 |
| Jean St-Gelais | 2021-10-25 | 2026-10-24 | 195 000 | s.o. | s.o. | 195 000 |
| Marc Tremblay | 2023-10-09 | 2027-10-08 | 19 947 | s.o. | 19 614 | 39 561 |
| Total | | | 394 250 | 24 940 | 232 566 | 651 756 |

1. Ces membres ont reçu un jeton de présence pour leur participation en tant que personnes invitées ou observatrices à une réunion de comités.
2. Ce membre a reçu des jetons de présence pour sa participation à des réunions des comités d'audit d'Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital, et du comité d'audit et de gestion des risques de CDPQ Infra.
3. Ce membre n'a reçu aucune rémunération, car il n'est pas indépendant.
4. Cette membre a quitté le conseil le 17 mai 2024. Sa rémunération est calculée au prorata du nombre de jours en poste.
5. Cette membre a été nommée au conseil le 22 mai 2024. Elle n'a reçu aucune rémunération, car elle n'est pas indépendante.
6. Ce membre a été nommé au conseil le 22 mai 2024. Sa rémunération est calculée au prorata du nombre de jours en poste.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA CDPQ ET DES CINQ DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS QUI ASSUMENT OU ONT ASSUMÉ DES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION À LA CDPQ POUR LES ANNÉES 2022 À 2024

Le tableau sommaire de la rémunération présente la rémunération globale sur une base octroyée. En particulier, on y trouve la rémunération variable octroyée pour l'année, répartie entre la portion versée et différée. La rémunération globale octroyée permet de mieux comprendre son alignement sur la performance de la CDPQ.

| Nom et poste principal | Exercice (année) | Rémunération de base versée ¹ A | Rémunération variable versée à l'égard de l'année ² B | Rémunération variable différée à l'égard de l'année ² C | Rémunération variable octroyée à l'égard de l'année D=B+C | Cotisations aux régimes de retraite assumées par la CDPQ E | Autres avantages versés ou accordés ³ F | Rémunération globale octroyée pour l'année G=A+D+E+F |
|---|------------------|---|---|---|---|---|---|--|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2024 | 550 000 \$ | 2 160 000 \$ | 2 160 000 \$ | 4 320 000 \$ | 22 869 \$ | 54 603 \$ | 4 947 472 \$ |
| | 2023 | 550 000 \$ | 1 747 800 \$ | 2 136 200 \$ | 3 884 000 \$ | 22 215 \$ | 51 670 \$ | 4 507 885 \$ |
| | 2022 | 550 000 \$ | 1 611 450 \$ | 1 969 550 \$ | 3 581 000 \$ | 21 016 \$ | 53 138 \$ | 4 205 154 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2024 | 479 712 \$ | 1 015 625 \$ | 859 375 \$ | 1 875 000 \$ | 22 869 \$ | 44 390 \$ | 2 421 971 \$ |
| | 2023 | 465 000 \$ | 787 500 \$ | 962 500 \$ | 1 750 000 \$ | 22 215 \$ | 41 370 \$ | 2 278 585 \$ |
| | 2022 | 464 712 \$ | 675 000 \$ | 825 000 \$ | 1 500 000 \$ | 21 016 \$ | 40 788 \$ | 2 026 516 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2024 | 500 000 \$ | 95 171 \$ | 1 661 829 \$ | 1 757 000 \$ | 22 869 \$ | 44 676 \$ | 2 324 545 \$ |
| | 2023 | 502 997 \$ | s.o. | 2 400 000 \$ | 2 400 000 \$ | 22 215 \$ | 40 919 \$ | 2 966 131 \$ |
| | 2022 | 425 000 € | 149 000 € | 1 341 000 € | 1 490 000 € | 13 618 € | 7 940 € | 1 936 558 € |
| Martin Longchamps ⁴ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2024 | 464 712 \$ | 938 708 \$ | 794 292 \$ | 1 733 000 \$ | 22 869 \$ | 43 825 \$ | 2 264 406 \$ |
| | 2023 | 450 000 \$ | 587 250 \$ | 717 750 \$ | 1 305 000 \$ | 22 215 \$ | 42 426 \$ | 1 819 641 \$ |
| | 2022 | 51 923 \$ | s.o. | 215 000 \$ | 215 000 \$ | 2 425 \$ | 5 081 \$ | 274 429 \$ |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2024 | 449 519 \$ | 863 417 \$ | 730 583 \$ | 1 594 000 \$ | 22 869 \$ | 41 207 \$ | 2 107 595 \$ |
| | 2023 | 425 000 \$ | 600 750 \$ | 734 250 \$ | 1 335 000 \$ | 22 215 \$ | 39 068 \$ | 1 821 283 \$ |
| | 2022 | 424 808 \$ | 250 000 \$ | 1 000 000 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 38 635 \$ | 1 734 459 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2024 | 449 038 \$ | 796 792 \$ | 674 208 \$ | 1 471 000 \$ | 22 869 \$ | 42 704 \$ | 1 985 611 \$ |
| | 2023 | 400 000 \$ | 607 500 \$ | 742 500 \$ | 1 350 000 \$ | 22 215 \$ | 37 228 \$ | 1 809 443 \$ |
| | 2022 | 399 519 \$ | 562 500 \$ | 687 500 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 59 657 \$ | 1 730 192 \$ |

1. La rémunération de base versée correspond au salaire de base réellement versé selon les périodes de paie, dont le nombre peut varier d'une année à l'autre.
2. Comme mentionné à la page B2 du présent rapport, ainsi que le prévoit le programme de rémunération variable, les membres de la haute direction ont l'obligation de différer une partie de leur rémunération variable octroyée. La rémunération variable différée inclut également toute portion différée de façon optionnelle.
3. Les montants indiqués comprennent les parts de l'employeur pour les primes d'assurance collective, les avantages particuliers et le bilan de santé.
4. Pour M. Longchamps, à la rémunération globale de 2024 s'ajoute un montant compensatoire de 850 000 \$ qu'il avait choisi de coinvestir. Ce montant est donc augmenté du rendement CDPQ de 2022.

TABLEAU 40

**SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE DIFFÉRÉE VERSÉE DANS L'ANNÉE 2024
DES PERSONNES NOMMÉES AU TABLEAU 39**

| Nom et poste principal | Exercice antérieur (année) | Rémunération variable différée ¹ | Rendement cumulé au moment du paiement | Rémunération variable différée antérieure décaissée en 2024 ² |
|--|----------------------------------|--|---|--|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2021 | 2 090 000 \$ | 113 844 \$ | 2 203 844 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2021 | 907 500 \$ | 49 432 \$ | 956 932 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2021 | 1 325 000 \$ | 72 174 \$ | 1 397 174 \$ |
| Martin Longchamps ³ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2021 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2021 | 978 800 \$ | 53 316 \$ | 1 032 116 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2021 | 406 350 \$ | 22 134 \$ | 428 484 \$ |

1. Les montants indiqués au tableau réfèrent à la portion de la rémunération variable octroyée de l'année 2021 différée sur une période de trois ans qui a été versée à ces personnes en 2024. Ces montants, comme exigé par la Loi de l'impôt sur le revenu, doivent être décaissés au plus tard après trois ans.
2. La rémunération variable différée antérieure décaissée inclut le rendement gagné pendant la période de trois ans. Ce rendement correspond au rendement global absolu moyen de la CDPQ exprimé en pourcentage, conformément à celui publié par la CDPQ, et composé sur une période de trois ans.
3. Ce dirigeant a commencé à participer au programme de rémunération variable en 2022.

TABLEAU 43

**MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION GLOBALE DES PERSONNES NOMMÉES
AU TABLEAU 39 POUR L'ANNÉE 2024¹**

| Poste principal | Rémunération globale maximale selon le marché de référence ² | Rémunération globale octroyée en 2024 ³ |
|---|--|---|
| Président et chef de la direction | 6 250 000 \$ | 4 947 472 \$ |
| Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 4 561 275 \$ | 2 421 971 \$ |
| Premier vice-président et chef des Infrastructures | 3 854 500 \$ | 2 324 545 \$ |
| Premier vice-président et chef du Placement privé | 3 934 300 \$ | 2 264 406 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe, Québec | 3 934 300 \$ | 2 107 595 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 3 905 400 \$ | 1 985 611 \$ |

1. Willis Towers Watson, *Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération globale au marché*, CDPQ, 2024.
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération globale observé au 75^e rang centile de son marché de référence a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement.
3. Ces montants reflètent la rémunération globale octroyée en 2024 (tableau 39, colonne G). Cette rémunération a été octroyée pour un rendement annualisé sur cinq ans (2020 à 2024).

Question 38

Composition de chaque comité du conseil d'administration.

Comité d'audit

Alain Côté, président

Jean-François Blais

Florence Brun-Jolicoeur

Marc Tremblay

Comité d'investissement et de gestion des risques

Jean-François Blais, président

Alain Côté

Nelson Gentiletti

Wendy Murdock

Comité de gouvernance et d'éthique

Olga Farman, présidente

Ivana Bonnet-Zivcevic

Nelson Gentiletti

Jean St-Gelais

Comité des ressources humaines

Lynn Jeannot, présidente

Ivana Bonnet-Zivcevic

Ghislain Parent

Jean St-Gelais

Marc Tremblay

Question 39

Répartition de l'actif et rendement annuel par catégorie pour 2024-2025.

Actif net et rendement
Portefeuilles spécialisés
L'offre de portefeuilles (en vigueur)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

| <i>(en pourcentage)</i> | Actif net | Rendement (1 an) |
|-------------------------|---------------|---------------------|
| Actions | | |
| Marchés boursiers | 27,5% | 25,5% |
| Placements privés | 19,1% | 17,2% |
| Total | 46,6% | 22,1% |
| Revenu fixe | | |
| Taux | 10,3% | 1,8% |
| Crédit | 21,7% | 0,8% |
| Valeurs à court terme | 0,8% | 5,0% |
| Total | 32,8% | 1,3% |
| Actifs réels | | |
| Immobilier | 8,9% | -10,8% |
| Infrastructures | 13,6% | 9,5% |
| Total | 22,5% | 0,6% |
| Autres | | |
| Répartition de l'actif | 0,1% | s.o. |
| Produit de levier | -2,0% | s.o. |
| Total | 100,0% | 9,4% |

Question 40

Le total du passif et le ratio « passif sur actif total » et l'utilisation du passif par catégorie de placement.

**Passif de la CDPQ – Selon les états financiers consolidés audités
Au 31 décembre 2024 (en millions de \$)**

| 2024 | Passif total | Actif total | Passif total / Actif total |
|------|--------------|-------------|----------------------------|
| | 100 187 | 573 474 | 17,5 % |

Utilisation du passif

Le passif provenant de Revenu fixe peut être utilisé par d'autres catégories d'actif – prêts entre portefeuilles spécialisés.

Catégorie d'actif

| 2024 | Revenu fixe | | Actifs réels | | Actions | | Autres ¹ | | Total |
|------|-------------|------|--------------|------|---------|------|---------------------|------|---------|
| | \$ | % | \$ | % | \$ | % | \$ | % | \$ |
| | 41 847 | 41,8 | 19 851 | 19,8 | 11 588 | 11,6 | 26 901 | 26,8 | 100 187 |

Note : ¹Le regroupement « Autres » inclut le portefeuille Répartition de l'actif ainsi que les activités de trésorerie et les activités personnalisées de superposition, notamment le produit d'exposition personnalisée aux taux des déposants et le produit de levier des fonds particuliers.

Question 41

Évolution des montants annuels totaux en matière de recrutement.

Frais de recrutement (en milliers de \$)

— 2024 : 2 380

— 2023 : 2 184

Question 42

Liste des contrats octroyés à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat et sa durée, le profil recherché, le nom des firmes soumissionnaires, le nom de la firme retenue, le montant et le mode d'octroi du contrat.

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|----------------------|--|--|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|
| Beacon Hill Staffing | Adjoint.e administratif.ve principal.e New York | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en technique de secrétariat, bureautique ou domaine connexe ; • Minimum de dix années d'expérience professionnelle pertinente pour le poste ; • Excellente maîtrise de la suite Microsoft Office, plus particulièrement Outlook, PowerPoint, Word et Teams ; • Connaissance des applications SharePoint, Teams et OneNote, un atout. | 31 | Jan. 2024 | 8 mois | Mandat octroyé pour leur expertise et leur réseau local |
| Boyden | Vice-président.e, Crédit immobilier | <ul style="list-style-type: none"> • Minimum de quinze à vingt années d'expérience pertinente, notamment au niveau de la participation directe à des transactions financières de gré-à-gré ; • Minimum de cinq années d'expérience à titre de gestionnaire d'équipe professionnelle ; • Connaissance approfondie des meilleures pratiques d'investissement ; • Expérience pertinente en développement/transformation organisationnelle ; • Capacité à encadrer et développer des ressources professionnelles d'expérience ; • Capacité à mobiliser et à inspirer la confiance au sein d'un groupe. | 83 | Nov. 2024 | En cours | Mandat octroyé pour leur réseau exécutif local et international, particulièrement dans le marché financier Autres firmes considérées : - Spencer Stuart - Odgers Bernston |

| Nom de la firme | Profil recherché | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi | |
|-----------------|---|---|---------------|-----------------|---------------|---|
| Egon Zehnder | Vice-président.e, Communications | <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise en finances, administration ou toute autre combinaison de diplôme universitaire jugée pertinente ; • Minimum de quinze ans d'expérience dans un rôle d'influence en communications externes au sein d'une organisation ou d'une firme spécialisée reconnue ; • Bonne compréhension des enjeux auxquels est confrontée la Caisse ainsi que des enjeux économiques du Québec ; • Bonne connaissance de l'industrie financière et du milieu des affaires québécois (PME et grandes entreprises) ; • Vaste connaissance des rouages de la communication du monde politique et du monde des médias ; • Expérience éprouvée en rédaction, notamment des allocutions, des positions publiques ou de l'information de niveau stratégique. | 185 | Mai 2024 | 4 mois | Mandat attribué pour leur succès dans des mandats similaires |
| Egon Zehnder | Vice-président.e, Immobilier, États-Unis New York | <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise en finances, administration ou toute autre combinaison de diplôme universitaire jugée pertinente ; • Plus de dix ans d'expérience dans un poste de direction dans le secteur de l'investissement immobilier, bancaire ou une solide expérience pertinente dans la gestion d'équipes et la direction de services stratégiques pour de grandes entreprises internationales ; • Aptitude à prendre des décisions dans un environnement évolutif ; • Antécédents de leadership dans un contexte de transformation et de repositionnement des entreprises ; • Aptitude avérée à utiliser les outils technologiques du marché et facilité à évoluer dans un environnement informatisé où l'intelligence artificielle et l'automatisation sont omniprésentes. | 450 | Sept. 2024 | 5 mois | <p>Mandat octroyé pour leurs connaissances du marché immobilier américain</p> <p>Autres firmes considérées: - Ferguson Partners - Sousou Partners</p> |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|----------------------|--|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|
| Egon Zehnder | Vice-président.e et partenaire, Opérations spéciales - Immobilier New York | <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise en finances, administration ou toute autre combinaison de diplôme universitaire jugée pertinente ; • Expérience en investissement immobilier, en évaluation de portefeuille ; • Expertise en gestion d'actifs et disposition d'actifs ; • Aptitude à prendre des décisions dans un environnement évolutif ; • Esprit d'orientation résultats, un côté transactionnel aguerrit pour déterminer, conseiller et exécuter les transactions au moment ultime en tenant compte de la dynamique du marché ainsi que des besoins internes du portefeuille. | 326 | Oct. 2024 | 4 mois | <p>Mandat octroyé pour leurs connaissances du marché immobilier américain</p> <p>Autres firmes considérées: - Ferguson Partners - Sousou Partners</p> |
| Heidrick & Struggles | Directeur.ice général.e et chef.fe régional.e Europe Londres | <ul style="list-style-type: none"> • Expérience pertinente dans des rôles de direction dans les domaines juridique, financier, business, stratégique, consultation, des affaires publiques et gouvernementales, ou des services professionnels ; • Expérience au sein d'un conseil d'administration est considérée comme un atout majeur ; • Expérience pertinente et approfondie de travail au sein d'une structure d'envergure mondiale ; • Au moins quinze ans d'expérience pertinente et pratique dans l'établissement de relations de confiance avec diverses parties prenantes ; • Dix ans d'expérience en gestion d'équipe ; • Excellentes habiletés à établir et à développer des relations avec les équipes internes et avec diverses entités financières et commerciales ; • Excellentes habiletés d'établir une culture de collaboration et de faire preuve de diplomatie, de tact et de persuasion ; • Excellentes habiletés de réflexion stratégique et capacité à aider à résoudre des problèmes complexes avec une approche systématique ; • Excellentes capacités d'écoute, de communication et de persuasion, tant à l'oral qu'à l'écrit. | 415 | Fév. 2024 | 11 mois | <p>Mandat octroyé pour leur succès dans ce type de rôle (DG Amériques + DG Inde).</p> <p>Autre firme considérée: - Spencer Stuart</p> |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|----------------------|---|--|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|
| Heidrick & Struggles | Directeur.rice principal.e Infrastructures Singapour | <ul style="list-style-type: none"> • Une maîtrise en finance, un MBA ou un CFA serait considéré comme un atout ; • Minimum de 15 à 20 ans d'expérience totale dans l'investissement, le financement des entreprises et la banque d'investissement, dans les secteurs des infrastructures et du financement de projets. • Expérience avérée en matière d'origination, d'exécution et de gestion de transactions réussies dans le domaine de l'investissement dans les infrastructures. • Connaissance du marché des infrastructures de la région APAC • Réseau établi dans la région APAC (hors Inde). | 170 | Nov. 2024 | En cours | Mandat octroyé pour leur succès dans ce type de rôle en Infrastructure et qui possède une bonne connaissance de la région Asie Pacifique |
| Kenova | Conseiller.ère principal.e, Performance financière | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de premier cycle en administration des affaires, préférablement avec une concentration en comptabilité ; • Plus de cinq ans d'expérience en comptabilité ou d'expérience équivalente ; • Titre professionnel CPA ; • Expérience d'audit en cabinet comptable, un atout ; • Habilité avec les outils informatiques : Excel, Microsoft Office et système ERP. | 26 | Mai 2024 | 1 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |
| Kenova | Conseiller.ère, Divulgateur.ice financière – Comptabilité | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire de 1er cycle en comptabilité, en finance ou dans une discipline connexe ; • Titre professionnel CPA ou CFA ; • Minimum de trois ans d'expérience pertinente ; • Aisance avec les systèmes informatiques, la technologie et l'exploitation des données ; • Maîtrise avancée des applications de Microsoft Excel ; • Excellente maîtrise des normes comptables IFRS ; • Connaissance de Power BI et SQL; un atout. | 19 | Juil. 2024 | 2 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité. Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |
| Kenova | Conseiller.ère principal.e, Performance financière | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de premier cycle en administration des affaires, préférablement avec une concentration en comptabilité ; • Plus de cinq ans d'expérience en comptabilité ou d'expérience équivalente; • Titre professionnel CPA ; • Expérience d'audit en cabinet comptable, un atout ; • Habilité avec les outils informatiques : Excel, Microsoft Office et système ERP. | 20 | Juil. 2024 | 2 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|-----------------|---|--|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|
| Kenova | Conseiller.ère, Performance financière et administration - Bureaux à l'international et filiales de gestion | <ul style="list-style-type: none"> • Titre professionnel CPA ; • Minimum de six années d'expérience en comptabilité ; • Expérience d'audit en cabinet comptable, un atout ; • Habilité avec les outils informatiques : Excel, Microsoft Office et système ERP. | 20 | Juil. 2024 | 1 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |
| Kenova | Analyste, Divulgation financière – Comptabilité | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme en comptabilité et titre CPA, ou en voie d'obtention de ce dernier ; • D'un à deux ans d'expérience en comptabilité ou tout autre expérience pertinente (incluant les stages) ; • Connaissance des normes comptables et des principes de la consolidation ; • Habilité avec les outils informatiques : Microsoft Office, Excel, J.D. Edwards. | 20 | Juil. 2024 | 3 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |
| Kenova | Conseiller.ère, Divulgation financière – Comptabilité | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire de 1er cycle en comptabilité, en finance ou dans une discipline connexe ; • Titre professionnel CPA ou CFA ; • Minimum de trois ans d'expérience pertinente ; • Aisance avec les systèmes informatiques, la technologie et l'exploitation des données; • Maîtrise avancée des applications de Microsoft Excel ; • Excellente maîtrise des normes comptables IFRS ; • Connaissance de Power BI et SQL, un atout. | 17 | Sept. 2024 | 2 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de la finance/ comptabilité Autres firmes considérées: - Randstad - Totem |
| Korn Ferry | Directeur.rice, Infrastructures Paris | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de deuxième cycle en administration, en finances ou dans une discipline connexe ; • Expérience préalable et pertinente dans le secteur du coinvestissement, de la structuration et de la levée de fonds ; • Important réseau d'investisseurs à travers le monde mis à disposition des intérêts de la Caisse ; • Bonne connaissance des marchés privés; • Solide compréhension de l'univers des investissements alternatifs et de ses enjeux macro / micro-économiques, financiers et règlementaires. | 150 | Oct. 2024 | 3 mois | Mandat attribué pour leur connaissance du marché local et des métiers d'infrastructures |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|--------------------|---|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|
| La tête chercheuse | Premier.ère, directeur.trice, Relations publiques | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études universitaires dans une concentration pertinente (ex. communication, marketing, économie, sciences politiques, droit, etc.) ; • Minimum de quinze ans d'expérience pertinente en communication, relations publiques, ou développement des affaires ; • Expérience en gestion d'équipe et en mise en place de stratégies efficaces ; • Expérience dans le secteur de l'investissement, de la finance ou de l'économie un atout ; • Expérience internationale un atout; • Grand intérêt et connaissance du secteur financier ou du milieu des affaires ; • Bonne connaissance de la gestion des médias sociaux dans un contexte de relations publiques ; • Expérience dans l'arrimage d'initiatives de marketing et de relations publiques, un atout. | 20 | Janvier 2024 | Annulé | <p>Mandat octroyé pour leur expertise dans le secteur des Communications/ marketing.</p> <p>Autres firmes considérées: - Spencer Stuart - Heidrick & Struggles</p> |
| L'indispensable | Adjoint.e administratif.ve - Recherche globale | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en technique de secrétariat, bureautique ou domaine connexe ; • Minimum de cinq années d'expérience professionnelle pertinente pour le poste ; • Une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience pourra être prise en considération ; • Excellente maîtrise de la suite Microsoft Office, plus particulièrement Outlook, PowerPoint, Word et Teams ; • Connaissance des applications SharePoint, Teams et OneNote, un atout. | 13 | Juin 2024 | 2 sem. | <p>Mandat donné à 2 firmes.</p> <p>Autre firme mandatée: - Totem</p> |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|-----------------|--|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|
| One Search | Premier.ère Analyste, Financement en infrastructures Londres | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire de premier ou de deuxième cycle en administration des affaires, finance, comptabilité, ou toute autre discipline connexe. Une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience pourra être prise en considération ; • De six à huit années d'expérience pertinente dans l'analyse fondamentale de crédit, dont un temps important a été consacré à des transactions d'infrastructures en Europe ; • Solides compétences analytiques et expérience dans la réalisation d'analyses complexes de modélisation financière dans Excel ; • Expérience dans l'analyse de structures de capital complexes, un atout ; • Maîtrise des logiciels et bases de données employés dans le milieu financier (suite Office, Bloomberg, Capital IQ). | 33 | Déc. 2024 | En cours | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers de l'investissement pour la région Europe |
| Randstad | Adjoint.e administratif.ve | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en technique de secrétariat, bureautique ou domaine connexe ; • Minimum de cinq années d'expérience professionnelle pertinente pour le poste ; • Excellente maîtrise de la suite Microsoft Office, plus particulièrement Outlook, PowerPoint, Word et Teams ; • Connaissance des applications SharePoint, Teams et OneNote, un atout. | 10 | Août 2024 | 3 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers du support administratif |
| Rochford | Conseiller.ère, Stratégie globale | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de premier ou deuxième cycle; • Deux années d'expérience ou plus dans un domaine lié à l'investissement, la consultation ou la stratégie d'entreprise ; • Solides compétences et connaissances dans le domaine de la finance et de l'investissement ; • Très fortes habiletés en analyses financières ; • Excellente maîtrise d'outils informatiques, tels PowerPoint et Excel. | 21 | Août 2024 | 2,5 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans la recherche de candidat.e.s avec expertise en stratégie d'entreprise. |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|-----------------|--|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|
| Rochford | Directeur.trice, Risques et assurances de portefeuille | <ul style="list-style-type: none"> • Expérience minimale de huit années dans la gestion de risques d'entreprises d'envergure ou en tant que courtier dans la gestion de comptes majeurs avec enjeux d'assurance responsabilité et dommages directs complexes ; • Maîtrise les concepts en liens avec les protections d'assurance de dommages ; • Expérience dans le domaine de l'investissement, la construction et d'ingénierie un atout ; • Détenir le titre de Professionnel d'assurance agréé (PAA) de l'Institut d'assurance ou le titre de Fellow, Professionnel d'assurance agréé (FPAA), Canadian Risk Management (CRM) un atout ; Diplôme universitaire de 2e cycle en gestion et en droit, un atout ; • Bonne connaissance et expérience en traitement de réclamations et de ses causes. | 11 | Sept. 2024 | Annulé | Mandat attribué pour leur expertise dans la recherche de candidat.e.s avec expertise en assurance. |
| Spencer Stuart | Directeur.trice principal.e, Fonds Placement privé | <ul style="list-style-type: none"> • Un minimum de quinze ans d'expérience pertinente en gestion externe ou des expériences pertinentes dans le domaine de l'investissement, en développement corporatif et/ou en fusions et acquisitions, préférablement au sein d'institutions ou de firmes spécialisées d'envergure internationale ; • Diplôme de 2e cycle ainsi qu'un titre de CA ou CFA sont un atout ; • Une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience pourra être prise en considération. | 117 | Oct. 2024 | 4 mois | Mandat octroyé pour leur expertise dans le domaine de l'investissement. Autres firmes considérées: - GXB - Boyden |
| Totem | Adjoint.e administratif.ve | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en technique de secrétariat, bureautique ou domaine connexe ; • Minimum de cinq années d'expérience professionnelle pertinente pour le poste ; • Excellente maîtrise de la suite Microsoft Office, plus particulièrement Outlook, PowerPoint, Word et Teams ; • Connaissance des applications SharePoint, Teams et OneNote, un atout. | 11 | Mars 2024 | 2 mois | Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers du support administratif Autres firmes mandatées: - L'indispensable - Quantum |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|-----------------|--|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|
| Totem | Adjoint.e administratif.ve - Recherche globale | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en technique de secrétariat, bureautique ou domaine connexe ; • Minimum de cinq années d'expérience professionnelle pertinente pour le poste ; • Une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience pourra être prise en considération ; • Excellente maîtrise de la suite Microsoft Office, plus particulièrement Outlook, PowerPoint, Word et Teams ; • Connaissance des applications SharePoint, Teams et OneNote, un atout. | 8 | Jan. 2024 | 4 mois | <p>Mandat donné à 2 firmes.</p> <p>Autre firme mandatée: - L'indispensable</p> |
| Totem | Analyste, Sécurité financière | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire dans un domaine jugé pertinent à la fonction (sécurité et études policières, droit, juricomptabilité, finance, journalisme d'enquête, etc.) ; • Une à trois années d'expérience dans un domaine lié à la vérification d'antécédents (clients, partenaires, etc.) et la prévention des crimes financiers, ou l'évaluation des risques ; • Habilités à mener des recherches d'informations complexes en ligne; • Connaissance des différents outils de vérifications d'antécédents et de revue médiatique ; • Accréditation CAMS ou équivalent, un atout ; • Certificat relié à l'investissement durable, un atout ; • Maîtrise des applications bureautiques usuelles (Word, Excel, PowerPoint, etc.). | 14 | Juil. 2024 | 2 mois | <p>Mandat donné à 2 firmes.</p> <p>Autre firme mandatée: - Randstad</p> |
| Totem | Technicien.ne, Services et gestion des espaces | <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études collégiales en administration ou bureautique ou toute autre formation jugée pertinente pour le poste ; • Un minimum de cinq à sept années d'expérience pertinente ; • Logiciels de la suite Office XP (Word, Excel, Power Point), avec une majeure en PowerPoint et capacité de création de documents de présentation ; • Connaissance de Microsoft Access est un atout ; • Disponibilité à temps partiel- le mardi, mercredi et jeudi ; • Souplesse dans les horaires de travail et disponibilité pour se déplacer à diverses activités à Québec ; • Être disponible pour se déplacer à Montréal, à l'occasion, lors d'événements ou rencontres d'équipe. | 10 | Sept. 2024 | 3 mois | <p>Mandat attribué pour leur expertise dans les métiers du support</p> <p>Autre firme considérée : - Quantum</p> |

| Nom de la firme | Profil recherché | | Montant arrondi (en milliers de \$) | Date d'octroi | Durée du mandat | Mode d'octroi |
|-----------------|--|---|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|
| Vested | Directeur.trice, Fiscalité - Asie Pacifique Singapour | <ul style="list-style-type: none"> • Titre professionnel de CPA, d'avocat ou formation équivalente ; • Détenir un minimum de dix années d'expérience pertinente en fiscalité des pays ci-contre ; • Avoir complété une maîtrise en fiscalité ou une formation équivalente ; • Expérience en fusions – acquisitions, fiscalité internationale et en prix de transfert. | 180 | Sept. 2024 | 3 mois | Mandat octroyé pour leur spécialisation dans les métiers de la finance/fiscalité |

Question 43

La liste des réceptions, fêtes et activités sociales, dont une partie des coûts ou la totalité des coûts ont été défrayés par la Caisse.

Mentionner le coût total ainsi que la portion attribuable à la Caisse.

- Pour l'année 2024, les réceptions et activités sociales ont été payées par les membres du Comité social des employé.e.s de la CDPQ, grâce à leurs cotisations.
- Pour cette même année, la CPDQ a remis une contribution financière de 120 000 \$ au Comité social pour la tenue de son programme d'activités annuel.

Question 44

Le nombre d'employés ayant quitté la Caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire, etc.), montant des primes de départ et autres indemnités accordées par catégorie d'emploi.

— Le nombre de départs et la somme des indemnités divulgués sont en hausse par rapport au 31 décembre 2023 compte tenu de l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

| Année | Motif de départ | Nombre de départs | Nombre de départs avec indemnité | Somme des indemnités (K\$) | Indemnité moyenne (K\$) |
|-------|---------------------|-------------------|----------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| 2024 | Départ involontaire | 115 | 113 | 14 307 | 127 |
| | Départ volontaire | 138 | – | – | – |
| | Retraite / autre | 12 | – | – | – |
| | Sous total | 265 | 113 | 14 307 | 127 |

Question 45

Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.

Depuis 2010, un programme de rémunération variable a été mis en œuvre. En 2022, certains indicateurs ont été ajustés comme ci-après :

Employé.e.s – investissement

- Performance individuelle
- Rendement des portefeuilles et réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

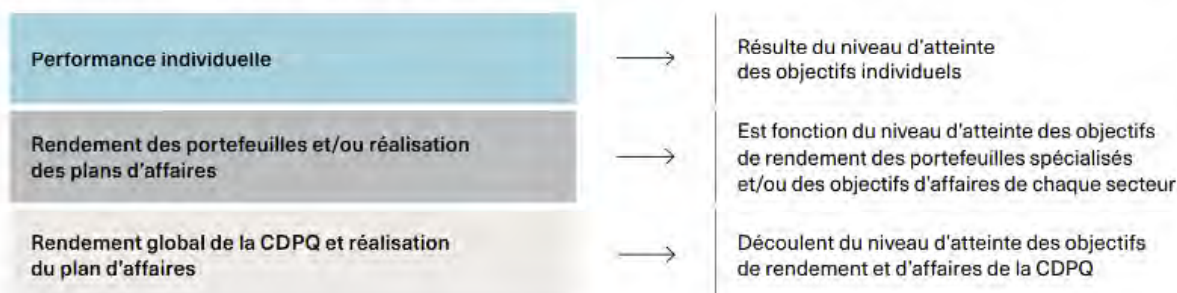
Employé.e.s – non-investissement

- Performance individuelle
- Réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

Tous les détails de ce programme sont décrits dans le Rapport sur la politique de rémunération (publié à la page 81 du Rapport annuel 2024).

GRAPHIQUE 32

COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE



Question 46

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille, incluant les portefeuilles spécialisés en indiquant la méthode utilisée pour classifier les placements.

**Actif total de la CDPQ au Québec par catégorie de portefeuille
au 31 décembre 2024**

(en milliards de dollars)

| | |
|---|-------------|
| Actions ⁽¹⁾ | 37,9 |
| Revenu fixe ⁽²⁾ | 39,8 |
| Immobilier | 5,3 |
| Infrastructures | 10,5 |
| Actif total de la CDPQ au Québec | 93,5 |
| Secteur privé | 75,6 |
| Secteur public | 17,9 |
| Total | 93,5 |

⁽¹⁾ Composé de Placements privés et Marchés boursiers

⁽²⁾ Inclut les titres de dettes immobilières

Méthodologie de classification des placements

- Pour décider si un actif est québécois, la CDPQ utilise le lieu du siège social de la société et de sa société mère, le cas échéant, ou de l'émetteur de titres, soit l'emplacement géographique des biens immobiliers ou de l'actif. Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certaines limitations. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

Question 47

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.

**VENTILATION DES PLACEMENTS (Canada et hors Canada)
au 31 décembre
(Juste valeur - en millions de dollars)**

| PLACEMENTS ⁽¹⁾ | 2024 | | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | |
| Créances d'entreprises | 671 | 1 279 | 1 950 |
| Obligations | 66 761 | 58 254 | 125 015 |
| Actions ⁽²⁾ | 31 143 | 126 962 | 158 105 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | |
| Placements de biens immobiliers | 15 054 | 41 702 | 56 756 |
| Placements de dettes immobilières | 15 332 | 7 383 | 22 715 |
| Placements privés | 9 958 | 58 600 | 68 558 |
| Placements d'infrastructures | 11 833 | 51 046 | 62 879 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 319 | 43 597 | 47 916 |
| Placements de fonds de couverture | 454 | 8 805 | 9 259 |
| Placements de marchés boursiers | 6 152 | 463 | 6 615 |
| Total des placements à long terme | 161 677 | 398 091 | 559 768 |
| Équivalents de trésorerie | 40 | - | 40 |
| Valeurs à court terme | 1 000 | 391 | 1 391 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 283 | 1 445 | 1 728 |
| Total des placements à court terme | 1 323 | 1 836 | 3 159 |
| Total | 163 000 | 399 927 | 562 927 |
| Pondération | 29% | 71% | 100% |

⁽¹⁾ La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents.

⁽²⁾ Inclut la juste valeur des instruments financiers dérivés et répartie selon la devise de règlement de l'instrument.

Question 48

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements et ventilés par pays.

VENTILATION DES PLACEMENTS (Canada et hors Canada)
au 31 décembre
(Juste valeur - en millions de dollars)

| PLACEMENTS ⁽¹⁾ | 2024 | | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | |
| Créances d'entreprises | 671 | 1 279 | 1 950 |
| Obligations | 66 761 | 58 254 | 125 015 |
| Actions ⁽²⁾ | 31 143 | 126 962 | 158 105 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | |
| Placements de biens immobiliers | 15 054 | 41 702 | 56 756 |
| Placements de dettes immobilières | 15 332 | 7 383 | 22 715 |
| Placements privés | 9 958 | 58 600 | 68 558 |
| Placements d'infrastructures | 11 833 | 51 046 | 62 879 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 319 | 43 597 | 47 916 |
| Placements de fonds de couverture | 454 | 8 805 | 9 259 |
| Placements de marchés boursiers | 6 152 | 463 | 6 615 |
| Total des placements à long terme | 161 677 | 398 091 | 559 768 |
| Équivalents de trésorerie | 40 | - | 40 |
| Valeurs à court terme | 1 000 | 391 | 1 391 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 283 | 1 445 | 1 728 |
| Total des placements à court terme | 1 323 | 1 836 | 3 159 |
| Total | 163 000 | 399 927 | 562 927 |
| Pondération | 29% | 71% | 100% |

⁽¹⁾ La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents.

⁽²⁾ Inclut la juste valeur des instruments financiers dérivés et répartie selon la devise de règlement de l'instrument.

Question 49

Le total de la rémunération variable accordée aux employés de la Caisse, ventilé par catégorie d'emplois.

RÉMUNÉRATION VARIABLE OCTROYÉE AU PERSONNEL DE LA CDPQ AU 31 DÉCEMBRE 2024
(en millions de \$)

| | Rémunération variable octroyée | | |
|--|--------------------------------|--------------------------|-------|
| | Postes non- investissement | Postes investissement | Total |
| Rémunération variable octroyée acquise | 65,8 | 131,2 | 197,0 |
| Rémunération variable octroyée différée (non-acquise) | 12,8 | 54,7 | 67,5 |
| Total ¹ | 78,6 | 185,9 | 264,5 |

Note :

¹ La variation de la rémunération variable totale, par rapport aux chiffres fournis en 2023, reflète la hausse du nombre d'employé.e.s suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question 50

Le total des dépenses de la Caisse pour des services de communication/relations publiques en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe, en prenant le soin d'indiquer le nom des soumissionnaires et le nom des firmes récipiendaires.

| Communications et relations publiques (en milliers de \$) | 2024 |
|---|---------------|
| Activités de communication et de développement des affaires gérées à l'interne ¹ | 10 108 |
| Mandats donnés à l'externe | 364 |
| Total | 10 472 |

Note :

1. Cela inclut les activités de communications internes, de relations avec les médias, de gestion d'événements et d'affaires institutionnelles et corporatives ainsi que celles reliées à la présence de la CDPQ à l'international. Les salaires et la rémunération variable sont également inclus.

Question 51

Le total des dépenses de la Caisse pour des activités de représentation.

Représentation 2024 (en milliers de \$) :

— 476

Question 52

La valeur et le détail en salaire et en rémunération de chacun des 15 plus hauts salariés de la Caisse.

TABEAU 39

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA CDPQ ET DES CINQ DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS QUI ASSUMENT OU ONT ASSUMÉ DES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION À LA CDPQ POUR LES ANNÉES 2022 À 2024

Le tableau sommaire de la rémunération présente la rémunération globale sur une base octroyée. En particulier, on y trouve la rémunération variable octroyée pour l'année, répartie entre la portion versée et différée. La rémunération globale octroyée permet de mieux comprendre son alignement sur la performance de la CDPQ.

| Nom et poste principal | Exercice (année) | Rémunération de base versée ¹ A | Rémunération variable versée à l'égard de l'année ² B | Rémunération variable différée à l'égard de l'année ² C | Rémunération variable octroyée à l'égard de l'année D=B+C | Cotisations aux régimes de retraite assumées par la CDPQ E | Autres avantages versés ou accordés ³ F | Rémunération globale octroyée pour l'année G=A+D+E+F |
|---|------------------|---|---|---|--|---|---|---|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2024 | 550 000 \$ | 2 160 000 \$ | 2 160 000 \$ | 4 320 000 \$ | 22 869 \$ | 54 603 \$ | 4 947 472 \$ |
| | 2023 | 550 000 \$ | 1 747 800 \$ | 2 136 200 \$ | 3 884 000 \$ | 22 215 \$ | 51 670 \$ | 4 507 885 \$ |
| | 2022 | 550 000 \$ | 1 611 450 \$ | 1 969 550 \$ | 3 581 000 \$ | 21 016 \$ | 53 138 \$ | 4 205 154 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2024 | 479 712 \$ | 1 015 625 \$ | 859 375 \$ | 1 875 000 \$ | 22 869 \$ | 44 390 \$ | 2 421 971 \$ |
| | 2023 | 465 000 \$ | 787 500 \$ | 962 500 \$ | 1 750 000 \$ | 22 215 \$ | 41 370 \$ | 2 278 585 \$ |
| | 2022 | 464 712 \$ | 675 000 \$ | 825 000 \$ | 1 500 000 \$ | 21 016 \$ | 40 788 \$ | 2 026 516 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2024 | 500 000 \$ | 95 171 \$ | 1 661 829 \$ | 1 757 000 \$ | 22 869 \$ | 44 676 \$ | 2 324 545 \$ |
| | 2023 | 502 997 \$ | s.o. | 2 400 000 \$ | 2 400 000 \$ | 22 215 \$ | 40 919 \$ | 2 966 131 \$ |
| | 2022 | 425 000 € | 149 000 € | 1 341 000 € | 1 490 000 € | 13 618 € | 7 940 € | 1 936 558 € |
| Martin Longchamps ⁴ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2024 | 464 712 \$ | 938 708 \$ | 794 292 \$ | 1 733 000 \$ | 22 869 \$ | 43 825 \$ | 2 264 406 \$ |
| | 2023 | 450 000 \$ | 587 250 \$ | 717 750 \$ | 1 305 000 \$ | 22 215 \$ | 42 426 \$ | 1 819 641 \$ |
| | 2022 | 51 923 \$ | s.o. | 215 000 \$ | 215 000 \$ | 2 425 \$ | 5 081 \$ | 274 429 \$ |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2024 | 449 519 \$ | 863 417 \$ | 730 583 \$ | 1 594 000 \$ | 22 869 \$ | 41 207 \$ | 2 107 595 \$ |
| | 2023 | 425 000 \$ | 600 750 \$ | 734 250 \$ | 1 335 000 \$ | 22 215 \$ | 39 068 \$ | 1 821 283 \$ |
| | 2022 | 424 808 \$ | 250 000 \$ | 1 000 000 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 38 635 \$ | 1 734 459 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2024 | 449 038 \$ | 796 792 \$ | 674 208 \$ | 1 471 000 \$ | 22 869 \$ | 42 704 \$ | 1 985 611 \$ |
| | 2023 | 400 000 \$ | 607 500 \$ | 742 500 \$ | 1 350 000 \$ | 22 215 \$ | 37 228 \$ | 1 809 443 \$ |
| | 2022 | 399 519 \$ | 562 500 \$ | 687 500 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 59 657 \$ | 1 730 192 \$ |

1. La rémunération de base versée correspond au salaire de base réellement versé selon les périodes de paie, dont le nombre peut varier d'une année à l'autre.
2. Comme mentionné à la page 82 du présent rapport, ainsi que le prévoit le programme de rémunération variable, les membres de la haute direction ont l'obligation de différer une partie de leur rémunération variable octroyée. La rémunération variable différée inclut également toute portion différée de façon optionnelle.
3. Les montants indiqués comprennent les parts de l'employeur pour les primes d'assurance collective, les avantages particuliers et le bilan de santé.
4. Pour M. Longchamps, à la rémunération globale de 2024 s'ajoute un montant compensatoire de 850 000 \$ qu'il avait choisi de coinvestir. Ce montant est donc augmenté du rendement CDPQ de 2023.

TABLEAU 40

**SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE DIFFÉRÉE VERSÉE DANS L'ANNÉE 2024
DES PERSONNES NOMMÉES AU TABLEAU 39**

| Nom et poste principal | Exercice antérieur (année) | Rémunération variable différée ¹ | Rendement cumulatif au moment du paiement | Rémunération variable différée antérieure décaissée en 2024 ² |
|---|----------------------------|---|---|--|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2021 | 2 090 000 \$ | 113 844 \$ | 2 203 844 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2021 | 907 500 \$ | 49 432 \$ | 956 932 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2021 | 1 325 000 \$ | 72 174 \$ | 1 397 174 \$ |
| Martin Longchamps³ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2021 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2021 | 978 800 \$ | 53 316 \$ | 1 032 116 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2021 | 406 350 \$ | 22 134 \$ | 428 484 \$ |

1. Les montants indiqués au tableau réfèrent à la portion de la rémunération variable octroyée de l'année 2021 différée sur une période de trois ans qui a été versée à ces personnes en 2024. Ces montants, comme exigé par la Loi de l'impôt sur le revenu, doivent être décaissés au plus tard après trois ans.
2. La rémunération variable différée antérieure décaissée inclut le rendement gagné pendant la période de trois ans. Ce rendement correspond au rendement global absolu moyen de la CDPQ exprimé en pourcentage, conformément à celui publié par la CDPQ, et composé sur une période de trois ans.
3. Ce dirigeant a commencé à participer au programme de rémunération variable en 2022.

TABLEAU 43

**MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION GLOBALE DES PERSONNES NOMMÉES
AU TABLEAU 39 POUR L'ANNÉE 2024¹**

| Poste principal | Rémunération globale maximale selon le marché de référence ² | Rémunération globale octroyée en 2024 ³ |
|---|---|--|
| Président et chef de la direction | 6 250 000 \$ | 4 947 472 \$ |
| Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 4 561 275 \$ | 2 421 971 \$ |
| Premier vice-président et chef des Infrastructures | 3 854 500 \$ | 2 324 545 \$ |
| Premier vice-président et chef du Placement privé | 3 934 300 \$ | 2 264 406 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe, Québec | 3 934 300 \$ | 2 107 595 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 3 905 400 \$ | 1 985 611 \$ |

1. Willis Towers Watson, *Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération globale au marché*, CDPQ, 2024.
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération globale observé au 75^e rang centile de son marché de référence a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement.
3. Ces montants reflètent la rémunération globale octroyée en 2024 (tableau 39, colonne G). Cette rémunération a été octroyée pour un rendement annualisé sur cinq ans (2020 à 2024).

Question 53

La liste et la description des projets d'évaluation du risque développés et en développement.

Gestion des risques

Dans un contexte de marché contrasté, la CDPQ a géré ses risques de manière rigoureuse, en portant une attention particulière aux risques émergents et en continuant de perfectionner ses outils d'analyse.

UN GESTIONNAIRE DE RISQUE DE CLASSE MONDIALE

À la CDPQ, la gestion des risques est primordiale et s'ancre dans le rôle même de l'organisation : protéger et faire fructifier le capital des déposants, au bénéfice de plus de six millions de personnes. C'est pourquoi la CDPQ applique des normes élevées en matière de gouvernance, d'encadrement et de vigilance, en plus d'encourager une culture de risque par l'échange et le débat. Elle met en place des pratiques rigoureuses et des outils performants pour identifier et mitiger les risques auxquels elle s'expose.

Prise en compte dans l'ensemble des activités de placement et des processus d'affaires, la gestion des risques s'appuie sur la collaboration entre l'équipe Gestion des risques et d'autres équipes de la CDPQ. Cette complémentarité d'expertises permet de tirer parti de perspectives transversales pour mieux cibler les risques et les gérer de manière proactive. Les risques liés aux transactions, aux stratégies d'investissement ou à la construction de portefeuille à long terme sont analysés en profondeur selon des variables telles que :

- le contexte économique mondial;
- l'évolution des marchés financiers;
- les concentrations, notamment géographiques et sectorielles, du portefeuille global.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

Dans un environnement de plus en plus complexe, la CDPQ a continué de faire évoluer son approche de gestion des risques tout en cherchant à anticiper les enjeux susceptibles d'influer sur la performance. Le contexte de marché en constant changement exige des investisseurs une grande capacité d'adaptation et l'intégration de nouvelles perspectives dans la prise de décisions.

Pour répondre à ces défis, la CDPQ a développé ces dernières années des expertises pour approfondir sa compréhension des risques émergents, notamment géopolitiques, technologiques et climatiques, et mesurer leurs impacts sur le portefeuille et les marchés. Elle a également renforcé la présence de l'équipe Gestion des risques dans ses bureaux à l'international afin d'être mieux ancrée dans la réalité de ces marchés. Ces ajustements favorisent des débats encore plus constructifs qui permettent de soulever une pluralité d'angles d'analyse.

En 2024, la CDPQ a surveillé les risques identifiés en début d'année, dont plusieurs continueront d'être suivis en 2025 (voir l'encadré à la page suivante).

PRINCIPAUX RISQUES

Risques économiques

- Le changement d'administration aux États-Unis et ses répercussions sur la politique monétaire, l'ordre mondial et l'environnement économique
- Un contexte de guerre tarifaire à l'échelle de la planète qui pourrait précipiter une récession, notamment au Canada et en Europe
- Une inflation persistante et des taux d'intérêt élevés dans certains marchés
- Le fort niveau de concentration des indices boursiers dans certaines grandes entreprises technologiques américaines
- La situation économique en Chine et son impact sur la croissance mondiale
- Le niveau d'endettement élevé des gouvernements, notamment aux États-Unis
- L'incidence des technologies de rupture, y compris l'intelligence artificielle, sur les modèles d'affaires des entreprises et l'économie réelle
- La multiplication des événements climatiques extrêmes et les risques liés à la transition vers une économie plus sobre en carbone

Risques géopolitiques

- La présence de foyers de tensions géopolitiques à l'international (Ukraine, Taïwan et Moyen-Orient)
- La dégradation des relations entre l'Occident et la Chine ainsi qu'une tendance à la démondialisation
- L'interventionnisme des gouvernements dans l'environnement des affaires et l'augmentation des restrictions au commerce et à l'investissement

Risques opérationnels

- La poursuite de l'intégration des filiales immobilières et son impact sur les processus et les équipes
- La menace de cyberattaques et la perte ou la divulgation d'informations sensibles au sein de l'organisation ou dans les sociétés en portefeuille
- Les comportements et les pratiques d'affaires non éthiques ou non conformes aux exigences qui pourraient entacher la réputation de la CDPQ
- Une évolution rapide de l'usage des solutions analytiques et de l'intelligence artificielle requérant une gestion adéquate du changement

Risque de marché

La CDPQ cherche à construire un portefeuille performant et bien diversifié en visant un profil rendement-risque optimal, cohérent avec son évaluation des risques et la valorisation des marchés, et répondant aux besoins de ses clients.

En 2024, l'environnement a été caractérisé par deux forces opposées :

- d'une part, un contexte géopolitique incertain;
- d'autre part, un retour de l'appétit pour le risque.

L'essor de l'intelligence artificielle et les progrès observés dans la lutte contre l'inflation ont poussé les marchés boursiers à de nouveaux sommets. Néanmoins, la concentration inédite de certains indices ainsi que les incertitudes entourant les politiques budgétaire et commerciale américaines ont accentué le niveau de risque.

Dans ce contexte, le risque absolu du portefeuille global s'est maintenu à 17,1 % en 2024.

La montée des taux obligataires à long terme aux États-Unis a continué d'exercer une pression sur la valeur des titres à revenu fixe. De plus, l'année a de nouveau été difficile pour l'industrie immobilière, aux prises avec des défis de taille, ce qui a entraîné une augmentation du risque. Soulignons toutefois que des plans d'action sont en place afin de ramener le risque du portefeuille au niveau attendu.

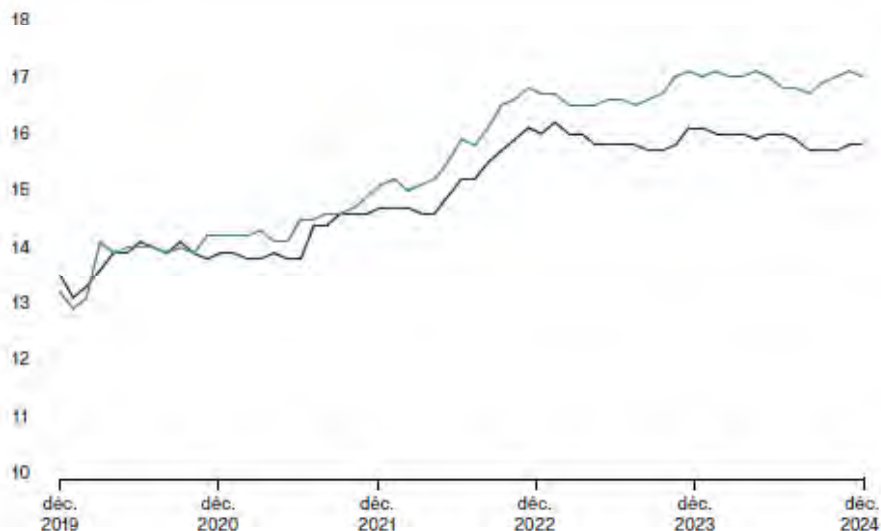
Sur cinq ans, le risque de marché a connu une hausse notable, notamment en raison de l'évolution de la stratégie d'investissement et des révisions apportées aux politiques de placement des déposants. Le graphique 22 montre que sur la période :

- le risque absolu du portefeuille global est passé de 13,3 % à 17,1 %;
- le risque absolu du portefeuille de référence est passé de 13,6 % à 15,9 %.

GRAPHIQUE 22

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU¹ (en pourcentage)

- Portefeuille global
- Portefeuille de référence



1. Les chiffres de risque antérieurs à janvier 2022 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2020 et 2022.

MESURES DU RISQUE

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. Il est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), soit une estimation statistique de la perte que pourrait subir le portefeuille global de la CDPO, selon un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- le risque absolu du portefeuille global, soit le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille global;
- le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants, soit le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.

Parmi les éléments suivis au niveau du risque de marché, la CDPO calcule le ratio de risque absolu du portefeuille global par rapport au risque absolu du portefeuille de référence. Un ratio à 1 indique que la prise de risque est identique, tandis qu'un ratio supérieur à 1 témoigne d'une plus grande prise de risque afin de générer de la valeur ajoutée. Une limite de risque absolu, utilisant ce ratio, encadre le risque de marché du portefeuille global.

Pour plus d'information, voir la note 11 des états financiers consolidés, à la page 149.

Le graphique 23 montre le ratio de risque absolu du portefeuille global par rapport au risque absolu du portefeuille de référence sur la période. De 0,98 au 31 décembre 2019, le ratio s'est établi à 1,08 au 31 décembre 2024. Notons que le risque absolu demeure bien à l'intérieur des limites fixées par les politiques d'investissement.

Le tableau 24 présente l'évolution du risque de marché sur un an dans les grandes catégories d'actif. On y remarque que le risque a peu changé à l'intérieur de chacune d'elles.

TABLEAU 24

RISQUE DE MARCHÉ – ABSOLU

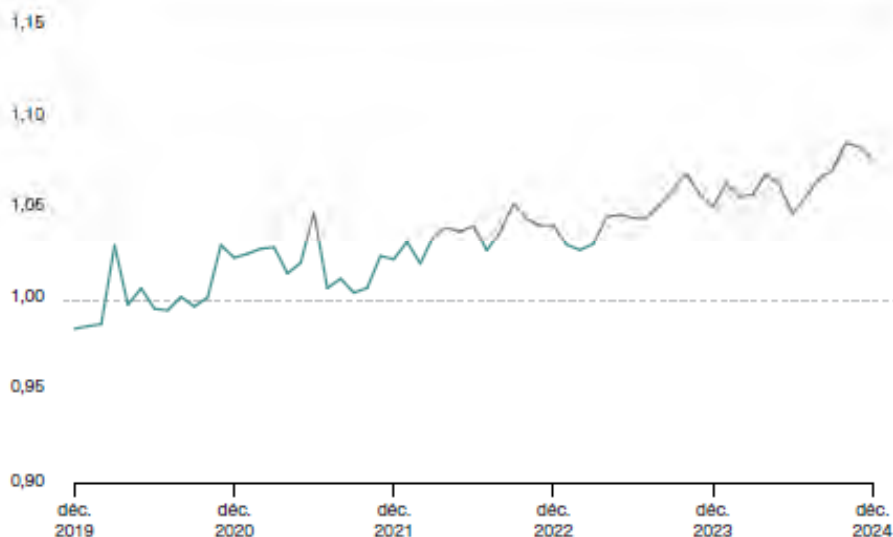
(au 31 décembre – en pourcentage)

| Catégories d'actif | 2024 | 2023 |
|--------------------|------|------|
| Actions | 26,1 | 25,6 |
| Revenu fixe | 12,4 | 13,5 |
| Actifs réels | 16,9 | 16,9 |
| Autres placements | 1,4 | 1,3 |

GRAPHIQUE 23

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU¹

Ratio de risque absolu



1. Les chiffres de risque antérieurs à janvier 2022 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2020 et 2022.

Risque de crédit

En 2024, le risque de crédit a légèrement augmenté, en ligne avec la stratégie du portefeuille Crédit axée sur le déploiement dans la dette privée à rendement élevé. Pour évaluer ce risque, les équipes tiennent compte :

- du risque de pertes en capital potentielles, soit une mesure quantitative qui intègre les probabilités de défaut d'un émetteur, les corrélations et les hypothèses de recouvrement;
- des notations internes attribuées à chaque dossier d'investissement par un comité – présidé par l'équipe Gestion des risques et auquel les équipes d'investissement participent – à partir d'analyses fondamentales.

Ce comité surveille attentivement les changements de notation, y compris les différences avec celles des agences de crédit, et peut les réviser si nécessaire.

Risque de concentration

De façon générale, le risque de concentration a légèrement augmenté sur un an. En effet, le niveau de contribution au risque de marché des 30 plus grands émetteurs de la CDPQ s'est établi à 24,1 % en 2024, contre 22,9 % en 2023. Soulignons que les valorisations élevées, attribuables aux rendements considérables des infrastructures et des placements privés ces dernières années, ont conduit à une concentration accrue de certains investissements.

Pour gérer le risque de concentration, la CDPQ met l'accent sur la diversification géographique et sectorielle de son portefeuille. Même s'il existe des limites de concentration par émetteur, des positions plus importantes peuvent parfois être prises dans certains placements présentant des perspectives de rendement attrayantes.

Risque de contrepartie

En 2024, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés ainsi qu'aux activités de pension et de prêts de titres est demeuré stable par rapport à 2023. Pour atténuer ce risque, la CDPQ utilise différents moyens, dont :

- la négociation d'ententes juridiques;
- un échange quotidien de titres en garantie;
- l'établissement de limites d'exposition à chacune des contreparties.

Risque de liquidité

Tout au long de l'année, la CDPQ a géré ses liquidités prudemment, en accord avec ses orientations stratégiques et les conditions de marché. Elle a maintenu ses liquidités primaires au-dessus du seuil minimal, en plus de conserver une marge de manœuvre supplémentaire pour saisir des occasions d'investissement en cas de détérioration du marché.

MONTANT MINIMAL DE LIQUIDITÉS

La CDPQ dispose de différentes sources de liquidités, à savoir :

- des liquidités primaires, soit des actifs très liquides qui peuvent être utilisés immédiatement sans perte de valeur;
- des liquidités secondaires, soit des actifs un peu moins liquides, mais qui peuvent être convertis rapidement en cas de besoin, en plus de faire preuve d'une bonne résilience.

Chaque année, le conseil d'administration approuve un montant minimal de liquidités à maintenir afin que la CDPQ puisse :

- respecter ses engagements potentiels;
- rééquilibrer son portefeuille global;
- conserver la marge de manœuvre désirée, dans différentes conditions de marché, entre autres pour saisir des occasions d'investissement.

Pour plus d'information, voir la note 11 des états financiers consolidés, à la page 149.

RÉVISION DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

La gouvernance et la gestion des risques se fondent sur 12 principes directeurs énumérés dans la note 11 des états financiers consolidés, à la page 149. La CDPQ renforce continuellement ses initiatives, convaincue que la gestion des risques nécessite des encadrements et des processus rigoureux.

Influence de la fonction Risque en investissement

L'équipe Gestion des risques a pour objectif de contribuer aux décisions stratégiques à travers l'ensemble du cycle d'investissement et des activités courantes, en assurant la gouvernance des processus de risque. Son influence s'exerce par :

- une présence active et des interventions à valeur ajoutée au sein de différents comités, dont :
 - Investissement-Risques (coprésidence)
 - Stratégie et exécution
 - Risques opérationnels (présidence)
 - les comités d'investissement, de recherche et des devises
- un rôle essentiel dans l'analyse et la préparation de la stratégie globale annuelle, pour cerner les risques liés aux priorités d'exécution et mesurer l'impact des nouvelles initiatives sur le risque du portefeuille;
- des encadrements assurant une saine diversification et le respect des plans stratégiques des portefeuilles spécialisés;
- la présence d'experts-métier en risque dans chacune des équipes d'investissement;
- une évaluation indépendante du risque des portefeuilles à l'occasion de la reddition de comptes.

Révision des politiques d'investissement

Au cours de l'année, la CDPQ a continué d'ajuster sa stratégie afin de bien se positionner dans un environnement de défis. Elle a ainsi révisé la politique de certains portefeuilles, après avoir réalisé différentes analyses de risque, en plus de développer des encadrements adaptés aux nouvelles orientations. Parmi les changements apportés, notons :

- Marchés boursiers : augmentation de l'allocation cible au Canada en contrepartie d'une baisse de celle aux marchés en croissance;
- Crédit : clarification de l'univers des placements admissibles en ce qui a trait à certains types de dettes adossées à des actifs et à leur encadrement;
- Placements privés : ajustement pour refléter le plus grand recours à la gestion externe, conformément à la stratégie.

Processus d'évaluation du risque de réputation

Comme groupe mondial d'investissement, la CDPQ est exposée au risque de réputation lié à ses placements, peu importe leur taille. C'est pourquoi elle renforce de façon continue son processus de gestion du risque réputationnel en tenant compte des perspectives des équipes d'investissement et de plusieurs autres groupes.

Mitigation des risques opérationnels

La CDPQ fait face à des risques opérationnels liés à ses activités courantes et aux transformations nécessaires pour s'adapter à son contexte d'affaires. Ces dernières années, l'organisation a grandement évolué, comme en témoignent son portefeuille mature, sa présence mondiale accrue, ses participations plus importantes dans certains investissements, ses métiers de plus en plus complexes et l'intégration de ses filiales immobilières.

Le comité Risques opérationnels identifie, priorise et détermine des moyens pour atténuer ce type de risques. Il s'appuie sur une cartographie évolutive pour en évaluer les répercussions et la probabilité. Parmi les mesures déployées par la CDPQ en 2024, notons :

- la mise en place d'une gouvernance pour suivre les risques opérationnels découlant de l'intégration des filiales immobilières, qui s'est poursuivie sans impact sur la continuité des affaires;
- l'évolution de l'encadrement sur la gouvernance des données à la suite d'une revue des meilleures pratiques en la matière;
- la formalisation et la clarification des mécanismes de gestion et de gouvernance des exclusions d'investissement, comme celles liées aux sanctions économiques ou aux convictions de l'organisation en matière de durabilité;
- la bonification du processus de revue diligente, incluant l'évaluation du risque réputationnel et la formation des équipes concernées pour les sensibiliser à cet aspect.

Ces mesures visent à renforcer la résilience opérationnelle de la CDPQ face à un environnement d'affaires en constante évolution.

Risques technologiques

Devant l'augmentation du nombre de cyberattaques à l'échelle mondiale, leur sophistication et l'essor des technologies de rupture, les risques technologiques se sont accrus. Ces derniers peuvent avoir des impacts sur les opérations de la CDPQ et celles de ses entreprises en portefeuille. Pour les mitiger, divers processus ont été instaurés, dont :

- la réalisation d'analyses transactionnelles, thématiques et sectorielles pour mieux comprendre et anticiper les risques technologiques;
- la mise en place d'une vigie des grandes tendances technologiques et des risques émergents;
- un suivi postinvestissement, y compris des revues périodiques du portefeuille global et des interventions ciblées, permettant ainsi de contribuer à améliorer la posture numérique et de cybersécurité des sociétés en portefeuille;
- une offre de services-conseils pour accompagner les entreprises en cas d'incidents, en fournissant des contacts de firmes préqualifiées en sécurité, des ressources sur les assurances en cybersécurité, de la formation ainsi que des ateliers de simulation d'incident.

L'évolution des risques technologiques est surveillée attentivement afin de soutenir les équipes d'investissement et de jouer un rôle-conseil auprès des entreprises, tant en matière de prévention que de réponse aux incidents.

CYBERSÉCURITÉ

La cybersécurité constitue une priorité pour la CDPQ. Elle se base sur des cadres de référence reconnus et s'appuie sur des mesures de sécurité rigoureuses. Celles-ci sont contrôlées et testées de façon continue par ses équipes et par des tiers indépendants. Plusieurs lignes de défense, à la fois internes et externes, sont établies pour en assurer l'efficacité.

En 2024, la CDPQ a poursuivi ses investissements en cybersécurité afin de bonifier ses capacités et contrôles dans plusieurs domaines clés. Parmi les initiatives priorisées, notons :

- l'intégration de l'environnement technologique d'Ivanhoé Cambridge aux opérations de sécurité centralisées pour uniformiser les pratiques de gestion des risques;
- la modernisation continue des technologies de protection de l'environnement technologique et de détection d'incidents, pour contrer les cyberattaques;
- l'actualisation et le perfectionnement des outils de formation et de sensibilisation afin de prévenir les incidents causés par les comportements à risque du personnel, entre autres face à la sophistication des techniques d'hameçonnage utilisant l'intelligence artificielle;
- la numérisation de processus clés liés à la gestion des accès, afin de les rendre plus efficaces dans la protection des environnements et des informations sensibles.

Notons que la gestion des risques de cybersécurité s'applique aussi aux fournisseurs qui hébergent les données de la CDPQ. Pour devenir un fournisseur autorisé, une entreprise doit avoir en place plusieurs exigences strictes répondant aux normes de sécurité de la CDPQ et pouvoir démontrer leur efficacité.

ÉVALUATION DES RISQUES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

La CDPQ produit des analyses pour prévenir le risque associé aux critères de durabilité, et ce, autant pour les nouvelles transactions que pour les actifs déjà en portefeuille. Ces analyses se focalisent sur les éléments les plus matériels, en considération du secteur d'activité des sociétés détenues et des priorités d'investissement durable de l'organisation.

Développée à l'interne, la méthodologie de notation ESG de la CDPQ se base sur la grille du Sustainability Accounting Standards Board et s'aligne sur les normes de l'International Sustainability Standards Board. Cette méthodologie permet entre autres :

- d'améliorer la prise en compte des enjeux matériels en établissant des niveaux de risques sectoriels;
- de coter tous les émetteurs de manière harmonisée à travers différentes catégories d'actif.

De plus, dans le cadre de son processus de revue diligente opérationnelle, la CDPQ examine les pratiques d'intégration des critères de durabilité des gestionnaires externes avec lesquels elle travaille et suit leur évolution dans le temps. La méthodologie de notation, sous forme de grille d'évaluation, est bonifiée de façon continue. Elle vise à sonder leur maturité en fonction de différents critères, dont la lutte contre les changements climatiques et les questions liées à l'équité, la diversité et l'inclusion. De nouveaux outils ont également été créés pour optimiser le transfert de connaissances vers les équipes d'investissement.

Environnement

Pour mesurer le risque climatique, la CDPQ calcule l'intensité carbone des actifs, en plus d'évaluer différents types de risques climatiques physiques selon divers horizons temporels. Notons que ces derniers sont considérés pour chaque nouvel investissement en immobilier et en infrastructures. Les équipes se penchent aussi sur les risques climatiques et de transition, et les évaluent par le biais d'analyses qualitatives et quantitatives. Enfin, la CDPQ tient compte de la biodiversité dans ses analyses lorsque celle-ci est matérielle et en fonction de la nature du projet.

Social

La CDPQ accorde une attention particulière aux pratiques des sociétés en portefeuille en matière d'ouverture et d'inclusion, de même qu'à leurs stratégies de planification fiscale. Sont aussi considérés les enjeux sociaux tels que les droits de la personne, les conditions de travail, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les relations avec les communautés, en fonction de leur matérialité dans les analyses.

Notons qu'en 2024, la CDPQ a adopté une politique sur les droits de la personne qui formalise son engagement sur cette question et encadre les efforts de diligence raisonnable à cet égard.

Gouvernance

La CDPQ attache une grande importance à la gouvernance de ses sociétés en portefeuille, notamment en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, la rémunération des membres de la direction, l'éthique et l'encadrement des affaires, la divulgation, la gestion des risques technologiques et la cybersécurité.

La progression de la CDPQ par rapport à ses priorités d'investissement durable et ses cibles climatiques est présentée dans le Rapport d'investissement durable au www.cdpq.com.

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET DES OUTILS DE GESTION DES RISQUES

Durant l'année, la CDPQ a continué de perfectionner ses méthodologies et ses outils d'analyse quantitative afin de :

- développer des méthodes d'évaluation des risques adaptées aux actifs en portefeuille et à l'environnement de marché;
- mieux appuyer les équipes d'investissement à l'aide d'outils de gestion des risques performants.

Mesures de risque et tests de tension

En complément de la valeur à risque (VaR), la CDPQ mesure le risque de marché au moyen de tests de tension, dont plusieurs effectués en 2024 pour évaluer la capacité du portefeuille à faire face à des scénarios de risques émergents. Notons que des améliorations méthodologiques ont aussi été apportées concernant le périmètre d'investissement dans les marchés boursiers et immobiliers afin de mieux tenir compte des conditions de marché.

Portrait global des risques

Au cours de l'année, les équipes ont régulièrement mis à jour le portrait global des risques, qui offre une vue d'ensemble du degré et de la tendance des différents types de risques, y compris les risques stratégiques, réputationnels, financiers et opérationnels. Ce document de suivi permet également :

- d'identifier les principaux enjeux actuels et potentiels et de les communiquer au comité d'investissement et de gestion des risques;
- de recenser les actions prises ou celles à entreprendre pour les mitiger.

Question 54

Par déposant, les rendements attendus et les rendements obtenus.

- Voici l'information pour le Global CDPQ. À long terme, les besoins des déposants sont en moyenne de 6 %. L'information relative aux fonds de chaque déposant appartient à chacun d'entre eux.

| | 2024 |
|---|------------|
| Rendement annuel moyen pondéré des fonds des déposants – Global CDPQ (en pourcentage) | 9,4 |
| Rendement annuel du régime de base du Régime de rentes du Québec (RRQ), plus grand fonds investi à la CDPQ (en pourcentage) | 11,0 |
| Fourchette de rendement des neuf principaux fonds des déposants (en pourcentage) | 6,7 à 11,1 |

Question 55

Par déposant, les rendements attendus et les rendements prévus par la Caisse.

— Voici l'information pour le Global CDPQ. À long terme, les besoins des déposants sont en moyenne de 6 %. L'information relative aux fonds de chaque déposant appartient à chacun d'entre eux.

| | 2024 |
|---|------------|
| Rendement annuel moyen pondéré des fonds des déposants – Global CDPQ (en pourcentage) | 9,4 |
| Rendement annuel du régime de base du Régime de rentes du Québec (RRQ), plus grand fonds investi à la CDPQ (en pourcentage) | 11,0 |
| Fourchette de rendement des huit principaux fonds des déposants (en pourcentage) | 6,7 à 11,1 |

Question 56

Détail de la composition des indices de référence, par indice, de la Caisse.

DÉTAIL DE LA COMPOSITION DES INDICES DE RÉFÉRENCE, PAR INDICE, DE LA CDPQ

| Au 31 décembre 2024 Portefeuille spécialisé | Indice |
|--|--|
| Revenu fixe | |
| Taux | Indice composé à 70 % de l'indice FTSE Canada Obligations fédérales non-agence et à 30 % de l'indice FTSE Canada Obligations provinciales du Québec |
| Crédit | Indice composé à 10 % de l'indice FTSE Canada Obligations provinciales du Québec, à 25 % de l'indice FTSE Canada Obligations de sociétés, à 30 % de l'indice ICE BofA US Obligations de société et à 35 % de l'indice ICE BofA US (« High Yield ») |
| Valeurs à court terme | FTSE Canada bons du Trésor 91 jours |
| Actifs réels | |
| Immeubles | Indice composé à 60 % du MSCI Global Property Index ajusté et à 40 % du MSCI Global Property Fund Index, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales |
| Infrastructures | MSCI ACWI Infrastructures ajusté |
| Actions | |
| Mandat Qualité | Indice composé à 55 % de l'indice MSCI World ex-Canada Qualité neutre aux secteurs et 45 % de l'indice MSCI World ex-Canada Volatilité minimum (USD) |
| Mandat Croissance | MSCI World ex-Canada Croissance |
| Mandat Valeur | MSCI World ex-Canada Valeur enrichie faible roulement |
| Mandat Canada | Indice composé à 80 % de l'indice Morningstar Banque Nationale Québec plafonné et 20 % de l'indice S&P TSX plafonné |
| Mandat MeC | Composite CDPQ MSCI MÉ ajusté |
| Marchés boursiers | |
| Indice composé à 67,5 % de l'indice MSCI Monde (ex. Canada) non couvert, à 17,5 % de l'indice Canada et à 15 % de l'indice MSCI ME ajusté China All Shares non couvert. L'indice Canada est composé à 20 % de l'indice S&P TSX plafonné et à 80 % Indice Québec Banque Nationale Morningstar | |
| Placements privés | |
| Indice composé à 50 % de l'indice SSPEI ajusté non couvert, à 25 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 25 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale | |

Question 57

Pour 2024-2025, toute note ou analyse concernant l'évaluation concernant le coût d'une politique du maintien des sièges sociaux au Québec par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

- Aucune note ou analyse concernant le coût d'une telle politique n'a été produite.
- Au 31 décembre 2024, l'actif de la CDPQ au Québec représentait 93,5 G\$, en hausse de 6 G\$ sur un an, dans une économie de 611,7 G\$.
- La CDPQ est le fonds de pension dans le monde le plus investi dans son économie locale.
- La CDPQ finance et accompagne plus de 500 entreprises québécoises de toutes les tailles dans leurs projets de croissance, au Québec et sur les marchés mondiaux. Ses équipes dédiées recherchent activement des occasions d'investissement pour accroître la compétitivité des sociétés québécoises.

Question 58

Concernant le projet Azure Power Global, indiquer les initiatives prises par la Caisse pour informer ou rectifier les lacunes rencontrées en cours du projet. De plus, indiquer les nouveaux mécanismes que la Caisse met/mettra en place pour que de tels agissements n'aient plus lieux.

- La CDPQ applique les plus hauts standards de gouvernance, de conformité et d'éthique dans toutes ses activités, et ce partout à travers le monde.
- Dès que la CDPQ a été informée de la situation, les mesures nécessaires ont été prises, conformément aux meilleures pratiques.
- D'abord, la CDPQ a demandé qu'un comité spécial indépendant du Conseil d'administration d'Azure soit formé, avec l'appui d'avocats externes indépendants et expérimentés, afin d'enquêter sur les allégations et de recommander les mesures appropriées. Ceci inclut la divulgation de la situation aux autorités américaines.
- La CDPQ a pleinement collaboré avec le comité spécial et les autorités américaines.
- La CDPQ a aussi procédé aux enquêtes internes appropriées, assistée de cabinets externes, en regard de l'ensemble des allégations dont elle a eu connaissance.
- Dès que la CDPQ a été informée du fait que certains employés avaient menti aux autorités et lui avaient menti, les employés concernés ont été congédiés.
- Il s'agit d'une situation unique qui n'est pas liée à une faiblesse des contrôles d'encadrements de la CDPQ en matière d'éthique et de conformité.
- Les allégations font état de conversations, faits et gestes hors des structures de la CDPQ et ses filiales et qui n'auraient réalistement pas pu être détectés. Il n'est pas question de transaction ou de geste posé à l'intérieur des structures de la CDPQ et de ses filiales qui n'auraient pas été détectés ou qui auraient pu être détectés par les mesures en place.
- La CDPQ dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes. Toutes les allégations jugées pertinentes sont considérées et soumises à une enquête confidentielle garantissant l'intégrité du processus et protégeant l'identité des personnes impliquées. À l'issue des enquêtes, des mesures sont prises lorsque nécessaire.
- Tous les employé.e.s de la CDPQ sont tenus de compléter une formation pour rehausser leur compréhension des règles éthiques et s'engagent annuellement à respecter les dispositions du Code d'éthique de l'organisation.
- Les encadrements en matière d'investissement, le programme de prévention de la fraude et corruption, ou encore celui sur la sécurité financière, les directives entourant les interactions avec les agents publics, les formations obligatoires et l'équipe d'experts dédiés sont quelques exemples parmi des dizaines de mesures que la CDPQ a mis en place.
- L'engagement de la CDPQ envers l'éthique est une condition primordiale à sa licence d'opérer et elle continuera à appliquer une politique de tolérance zéro pour tout écart en la matière.

- Au cours des dernières années, la CDPQ a procédé à l'amélioration en continu de ses pratiques et processus, notamment en modernisant son code d'éthique, en bonifiant ses formations pour l'ensemble de ses employé.e.s à travers le monde, en révisant son programme de sécurité financière, en harmonisant les pratiques de ses filiales avec les siennes, et en créant un guide pour les sociétés opérantes contrôlées.

Question 59

Concernant le REM, veuillez fournir :

- a) Les frais encourus pour rétablir les différentes pannes du réseau;
- b) Les pertes de revenus encourues par ces pannes;
- c) Les coûts d'entretien du réseau;
- d) Les sommes investies afin de minimiser les interruptions et le descriptif pour chacune des dépenses;
- e) Les sommes investies afin de minimiser le bruit du réseau et le descriptif pour chacune des dépenses;
- f) Le bénéfice net d'exploitation du REM en détaillant les revenus et les dépenses.

a) Les frais encourus pour rétablir les différentes pannes du réseau;

- Le projet REM n'encourt pas de frais additionnels liés au rétablissement du service à la suite de pannes puisque les coûts des services d'entretien et d'exploitation payés à l'opérateur Groupe PMM sont établis sur une base forfaitaire en fonction de critères précis de qualité de service.

b) Les pertes de revenus encourues par ces pannes;

- Les pertes de revenus encourues entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025 sont estimées à 1,7 M\$. Ce montant est calculé en fonction des passagers-kilomètres comptabilisés et comparés à des journées équivalentes durant l'année précédente.

c) Les coûts d'entretien du réseau;

- Les coûts des services d'entretien et d'exploitation payés à l'opérateur Groupe PMM sont établis sur une base forfaitaire en fonction de critères précis de qualité de service.

d) Les sommes investies afin de minimiser les interruptions et le descriptif pour chacune des dépenses;

- Les coûts des services d'entretien et d'exploitation payés à l'opérateur Groupe PMM sont établis sur une base forfaitaire en fonction de critères précis de qualité de service. Lorsque des sommes sont investies afin de respecter ces critères, elles sont prises en charge par l'opérateur Groupe PMM.

e) Les sommes investies afin de minimiser le bruit du réseau et le descriptif pour chacune des dépenses;

- L'impact sonore du REM a été pris en considération dès l'étape de la conception du système. La valeur des mesures additionnelles mises en place sur l'antenne Rive-Sud, déjà en opération, et la Phase Ouest en construction s'élèvent à 3,74 M\$ pour l'année 2024. Ces mesures incluent le recours à l'expertise externe, le meulage des rails et le reprofilage des roues, l'installation d'amortisseurs dynamiques et l'installation de murs anti-bruit.

f) Le bénéfice net d'exploitation du REM en détaillant les revenus et les dépenses.

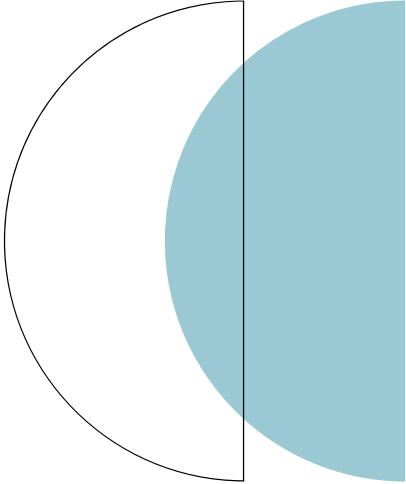
- Le réseau du REM n'étant pas complété ces données ne sont pas encore disponibles.

Question 60

Concernant le Réseau Express Métropolitain (REM) de l'est veuillez fournir:

- a) les sommes investies jusqu'à présent pour les phases préliminaires du projet;**
- b) le budget global à jour;**
- c) la dernière révision de l'échéancier précisant la dernière date de livraison officielle ;**
- d) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet ;**
- e) la ventilation du budget global par poste budgétaire pour chaque étape d'avancement du projet.**

-
- Le mandat donné par le gouvernement du Québec à CDPQ Infra pour la planification du REM de l'Est a pris fin le 2 mai 2022.
 - Source : <https://www.cdpqinfra.com/fr/actualites/communiques/declaration-de-cdpq-infra-sur-le-projet-du-rem-de-lest>



3. Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Question 1

Valeur et ventilation des participations de la Caisse dans les paradis fiscaux ou juridictions à basse fiscalité. Évolution depuis 2010.

Nous considérons qu'il est de notre devoir, et de celui des sociétés dans lesquelles nous investissons, de respecter des principes de fiscalité rigoureux et de s'acquitter de leur juste part d'impôt.

Nous analysons chaque occasion d'investissement en prêtant une attention particulière à plusieurs points de référence, tels que précisés dans notre Engagement sur la fiscalité internationale. Cet engagement est aussi conforme à l'accord mené par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) avec plus de 145 pays signataires et appuyé par le G20. Notre Engagement sur la fiscalité internationale regroupe notamment les conditions suivantes :

- le taux d'impôt consolidé applicable à l'investissement doit être supérieur au taux effectif de 15 %, peu importe la juridiction où se trouve l'investissement ;
- lors de notre participation à des fonds d'investissement ou à des plateformes créées pour soutenir des relations entre partenaires, la structure ou le partenariat en question doit respecter les orientations du cadre sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) ;
- lorsque le nombre d'investisseurs est limité, nous exerçons une influence pour que les structures d'affaires soient situées à l'extérieur de pays à fiscalité réduite ;
- au 31 décembre 2024, il reste 9 sociétés sous surveillance pour 588,9 M\$.

JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES, PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION (au 31 décembre 2024)

| Pays émetteur | Juste valeur 2024 (M\$) |
|----------------|-------------------------|
| Afrique du Sud | 58,1 |
| Hongrie | 9,6 |
| Bermudes | 308,7 |
| Caïmans, Îles | 16,8 |
| États-Unis | 195,7 |
| Total | 588,9 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2023)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2023 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Afrique du Sud | 76,1 |
| Hongrie | 15,3 |
| Bermudes | 486,1 |
| Caïmans, Îles | 459,4 |
| Suisse | 23,6 |
| États-Unis | 995,1 |
| Irlande | 37,4 |
| Qatar | 24,5 |
| Total | 2 117,5 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2022)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2022 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Bermudes | 84,8 |
| Caïmans, Îles | 144,6 |
| Canada | 114,0 |
| Chine | 29,5 |
| États-Unis | 231,6 |
| Irlande | 351,8 |
| Royaume-Uni | 106,1 |
| Total | 1 062,3 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2021)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2021 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Italie | 183,92 |
| Chine | 29,38 |
| Canada | 545,30 |
| Royaume-Uni | 729,69 |
| États-Unis | 1 558,73 |
| Caïmans, Îles | 67,51 |
| Bermudes | 97,82 |
| Total | 3 212,35 |

Note : La CDPQ inclut dans sa liste de surveillance uniquement les investissements qui ont un taux effectif d'impôts de moins de 15 %. Un taux d'imposition de 15 % est généralement accepté à travers le monde comme évitant des situations d'abus fiscal.

La CDPQ a adopté une nouvelle approche méthodologique en 2021. Les données antérieures à cette date ne sont pas disponibles.

Question 2

Valeur et ventilation des participations de la Caisse dans le secteur des hydrocarbures. Évolution depuis 2010.

- La présentation de la fourchette des valeurs des investissements en 2024 a été modifiée afin de suivre l'évolution de la CDPQ.
- Notre sortie du secteur de la production de pétrole a été complétée à la fin de 2023.
- À noter que les informations antérieures à 2014 ne sont pas disponibles.

SECTEUR HYDROCARBURES – ÉNERGIE*

Au 31 décembre 2024 (juste valeur en dollars canadiens)

* Le secteur des **hydrocarbures – énergie** est déterminé à partir de la classification *Global Industry Classification Standard (GICS)*.

VALEUR DES INVESTISSEMENTS

| | | |
|----------------------|------------------------|----------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 M\$ à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = de 3 G\$ et plus |

| Émetteurs | 2024 |
|-----------------------------------|-------------|
| ADNOC Drilling Co PJSC | 8 870 503 |
| AKR Corporindo Tbk PT | 5 740 454 |
| Altex Energy Ltd | A |
| Azimuth Corex Limited Partnership | A |
| Azimuth Energy Partners III LP | A |
| Azimuth Energy Partners IV LP | A |
| Bashneft PJSC | - |
| BCP IV UK Fuel Co-Invest (SMA) LP | A |
| Cactus Inc | 19 355 786 |
| CGP Shared Foreign Investors LP | A |
| Cheniere Energy Inc | 153 595 210 |
| Cobalt International Energy Inc | A |
| Colonial Enterprises Inc | F |
| Enbridge Inc | 693 411 196 |
| Frontier Blocker LLC | B |
| Gaztransport Et Technigaz SA | 15 315 540 |
| Halliburton Co | 29 707 184 |
| Helmerich & Payne Inc | 2 743 590 |

| Émetteurs | 2024 |
|---------------------------------------|-------------|
| Hunting PLC | 233 025 |
| Modec Inc | 376 137 |
| NOV Inc | 14 017 490 |
| ONEOK Inc | 70 810 723 |
| Pembina Pipeline Corp | 443 229 437 |
| Petronet LNG Ltd | 12 611 450 |
| Previan Holding Inc | D |
| Previan Technologies Inc | A |
| Qatar Gas Transport Co Ltd | 7 384 523 |
| Schlumberger NV | 73 379 826 |
| Serena Energia SA | 2 015 142 |
| Southern Star Acquisition Corporation | G |
| Stonepeak Bayou Holdings II LP | C |
| SW Energy Capital LP | A |
| TAPC Holdings LP | A |
| Targa Resources Corp | 30 837 307 |
| Tenaris SA | 142 425 014 |
| TransCanada Corporation | 32 825 167 |
| TransCanada PipeLines Ltd | 114 804 468 |
| Transportadora Asociada de Gas SA | H |

VALEUR DES INVESTISSEMENTS - CHARTE 2023 ET ANNÉES ANTÉRIEURES

| | | | |
|--------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| A = de 0 à 5 M\$ | D = de 30 à 50 M\$ | G = de 150 à 300 M\$ | J = de 1 à 1,5 G\$ |
| B = de 5 à 10 M\$ | E = de 50 à 100 M\$ | H = de 300 à 500 M\$ | K = 1,5 G\$ et plus |
| C = de 10 à 30 M\$ | F = de 100 à 150 M\$ | I = de 500 M\$ à 1 G\$ | |

| Émetteurs | 2014 |
|--|-------------|
| Adaro Energy Tbk PT | 171 656 |
| AK Transneft OAO | 9 801 248 |
| AltaGas Ltd | 129 001 479 |
| Anadarko Petroleum Corp | 90 366 955 |
| Apache Corp | 13 261 741 |
| Apollo Credit Opportunity Fund III, LP | A |
| ArcLight Energy Partners Fund III LP | B |
| ArcLight Energy Partners Fund IV LP | C |
| ArcLight Energy Partners Fund V LP | D |
| Ares Corporate Opportunities Fund II LP | A |
| Ares Corporate Opportunities Fund III LP | A |
| Ares Corporate Opportunities Fund IV LP | B |
| ACON Sequitur Investors Holdings LLC | D |
| ARC Energy Venture Fund 3 Canadian LP | A |
| ARC Energy Venture Fund 4 Canadian LP | A |
| ARC Resources Ltd | 225 082 971 |
| Banpu PCL | 2 333 997 |
| Baring Vostok Fund IV Supplemental Fund LP | B |
| Baring Vostok Private Equity Fund III LP | A |
| Baring Vostok Private Equity Fund IV LP | C |
| Bellatrix Exploration Ltd | 8 460 000 |
| Bharat Petroleum Corp Ltd | 6 524 014 |
| Bronco Midstream Partners LP | D |
| Brookfield Capital Partners Fund II LP | B |
| Brookfield Capital Partners Fund III LP | D |
| BG Group PLC | 167 869 263 |
| BP PLC | 90 145 985 |
| Cabot Oil & Gas Corp | 12 017 242 |
| Cairn India Ltd | 2 773 476 |
| Caltex Australia Ltd | 2 885 792 |
| Cameco Corp | 231 097 168 |
| Canadian Natural Resources Limited | 506 684 216 |
| Canadian Oil Sands Ltd | 38 580 390 |
| Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP | C |
| Carrizo Oil & Gas Inc | 120 458 |
| Cenovus Energy Inc | 460 839 334 |
| Cerberus Institutional Partners Series Four LP | B |

| Émetteurs | 2014 |
|--|-------------|
| Cheniere Energy Inc | 40 770 400 |
| Chesapeake Energy Corp | 5 705 272 |
| Chevron Corp | 124 215 456 |
| China Coal Energy Co Ltd | 4 829 025 |
| China Merchants Energy Shipping Co Ltd | 7 008 785 |
| China Oilfield Services Ltd | 6 099 071 |
| China Petroleum & Chemical Corp | 38 690 026 |
| China Shenhua Energy Co Ltd | 18 348 619 |
| Cimarex Energy Co | 5 193 361 |
| Coal India Ltd | 6 450 003 |
| Cobalt International Energy Inc | A |
| Colonial Pipeline Company | J |
| ConocoPhillips | 51 603 139 |
| Corex Resources Ltd | H |
| Cosan Ltd | 4 432 565 |
| Cosan SA Industria e Comercio | 8 695 437 |
| Crescent Point Energy Corp | B |
| CNOOC Ltd | 176 266 411 |
| CONSOL Energy Inc | 4 372 850 |
| Datong Coal Industry Co Ltd | 52 444 |
| Delek Group Ltd | 906 104 |
| Denbury Resources Inc | 1 601 712 |
| Devon Energy Corp | 13 229 284 |
| Diamond Offshore Drilling Inc | 1 377 627 |
| Ecopetrol SA | 13 086 198 |
| Empresas COPEC SA | 15 678 430 |
| Enbridge Inc. | 114 508 121 |
| Enbridge Income Fund Holdings Inc | 101 488 490 |
| Enbridge Pipelines Inc | 13 704 286 |
| EnCana Corporation | 395 412 286 |
| Endeavour International Corp | 7 204 |
| Energy Absolute PCL | 2 538 997 |
| Eni SpA | 35 345 250 |
| Ensco PLC | 3 944 206 |
| Exxaro Resources Ltd | 3 883 521 |
| EOG Resources Inc | 28 355 597 |
| EQT Corp | 18 721 157 |
| Exxon Mobil Corp | 682 523 385 |
| Fairfield Energy Limited | C |
| Fluxys | J |
| Formosa Petrochemical Corp | 2 232 834 |
| Galp Energia SGPS SA | 3 003 596 |
| Gazprom OAO | 77 137 223 |

| Émetteurs | 2014 |
|--------------------------------------|-------------|
| GoviEx Uranium Inc | 1 245 250 |
| GreenField Specialty Alcohols Inc | C |
| Groupe Crevier Inc | B |
| Grupa Lotos SA | 2 010 925 |
| GS Holdings Corp | 5 553 277 |
| Guanghui Energy Co Ltd | 234 270 |
| Guizhou Panjiang Refined Coal Co Ltd | 50 071 |
| Gulf International Services QSC | 3 754 264 |
| Gulfport Energy Corp | 7 251 803 |
| Harvest Natural Resources Inc | 7 069 170 |
| Helmerich & Payne Inc | 4 105 853 |
| Henan Shenhua Coal & Power Co Ltd | 56 474 |
| Hess Corp | 10 542 398 |
| Husky Energy Inc | 86 969 616 |
| HEF HoldCo II Inc | I |
| Idemitsu Kosan Co Ltd | 1 119 502 |
| Indian Oil Corp Ltd | 6 602 987 |
| Indo Tambangraya Megah Tbk PT | 1 466 058 |
| Inner Mongolia Yitai Coal Co Ltd | 2 804 270 |
| Inpex Corp | 7 518 189 |
| Inter Pipeline Ltd | 133 807 232 |
| Interconnector UK Ltd | I |
| InterOil Corp | 13 845 199 |
| IRPC PCL | 2 780 870 |
| Jizhong Energy Resources Co Ltd | 51 226 |
| JX Holdings Inc | 6 719 778 |
| Kinder Morgan Inc | 88 137 720 |
| Koninklijke Vopak NV | 2 798 862 |
| Kunlun Energy Co Ltd | 5 623 573 |
| KERN Cobalt Co-Invest Partners AP LP | E |
| KERN Energy Partners I LP | B |
| KERN Energy Partners II LP | E |
| KERN Energy Partners III LP | E |
| KERN Energy Partners IV LP | A |
| Legacy Oil + Gas Inc | 10 800 000 |
| Liquefied Natural Gas Ltd | 711 080 |
| Lukoil OAO | 57 318 109 |
| Lundin Energy AB | 2 387 251 |
| Marathon Oil Corp | 10 731 157 |
| Marathon Petroleum Corp | 141 337 781 |
| Memorial Resource Development Corp | 7 309 137 |
| Murphy Oil Corp | 4 739 698 |
| MEG Energy Corp | I |

| Émetteurs | 2014 |
|--|-------------|
| MOL Hungarian Oil & Gas PLC | 5 605 238 |
| Nabors Industries Ltd | 2 100 262 |
| Neste Oil OYJ | 2 376 103 |
| Newfield Exploration Co | 2 092 022 |
| Noble Corp plc | 2 354 883 |
| Noble Energy Inc | 9 608 271 |
| North West Redwater Partnership / NWR Financing Co Ltd | 30 124 991 |
| Novatek OAO | 21 363 299 |
| NuVista Energy Ltd | 97 926 855 |
| Occidental Petroleum Corp | 47 865 287 |
| Oil & Natural Gas Corp Ltd | 12 784 025 |
| Oil India Ltd | 1 775 996 |
| Origin Energy Ltd | 8 047 828 |
| Osum Oil Sands Corp | D |
| OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd | A |
| OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd | A |
| OMV AG | 2 994 900 |
| ONEOK Inc | 5 827 479 |
| Parex Resources Inc | 46 798 920 |
| Pembina Pipeline Corp | 67 605 811 |
| PetroChina Co Ltd | 43 909 436 |
| Petroleo Brasileiro SA | 37 662 867 |
| Petronas Dagangan Bhd | 3 188 847 |
| Petronet LNG Ltd | 10 412 165 |
| Phillips 66 | 34 759 123 |
| Pingdingshan Tianan Coal Mining Co Ltd | 57 864 |
| Pioneer Natural Resources Co | 12 447 678 |
| Polski Koncern Naftowy Orlen SA | 13 387 880 |
| Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA | 6 719 683 |
| PTT Exploration & Production PCL | 14 124 558 |
| PTT PCL | 29 397 963 |
| Quantum Energy Partners IV LP | D |
| QEP Resources Inc | 1 873 585 |
| Range Resources Corp | 5 070 303 |
| Reliance Industries Ltd | 29 543 058 |
| Repsol SA | 14 545 052 |
| Riverstone Global Energy & Power Fund V LP | G |
| Rosneft OAO | 11 513 808 |
| Royal Dutch Shell PLC | 639 845 496 |
| Santos Ltd | 5 042 860 |
| Sasol Ltd | 62 662 946 |
| SeaDrill Ltd | 3 472 893 |
| SemGroup Corp | 34 061 469 |

| Émetteurs | 2014 |
|--|-------------|
| Sentient Global Resources Fund II LP | A |
| Sentient Global Resources Fund III LP | A |
| Sentient Global Resources Fund IV LP | B |
| Seven Generations Energy Ltd | H |
| Shanxi Lanhua Sci-Tech Venture Co Ltd | 58 458 |
| Shanxi Lu'an Environmental Energy Development Co Ltd | 83 808 |
| Shanxi Xishan Coal & Electricity Power Co Ltd | 105 275 |
| Showa Shell Sekiyu KK | 1 429 480 |
| SouthGobi Resources Ltd | 1 083 850 |
| Southwestern Energy Co | 5 417 721 |
| Spectra Energy Corp | 38 532 122 |
| Statoil ASA | 17 250 673 |
| Storm Resources Ltd | 58 129 740 |
| Suncor Énergie Inc | 734 014 062 |
| Surgutneftegas OAO | 18 811 094 |
| SDIC Xinji Energy Co Ltd | 46 774 |
| SK Innovation Co Ltd | 14 129 397 |
| S-Oil Corp | 6 038 277 |
| SW Energy Capital LP | E |
| SW Resources Partnership | E |
| Talisman Energy Inc | 22 659 000 |
| Tambang Batubara Bukit Asam Persero Tbk PT | 1 389 938 |
| Tatneft OAO | 16 199 968 |
| Tenaska Power Fund II LP | A |
| Tenaska Power Fund LP | A |
| Tesoro Corp | 5 278 904 |
| Thai Oil PCL | 3 110 679 |
| TonenGeneral Sekiyu KK | 1 854 426 |
| Total SA | 495 941 086 |
| Tourmaline Oil Corp | 177 710 400 |
| TransCanada Corporation | 79 173 539 |
| TransCanada PipeLines Ltd | 139 452 487 |
| Transocean Ltd | 8 617 447 |
| Tullow Oil PLC | 4 486 414 |
| Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS | 8 975 391 |
| TPG Charley ORRI Co-Invest LP | D |
| TPG Charley Pref Co-Invest LP | H |
| TPG Partners VI LP | B |
| Ultrapar Participacoes SA | 12 319 140 |
| Valero Energy Corp | 14 499 611 |
| Western Refining Inc | 4 375 869 |
| Williams Cos Inc, The | 48 220 746 |
| Wintime Energy Co Ltd | 76 515 |

| Émetteurs | 2014 |
|--------------------------------------|-------------|
| Woodside Petroleum Ltd | 17 611 567 |
| Wuhan Kaidi Electric Power Co Ltd | 70 150 |
| Yang Quan Coal Industry Group Co Ltd | 86 608 |
| Yanzhou Coal Mining Co Ltd | 2 904 753 |

Question 3

Valeur et ventilation des participations de la Caisse dans le secteur du tabac. Évolution depuis 2010.

- Depuis le 31 décembre 2020, la CDPQ ne détient plus de participation dans le secteur du tabac. En effet, la CDPQ a signé, en 2020, le Tobacco-Free Finance Pledge. En 2014, la CDPQ ne possédait aucun titre dans ce secteur en gestion active. Les positions présentées, en 2014, étaient en gestion indicielle. À noter que les données antérieures à 2014 ne sont pas disponibles.

| Émetteurs | 2024 |
|-------------|------|
| Aucun titre | — |

| Émetteurs | 2014 |
|---------------------------------------|--------------------|
| Altria Group Inc | 41 229 750 |
| British American Tobacco Malaysia Bhd | 6 323 983 |
| British American Tobacco PLC | 88 277 380 |
| Eastern Co SAE | — |
| Gudang Garam Tbk PT | 6 398 762 |
| Hanjaya Mandala Sampoerna Tbk PT | — |
| Imperial Brands PLC | 40 986 440 |
| ITC Ltd | 25 601 529 |
| Japan Tobacco Inc | 23 315 372 |
| KT&G Corp | 23 010 478 |
| Lorillard Inc | 21 041 201 |
| Philip Morris International Inc | 99 325 303 |
| Reynolds American Inc | 20 076 664 |
| Souza Cruz SA | 4 971 313 |
| Swedish Match AB | 4 787 385 |
| Total | 405 345 560 |

Question 4

Valeur et ventilation des participations de la Caisse dans le secteur de la santé privée. Évolution depuis 2010.

- Les participations de la CDPQ dans le secteur de la santé privée sont celles des catégories « Technologies des soins de santé », « Services de santé » et « Infrastructures médicales ». À noter que les données antérieures à 2014 ne sont pas disponibles.
- La présentation de la fourchette des valeurs des investissements en 2024 a été modifiée afin de suivre l'évolution de la CDPQ.

VALEUR DES INVESTISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2024 (juste valeur en dollars canadiens)

| | | |
|----------------------|------------------------|--------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 M\$ à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = 3 G\$ et plus |

| Émetteurs | 2024 |
|--|------------|
| 7761210 Canada Inc (Groupe Vision Inc) | A |
| Acadia Healthcare Co Inc | 6 443 783 |
| ACG Bidco Limited | A |
| Alaya Soins Inc | A |
| ANZ Hospital Topco (Healthscope) | A |
| Apollo Hospitals Enterprise Ltd | 10 447 421 |
| Atrys Health SA | A |
| Azalea Parent Corp | A |
| Bangkok Dusit Medical Services PCL | 23 832 566 |
| BCDI Rodeo Dental Investment LLC | A |
| Biogroup Holding SASU | E |
| Blackstone TN Partners LP | B |
| Bumrungrad Hospital PCL | 5 807 050 |
| Chartwell Retirement Residences | 50 575 952 |
| Chemed Corp | 23 392 122 |
| Colisée Care | A |
| Colosseum Dental Group AS | B |
| CORA Health Holdings Corp | A |
| CuraVida GmbH | A |
| CVS Health Corp | 69 083 734 |
| DaVita Inc | 19 415 310 |
| Dental Care Alliance Inc | A |
| Dr Lal PathLabs Ltd | 2 576 802 |

| Émetteurs | 2024 |
|--|-------------|
| Encompass Health Corp | 4 090 787 |
| Ensign Group Inc , The | 20 770 315 |
| Fleury SA | 411 353 |
| Fresenius Medical Care AG | 15 857 594 |
| Gainwell Acquisition Corp | A |
| Grupo de Diagnostico Aries SAPI de CV | A |
| GSH SAS | A |
| HCA Healthcare Inc | 65 980 341 |
| HCA Inc | 170 643 773 |
| IHH Healthcare Bhd | 7 185 907 |
| Image Holdco Pty Ltd | A |
| I-Pulse Inc | A |
| Ivy Co-Investment LP | A |
| Krishna Institute of Medical Sciences Ltd | 3 635 958 |
| Life Healthcare Group Holdings Ltd | 1 423 661 |
| Max Healthcare Institute Ltd | 4 018 380 |
| Metropolis Healthcare Ltd | 13 261 808 |
| Netcare Ltd | 4 749 389 |
| PPV Intermediate Holdings, LLC | A |
| Pro Medicus Ltd | 72 909 447 |
| Prodia Widyahusada Tbk PT | 197 805 |
| Quest Diagnostics Inc | 53 111 967 |
| R1 RCM Inc | A |
| Rainbow Children's Medicare Ltd | 6 025 623 |
| Rede D'Or Sao Luiz SA | 36 693 167 |
| Reverb Holdco GP LLC, Reverb Holdco LP (Medical Solutions LLC) | A |
| Ryman Healthcare (Australia) PTY Ltd | A |
| Sanoptis SARL | D |
| Smile Brands Inc | A |
| Tenet Healthcare Corp | 19 770 140 |
| The Cigna Group | 61 397 356 |
| The Pennant Group Inc | 13 042 337 |
| TST Intermediate Holdings LLC | A |
| Univita Health Holdings Corp | A |
| Veeva Systems Inc | 111 214 120 |
| Waystar Holding Corp | 9 089 683 |

VALEUR DES INVESTISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2014

(juste valeur en dollars canadiens)

| | | | |
|--------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| A = de 0 à 5 M\$ | D = de 30 à 50 M\$ | G = de 150 à 300 M\$ | J = de 1 à 1,5 G\$ |
| B = de 5 à 10 M\$ | E = de 50 à 100 M\$ | H = de 300 à 500 M\$ | K = 1,5 G\$ et plus |
| C = de 10 à 30 M\$ | F = de 100 à 150 M\$ | I = de 500 M\$ à 1 G\$ | |

| Émetteurs | 2014 |
|--|-------------|
| 7761210 Canada Inc | — |
| Aier Eye Hospital Group Co Ltd | — |
| Air Medical Group Holdings Inc | — |
| Air Methods Corp | 8 145 615 |
| American Renal Associates Holdings Inc | — |
| Apollo Hospitals Enterprise Ltd | 2 215 385 |
| Aster DM Healthcare Ltd | — |
| ANZ Hospital Topco (Healthscope) | — |
| Bangkok Dusit Medical Services PCL | 4 836 601 |
| BCDI Rodeo Dental Investment LLC | — |
| Blackstone Health Commitment Partners LP | A |
| Blackstone TN Partners LP | — |
| Bumrungrad Hospital PCL | 4 569 296 |
| Catamaran Corp | 195 893 205 |
| Chemed Corp | 11 239 650 |
| China Resources Medical Holdings Co Ltd | — |
| Cigna Corp | — |
| Collectif Santé Montréal S.E.C. (CHUM) | — |
| CD&R EMSC Co-Investor LP | G |
| CVS Health Corp | — |
| DaVita Inc | 7 316 336 |
| Dr Lal PathLabs Ltd | — |
| DMD Digital Health Connections Group Inc | 49 176 |
| Express Scripts Holding Co | 60 544 876 |
| Fleury SA | — |
| Fresenius Medical Care AG & Co KGaA | 12 402 756 |
| Fresenius SE & Co KGaA | 17 221 217 |
| Guangdong Kanghua Healthcare Co Ltd | — |
| Guangzhou Kingmed Diagnostics Group Co Ltd | — |
| HealthCare Global Enterprises Ltd | — |
| Healthscope Ltd | 1 913 515 |
| HCA Healthcare Inc | — |
| HCA Inc | C |
| Image Holdco Pty Ltd | E |
| IHH Healthcare Bhd | 6 802 515 |
| Laboratoire Eimer SELAS | — |
| Laboratory Corp of America Holdings | 5 123 982 |
| Life Healthcare Group Holdings Ltd | 10 505 998 |
| Mediclinic International PLC | 10 297 376 |
| Meinian Onehealth Healthcare Holdings Co Ltd | — |

| Émetteurs | 2014 |
|---------------------------------------|-------------|
| Metropolis Healthcare Ltd | – |
| Miraca Holdings Inc | 1 860 500 |
| Netcare Ltd | 9 551 384 |
| NMC Health PLC | – |
| Plenary Health Holdings (CCC) Pty Ltd | A |
| Prodia Widyahusada Tbk PT | – |
| Quest Diagnostics Inc | 5 444 824 |
| Ramsay Health Care Ltd | 4 686 572 |
| Ryman Healthcare Ltd | 1 906 752 |
| Services de santé Medisys SEC | C |
| Solutions Extenway Inc | 3 050 207 |
| Sonic Healthcare Ltd | 4 401 623 |
| Tenet Healthcare Corp | 2 799 443 |
| Tivity Health Inc | – |
| Topchoice Medical Corp | – |
| Universal Health Services Inc | 16 691 742 |
| Women's College Partnership | D |

Question 5

Valeur et ventilation des participations de la Caisse dans les forêts amazoniennes. Évolution depuis 2010.

- La CDPQ n'a pas de participation dans les forêts amazoniennes. Nous produisons ici les détentions de la CDPQ dans des compagnies brésiliennes directement ou indirectement liées à la forêt amazonienne à travers leurs opérations, dans les secteurs agroalimentaire et forestier. À noter que les données antérieures à 2014 ne sont pas disponibles.

| Émetteurs | 2024 |
|-------------------------|----------------------|
| BRF SA | 9 312 891 \$ |
| Marfrig Global Foods SA | 703 686 \$ |
| Klabin SA | 4 418 708 \$ |
| Suzano SA | 3 816 489 \$ |
| Total | 18 251 774 \$ |

| Émetteurs | 2014 |
|----------------------------|----------------------|
| BRF SA | 33 586 616 \$ |
| JBS SA | 5 768 924 \$ |
| Klabin SA | 4 722 308 \$ |
| Fibria Celulose SA | 5 677 620 \$ |
| Suzano Papel e Celulose SA | 2 582 808 \$ |
| Total | 52 338 276 \$ |

Question 6

Valeur des participations de la Caisse par pays.

- Liste des participations totales de la CDPQ par pays au 31 décembre 2024. Le système de classification géographique de la CDPQ est basé sur le risque d'exposition économique, soit le pays où se trouve l'établissement principal de l'émetteur.

| Pays | Exposition (CA) | Exposition % |
|-----------------------|------------------------|----------------|
| Canada | 161 995 683 635 | 29,59 % |
| États-Unis | 207 532 953 983 | 37,91 % |
| Europe | 81 564 815 736 | 14,90 % |
| Royaume-Uni | 32 066 009 753 | 5,86 % |
| France | 21 837 507 242 | 3,99 % |
| Allemagne | 10 542 507 115 | 1,93 % |
| Espagne | 3 475 043 978 | 0,63 % |
| Suisse | 3 096 557 790 | 0,57 % |
| Pays-Bas | 2 959 749 507 | 0,54 % |
| Suède | 2 420 568 384 | 0,44 % |
| Luxembourg | 1 399 597 702 | 0,25 % |
| Belgique | 1 156 536 447 | 0,21 % |
| Danemark | 1 089 529 712 | 0,20 % |
| Norvège | 634 383 715 | 0,11 % |
| Irlande | 596 577 334 | 0,11 % |
| Finlande | 325 939 944 | 0,06 % |
| Portugal | 143 363 515 | 0,03 % |
| Autriche | 111 498 155 | 0,02 % |
| Guernesey | 54 626 839 | 0,01 % |
| Jersey | 44 818 699 | 0,01 % |
| Malte | 32 980 731 | 0,01 % |
| Chypre | 10 413 992 | 0,00 % |
| Féroé, Îles | 4 876 623 | 0,00 % |
| Islande | 433 863 | 0,00 % |
| Monaco | 214 315 | 0,00 % |
| Île de Man | 8 093 | 0,00 % |
| Gibraltar | 2 433 | 0,00 % |
| Italie | (438 930 145) | (0,08) % |
| Asie-Pacifique | 57 057 479 612 | 10,42 % |
| Australie | 13 256 066 539 | 2,42 % |
| Inde | 10 234 948 498 | 1,87 % |
| Chine | 8 326 717 003 | 1,52 % |

| Pays | Exposition (CA) | Exposition % |
|---------------------------|-----------------------|---------------|
| Japon | 5 557 633 866 | 1,02 % |
| Émirats Arabes Unis | 5 380 494 913 | 0,98 % |
| Taiwan, Province de Chine | 4 779 495 255 | 0,87 % |
| Indonésie | 2 210 721 928 | 0,40 % |
| Corée, République de | 1 907 559 347 | 0,35 % |
| Singapour | 1 641 229 978 | 0,30 % |
| Hong-Kong | 755 313 722 | 0,14 % |
| Malaisie | 643 059 520 | 0,12 % |
| Qatar | 583 517 018 | 0,11 % |
| Turquie | 388 770 973 | 0,07 % |
| Israël | 336 367 540 | 0,06 % |
| Philippines | 320 623 670 | 0,05 % |
| Thaïlande | 241 021 657 | 0,04 % |
| Nouvelle-Zélande | 64 210 215 | 0,01 % |
| Oman | 60 526 209 | 0,01 % |
| Bahreïn | 55 388 068 | 0,01 % |
| Jordanie | 50 842 084 | 0,01 % |
| Kazakhstan | 49 849 521 | 0,01 % |
| Ouzbékistan | 49 216 572 | 0,01 % |
| Viet Nam | 37 541 477 | 0,01 % |
| Sri Lanka | 37 086 249 | 0,01 % |
| Pakistan | 36 248 155 | 0,01 % |
| Arménie | 31 068 579 | 0,01 % |
| Maldives | 9 729 658 | 0,00 % |
| Mongolie | 8 540 366 | 0,00 % |
| Géorgie | 6 270 884 | 0,00 % |
| Azerbaïdjan | 3 568 156 | 0,00 % |
| Tadjikistan | 3 116 565 | 0,00 % |
| Macao | 15 057 | 0,00 % |
| Iraq | 11 584 | 0,00 % |
| Liban | 11 395 | 0,00 % |
| Koweït | (1 447 597) | 0,00 % |
| Arabie Saoudite | (7 855 012) | 0,00 % |
| Amérique latine | 23 811 134 342 | 4,35 % |
| Brésil | 9 911 336 057 | 1,81 % |
| Mexique | 8 533 132 530 | 1,56 % |
| Colombie | 1 460 756 430 | 0,27 % |
| Dominicaine, République | 1 118 764 505 | 0,20 % |
| Pérou | 1 063 455 413 | 0,19 % |
| Chili | 616 264 716 | 0,11 % |
| Caïmans, Îles | 238 881 336 | 0,04 % |
| Panama | 131 051 557 | 0,02 % |
| Argentine | 119 511 741 | 0,02 % |

| Pays | Exposition (CA) | Exposition % |
|-----------------------------|------------------------|---------------------|
| Paraguay | 108 914 366 | 0,02 % |
| Uruguay | 95 708 225 | 0,02 % |
| El Salvador | 66 211 099 | 0,01 % |
| Costa Rica | 51 059 242 | 0,01 % |
| Équateur | 47 501 675 | 0,01 % |
| Îles Vierges des États-Unis | 44 297 779 | 0,01 % |
| Suriname | 39 353 420 | 0,01 % |
| Guatemala | 32 430 122 | 0,01 % |
| Îles Vierges Britanniques | 31 050 286 | 0,01 % |
| Jamaïque | 30 076 149 | 0,01 % |
| Honduras | 24 274 816 | 0,01 % |
| Grenade | 8 859 435 | 0,00 % |
| Bahamas | 8 839 433 | 0,00 % |
| Venezuela | 8 428 844 | 0,00 % |
| Porto Rico | 7 356 106 | 0,00 % |
| Barbade | 7 142 051 | 0,00 % |
| Trinité-Et-Tobago | 4 174 394 | 0,00 % |
| Bolivie | 2 302 615 | 0,00 % |
| Autres régions | 5 375 478 657 | 0,98 % |
| Afrique du Sud | 1 138 285 502 | 0,21 % |
| Hongrie | 754 908 220 | 0,14 % |
| Roumanie | 548 156 394 | 0,10 % |
| Bermudes | 380 832 296 | 0,07 % |
| Pologne | 377 790 209 | 0,07 % |
| Serbie | 284 345 529 | 0,05 % |
| Côte D'Ivoire | 234 734 298 | 0,04 % |
| Bénin | 196 963 168 | 0,04 % |
| Maroc | 195 610 445 | 0,04 % |
| Sénégal | 167 479 331 | 0,03 % |
| Grèce | 115 104 573 | 0,02 % |
| Bulgarie | 113 787 972 | 0,02 % |
| Égypte | 104 312 270 | 0,02 % |
| Albanie | 97 814 970 | 0,02 % |
| Ukraine | 72 427 384 | 0,01 % |
| Lituanie | 62 567 512 | 0,01 % |
| Angola | 61 736 847 | 0,01 % |
| Tchèque, République | 51 379 077 | 0,01 % |
| Nigéria | 48 808 628 | 0,01 % |
| Tunisie | 44 462 038 | 0,01 % |
| Ghana | 43 549 786 | 0,01 % |
| Gabon | 29 791 147 | 0,01 % |
| Cameroun | 24 674 377 | 0,01 % |
| Éthiopie | 23 862 877 | 0,01 % |

| Pays | Exposition (CA) | Exposition % |
|---------------------------------|------------------------|---------------------|
| Mozambique | 23 417 492 | 0,01 % |
| Maurice | 21 563 881 | 0,00 % |
| République de Macédoine du Nord | 21 136 792 | 0,00 % |
| Togo | 16 718 965 | 0,00 % |
| Cook, Îles | 15 820 200 | 0,00 % |
| Croatie | 15 259 838 | 0,00 % |
| Niger | 15 040 471 | 0,00 % |
| Zambie | 14 381 067 | 0,00 % |
| Kenya | 13 250 786 | 0,00 % |
| Estonie | 11 055 838 | 0,00 % |
| Monténégro | 10 361 226 | 0,00 % |
| Russie, Fédération de* | 8 951 541 | 0,00 % |
| Congo | 8 889 147 | 0,00 % |
| Lettonie | 3 129 214 | 0,00 % |
| Rwanda | 1 817 093 | 0,00 % |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1 300 256 | 0,00 % |
| Pays divers | 10 130 761 552 | 1,85 % |
| Total général | 547 468 307 517 | 100,00 % |

* Les actifs que la CDPQ détient en Russie sont marginaux et sont composés de titres dont elle n'a pas encore pu se départir en raison de l'interdiction pour les investisseurs étrangers de transiger sur la place boursière russe.

Question 7

Sommes et effectifs consacrés à enquêter le dossier de l'exploitation des Ouïghours au Xinjiang de façon à éviter que la Caisse n'ait de participation dans des entreprises ayant recours à du travail forcé.

- Les questions qui touchent les droits de la personne font partie intégrante de l'approche de la CDPQ en investissement durable et nous consacrons des efforts importants à l'analyse de ces enjeux. Adoptée en 2024, notre Politique – Droits de la personne, définit les principes et les priorités de la CDPQ en la matière. De plus, la CDPQ rend public sur son site web un rapport en conformité avec l'article 11 de la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement.
- Pour chacune des transactions potentielles, l'expertise des membres de nos équipes, notamment d'Investissement durable, des Risques et de l'Analyse transversale et géopolitique, est mise à profit afin d'évaluer l'application rigoureuse des critères de durabilité dans nos processus d'investissement. Avant qu'une décision ne soit prise, les conclusions des analyses effectuées sont discutées au sein des comités d'investissement de la CDPQ dans le cadre de leur processus décisionnel.

Question 8

Bilan des participations et sommes injectées dans Ciment McInnis depuis le début de l'implication de la Caisse.

- Le bilan des participations dans Ciment McInnis est présenté au tableau 10 des renseignements additionnels au Rapport annuel 2024, sous le nom de St. Marys Cement Inc.
https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2024_cdpq_renseignements_add.pdf
- Pour des raisons commerciales, la ventilation des sommes injectées dans la société n'est pas disponible.

CIMENT MCINNIS INC – VALEUR DES INVESTISSEMENTS 2024 (juste valeur en dollars canadiens)

| | | |
|----------------------|----------------------|--------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = 3 G\$ et plus |

- La présentation de la fourchette des valeurs des investissements en 2024 a été modifiée afin de suivre l'évolution de la CDPQ.

Valeur des investissements - Charte 2023 et années antérieures

| | | | |
|--------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| A = de 0 à 5 M\$ | D = de 30 à 50 M\$ | G = de 150 à 300 M\$ | J = de 1 à 1,5 G\$ |
| B = de 5 à 10 M\$ | E = de 50 à 100 M\$ | H = de 300 à 500 M\$ | K = 1,5 G\$ et plus |
| C = de 10 à 30 M\$ | F = de 100 à 150 M\$ | I = de 500 M\$ à 1 G\$ | |

| 2024* | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 |
|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A | F | F | F | E | H | H | G | H | G | D |

* Basée sur la fourchette de valeur des investissements modifiée en 2024.

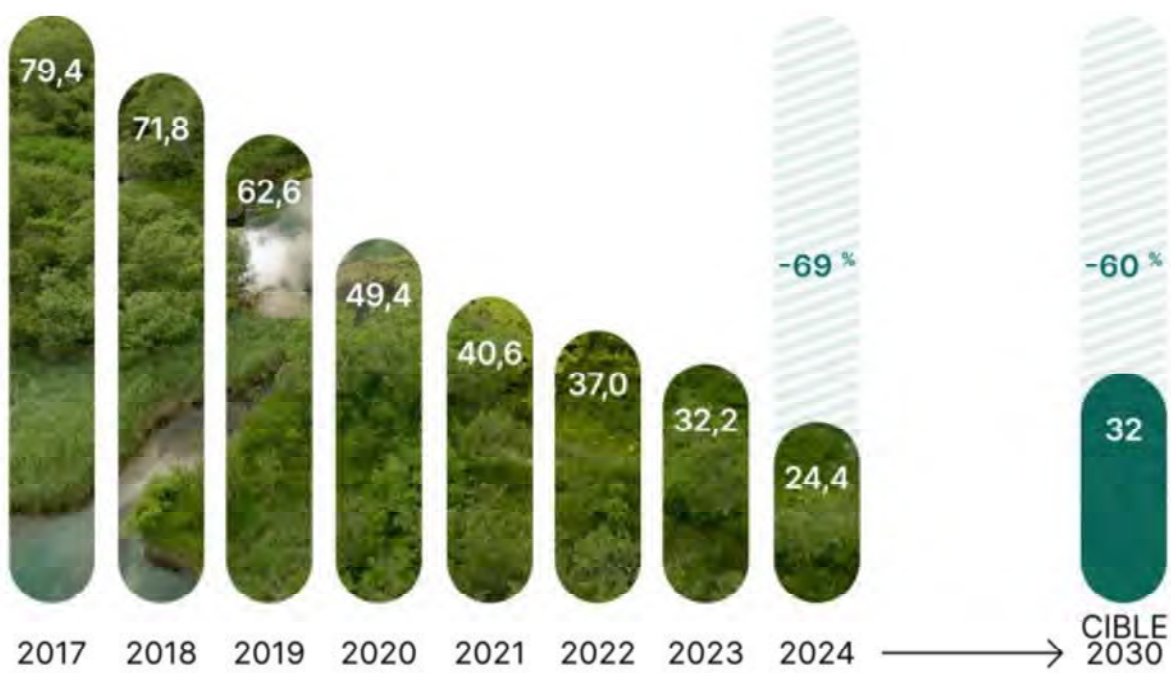
Question 9

Bilan carbone de la Caisse. Évolution depuis 10 ans.

- La CDPQ suit et gère son intensité carbone à la suite de l'établissement, en 2017, de sa stratégie climatique, dont l'ambition a été renouvelée en septembre 2021.
- À ce jour, la CDPQ demeure l'un des rares investisseurs institutionnels à effectuer ce bilan et à se fixer des cibles sur l'ensemble de ses catégories d'actif et portefeuilles.
- À la fin de l'année 2024, la CDPQ a dépassé les cibles qu'elle s'était fixées lors du lancement de sa nouvelle stratégie climatique en 2021.
- En 2024, l'intensité carbone de notre portefeuille global avait diminué de 69 % par rapport à notre point de référence de 2017, surpassant notre cible de 60 % de réduction fixée à l'horizon 2030.

Graphique 4

La CDPQ enregistre une baisse soutenue de l'intensité carbone de son portefeuille (en tCO₂éq/M\$) depuis 2017



Question 10

Veillez indiquer la liste des projets d'investissement de la CDPQ Infra ainsi que les sommes qui leur sont allouées.

| Projet en cours | Investissement |
|---|--|
| Réseau express métropolitain (REM) | Le coût net du projet REM a été évalué à 8,34 G\$ lors de la dernière mise à jour financière en novembre 2024. L'investissement de CDPQ Infra s'élève à 4,97 G\$. |
| TramCité | Un investissement de CDPQ Infra pourrait être confirmé selon l'Entente définitive du projet TramCité dont la signature est prévue en 2027. CDPQ Infra a indiqué considérer un investissement se situant entre 20 % et 30 % du prix cible du projet de réseau de tramway. |
| Alto (Cadence) | Un investissement dans le projet de train à grande vitesse Alto, entre Québec et Toronto, est envisagé, mais aucune somme n'a été confirmée. |

Question 11

Lister pour les 5 dernières années les investissements de la Caisse en Israël ainsi que leur valeur.

Au 31 décembre 2024 (juste valeur en dollars canadiens)

VALEUR DES INVESTISSEMENTS

La fourchette de présentation des valeurs des investissements en 2024 a été modifiée afin de suivre l'évolution de la CDPQ.

| | | |
|----------------------|------------------------|----------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 M\$ à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = de 3 G\$ et plus |

Valeur des investissements - Charte 2023 et années antérieures

| | | | |
|--------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| A = de 0 à 5 M\$ | D = de 30 à 50 M\$ | G = de 150 à 300 M\$ | J = de 1 à 1,5 G\$ |
| B = de 5 à 10 M\$ | E = de 50 à 100 M\$ | H = de 300 à 500 M\$ | K = 1,5 G\$ et plus |
| C = de 10 à 30 M\$ | F = de 100 à 150 M\$ | I = de 500 M\$ à 1 G\$ | |

- Le système de classification géographique de la CDPQ est basé sur le pays où se trouve l'établissement principal de l'émetteur.
- À l'exception des fonds (Claridge, Vintage), les placements détenus en 2024 sont réalisés par le biais de la gestion de portefeuille externe en Marchés Boursiers.
- Les placements détenus antérieurement à 2024 sont réalisés par le biais de la gestion indiciaire et systématique.

| Émetteurs | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Azrieli Group Ltd | - | - | 6 540 769 \$ | 32 545 \$ | 1 496 260 \$ |
| Bank Hapoalim BM | - | 739 033 \$ | 2 021 347 \$ | 4 142 648 \$ | 1 658 256 \$ |
| Bank Leumi Le-Israel BM | - | 66 303 \$ | 2 552 812 \$ | 359 683 \$ | 1 889 092 \$ |
| Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd | - | - | 7 440 499 \$ | - | - |
| Check Point Software Technologies Ltd | - | 99 407 774 \$ | 26 025 177 \$ | 41 386 246 \$ | 1 837 879 \$ |
| Claridge Israël II SEC | A | E | D | D | - |

| Émetteurs | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|---------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| Claridge Israël SEC | B | G | G | G | F |
| CyberArk Software Ltd | - | - | - | - | 366 441 \$ |
| Elbit Systems Ltd | - | - | - | - | 1 096 425 \$ |
| ICL Group Ltd | - | 4 192 267 \$ | 18 609 321 \$ | 93 854 \$ | 3 091 920 \$ |
| Inmode Ltd | - | - | - | 4 858 846 \$ | - |
| Israel Discount Bank Ltd | - | - | 456 693 \$ | 2 548 240 \$ | 831 897 \$ |
| Mizrahi Tefahot Bank Ltd | - | - | 1 273 032 \$ | 151 120 \$ | 729 375 \$ |
| Nice Ltd | 6 017 113 \$ | 267 253 \$ | 20 090 662 \$ | 4 437 149 \$ | 1 654 121 \$ |
| Tower Semiconductor Ltd | - | - | 12 552 544 \$ | - | - |
| Vintage Co-Investment fund III | - | - | - | C | A |
| Vintage Fund of Funds VI (Israel) LP | A | A | A | A | - |
| Vintage Growth Fund III LP | A | C | C | - | - |
| Vintage Secondary Fund II (Cayman) LP | A | B | B | C | C |
| Vintage Secondary Fund III (Cayman) LP | A | C | C | D | D |
| Vintage Secondary Fund IV LP | A | E | F | F | E |
| Vintage Secondary Fund V LP | A | C | A | - | - |
| Wix.com Ltd | 18 242 102 \$ | 599 057 \$ | - | - | 149 990 \$ |
| ZIM Integrated Shipping Services Ltd | - | - | 4 406 769 \$ | - | - |

Question 12

Relativement à l'indice de référence de la CDPQ

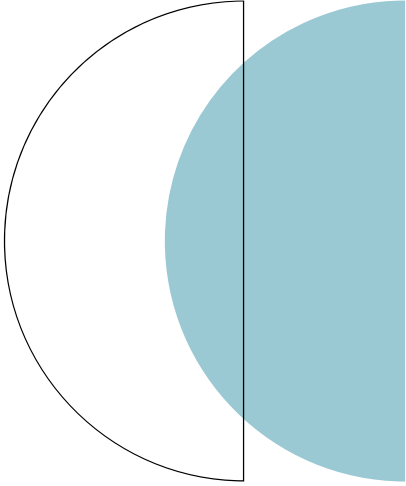
- a) Fournir la documentation explicitant les modalités de son établissement
 - b) Fournir les analyses justifiant l'évolution de sa composition depuis 5 ans
-

a) Fournir la documentation explicitant les modalités de son établissement

- L'indice de référence de la CDPQ est un composite des indices des différents portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, pondéré par les poids cibles des déposants pour ces portefeuilles.

b) Fournir les analyses justifiant l'évolution de sa composition depuis 5 ans

- Le rapport GIPS disponible sur le site web de la CDPQ et intégré au Rapport annuel 2024 détaille l'évolution de chacun des indices de référence des portefeuilles spécialisés de la CDPQ au cours des 10 dernières années à la section « 3. Indice de référence ».
https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2024_cdpq_rapport_annuel.pdf



4. Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Question 71

Nom des membres de la direction, postes occupés, rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et prestations de retraite) et avantages sociaux.

TABEAU 39

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA CDPQ ET DES CINQ DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS QUI ASSUMENT OU ONT ASSUMÉ DES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION À LA CDPQ POUR LES ANNÉES 2022 À 2024

Le tableau sommaire de la rémunération présente la rémunération globale sur une base octroyée. En particulier, on y trouve la rémunération variable octroyée pour l'année, répartie entre la portion versée et différée. La rémunération globale octroyée permet de mieux comprendre son alignement sur la performance de la CDPQ.

| Nom et poste principal | Exercice (année) | Rémunération de base versée ¹ A | Rémunération variable versée à l'égard de l'année ² B | Rémunération variable différée à l'égard de l'année ² C | Rémunération variable octroyée à l'égard de l'année D=B+C | Cotisations aux régimes de retraite assumées par la CDPQ E | Autres avantages versés ou accordés ³ F | Rémunération globale octroyée pour l'année G=A+D+E+F |
|---|------------------|---|---|---|--|---|---|---|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2024 | 550 000 \$ | 2 160 000 \$ | 2 160 000 \$ | 4 320 000 \$ | 22 869 \$ | 54 603 \$ | 4 947 472 \$ |
| | 2023 | 550 000 \$ | 1 747 800 \$ | 2 136 200 \$ | 3 884 000 \$ | 22 215 \$ | 51 670 \$ | 4 507 885 \$ |
| | 2022 | 550 000 \$ | 1 611 450 \$ | 1 969 550 \$ | 3 581 000 \$ | 21 016 \$ | 53 138 \$ | 4 205 154 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2024 | 479 712 \$ | 1 015 625 \$ | 859 375 \$ | 1 875 000 \$ | 22 869 \$ | 44 390 \$ | 2 421 971 \$ |
| | 2023 | 465 000 \$ | 787 500 \$ | 962 500 \$ | 1 750 000 \$ | 22 215 \$ | 41 370 \$ | 2 278 585 \$ |
| | 2022 | 464 712 \$ | 675 000 \$ | 825 000 \$ | 1 500 000 \$ | 21 016 \$ | 40 788 \$ | 2 026 516 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2024 | 500 000 \$ | 95 171 \$ | 1 661 829 \$ | 1 757 000 \$ | 22 869 \$ | 44 676 \$ | 2 324 545 \$ |
| | 2023 | 502 997 \$ | s.o. | 2 400 000 \$ | 2 400 000 \$ | 22 215 \$ | 40 919 \$ | 2 966 131 \$ |
| | 2022 | 425 000 € | 149 000 € | 1 341 000 € | 1 490 000 € | 13 618 € | 7 940 € | 1 936 558 € |
| Martin Longchamps ⁴ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2024 | 464 712 \$ | 938 708 \$ | 794 292 \$ | 1 733 000 \$ | 22 869 \$ | 43 825 \$ | 2 264 406 \$ |
| | 2023 | 450 000 \$ | 587 250 \$ | 717 750 \$ | 1 305 000 \$ | 22 215 \$ | 42 426 \$ | 1 819 641 \$ |
| | 2022 | 51 923 \$ | s.o. | 215 000 \$ | 215 000 \$ | 2 425 \$ | 5 081 \$ | 274 429 \$ |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2024 | 449 519 \$ | 863 417 \$ | 730 583 \$ | 1 594 000 \$ | 22 869 \$ | 41 207 \$ | 2 107 595 \$ |
| | 2023 | 425 000 \$ | 600 750 \$ | 734 250 \$ | 1 335 000 \$ | 22 215 \$ | 39 068 \$ | 1 821 283 \$ |
| | 2022 | 424 808 \$ | 250 000 \$ | 1 000 000 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 38 635 \$ | 1 734 459 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2024 | 449 038 \$ | 796 792 \$ | 674 208 \$ | 1 471 000 \$ | 22 869 \$ | 42 704 \$ | 1 985 611 \$ |
| | 2023 | 400 000 \$ | 607 500 \$ | 742 500 \$ | 1 350 000 \$ | 22 215 \$ | 37 228 \$ | 1 809 443 \$ |
| | 2022 | 399 519 \$ | 562 500 \$ | 687 500 \$ | 1 250 000 \$ | 21 016 \$ | 59 657 \$ | 1 730 192 \$ |

1. La rémunération de base versée correspond au salaire de base réellement versé selon les périodes de paie, dont le nombre peut varier d'une année à l'autre.
2. Comme mentionné à la page 82 du présent rapport, ainsi que le prévoit le programme de rémunération variable, les membres de la haute direction ont l'obligation de différer une partie de leur rémunération variable octroyée. La rémunération variable différée inclut également toute portion différée de façon optionnelle.
3. Les montants indiqués comprennent les parts de l'employeur pour les primes d'assurance collective, les avantages particuliers et le bilan de santé.
4. Pour M. Longchamps, à la rémunération globale de 2024 s'ajoute un montant compensatoire de 850 000 \$ qu'il avait choisi de coinvestir. Ce montant est donc augmenté du rendement CDPQ de 2023.

TABLEAU 40

**SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE DIFFÉRÉE VERSÉE DANS L'ANNÉE 2024
DES PERSONNES NOMMÉES AU TABLEAU 39**

| Nom et poste principal | Exercice antérieur (année) | Rémunération variable différée ¹ | Rendement cumulatif au moment du paiement | Rémunération variable différée antérieure décaissée en 2024 ² |
|---|----------------------------|---|---|--|
| Charles Emond Président et chef de la direction | 2021 | 2 090 000 \$ | 113 844 \$ | 2 203 844 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 2021 | 907 500 \$ | 49 432 \$ | 956 932 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 2021 | 1 325 000 \$ | 72 174 \$ | 1 397 174 \$ |
| Martin Longchamps ³ Premier vice-président et chef du Placement privé | 2021 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 2021 | 978 800 \$ | 53 316 \$ | 1 032 116 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 2021 | 406 350 \$ | 22 134 \$ | 428 484 \$ |

- Les montants indiqués au tableau réfèrent à la portion de la rémunération variable octroyée de l'année 2021 différée sur une période de trois ans qui a été versée à ces personnes en 2024. Ces montants, comme exigé par la Loi de l'impôt sur le revenu, doivent être décaissés au plus tard après trois ans.
- La rémunération variable différée antérieure décaissée inclut le rendement gagné pendant la période de trois ans. Ce rendement correspond au rendement global absolu moyen de la CDPQ exprimé en pourcentage, conformément à celui publié par la CDPQ, et composé sur une période de trois ans.
- Ce dirigeant a commencé à participer au programme de rémunération variable en 2022.

TABLEAU 43

**MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION GLOBALE DES PERSONNES NOMMÉES
AU TABLEAU 39 POUR L'ANNÉE 2024¹**

| Poste principal | Rémunération globale maximale selon le marché de référence ² | Rémunération globale octroyée en 2024 ³ |
|---|---|--|
| Président et chef de la direction | 6 250 000 \$ | 4 947 472 \$ |
| Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 4 561 275 \$ | 2 421 971 \$ |
| Premier vice-président et chef des Infrastructures | 3 854 500 \$ | 2 324 545 \$ |
| Premier vice-président et chef du Placement privé | 3 934 300 \$ | 2 264 406 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe, Québec | 3 934 300 \$ | 2 107 595 \$ |
| Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 3 905 400 \$ | 1 985 611 \$ |

- Willis Towers Watson, *Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération globale au marché*, CDPQ, 2024.
- Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération globale observé au 75^e rang centile de son marché de référence a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement.
- Ces montants reflètent la rémunération globale octroyée en 2024 (tableau 39, colonne G). Cette rémunération a été octroyée pour un rendement annualisé sur cinq ans (2020 à 2024).

SOMMAIRE DE LA RETRAITE POUR L'ANNÉE 2024 DES PERSONNES NOMMÉES AU TABLEAU 39

Le tableau suivant présente le détail des valeurs reconnues aux fins des états financiers pour les dirigeantes et dirigeants qui participent à un régime à prestations déterminées¹.

| Nom et poste principal | Prestations annuelles payables ³ | | | Régime supplémentaire | | | |
|---|---|------------------------|------------|---|---|---|---|
| | Années décomptées ² (nombre) | À la fin de l'exercice | À 65 ans | Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice ⁴ | Variation attribuable à des éléments rémunérateurs ⁵ | Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs ⁶ | Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ⁴ |
| Charles Emond Président et chef de la direction | 5,9 | 70 600 \$ | 275 500 \$ | 589 500 \$ | 167 300 \$ | 35 300 \$ | 792 100 \$ |
| Vincent Delisle Premier vice-président et chef des Marchés liquides | 4,4 | 42 300 \$ | 138 300 \$ | 322 500 \$ | 92 700 \$ | 16 400 \$ | 431 600 \$ |
| Emmanuel Jaclot Premier vice-président et chef des Infrastructures | 5,4 | 70 200 \$ | 311 700 \$ | 418 200 \$ | 71 400 \$ | 20 600 \$ | 510 200 \$ |
| Martin Longchamps Premier vice-président et chef du Placement privé | 2,1 | 19 800 \$ | 150 000 \$ | 97 300 \$ | 85 400 \$ | 8 700 \$ | 191 400 \$ |
| Kim Thomassin Première vice-présidente et cheffe, Québec | 7,9 | 106 900 \$ | 268 900 \$ | 999 600 \$ | 182 200 \$ | 51 500 \$ | 1 233 300 \$ |
| Rana Ghorayeb Première vice-présidente et cheffe de l'Immobilier | 12,3 | 111 000 \$ | 234 700 \$ | 782 200 \$ | 202 200 \$ | 39 500 \$ | 1 023 900 \$ |

1. Le tableau ci-dessus présente la variation de la valeur des rentes du régime de retraite conformément aux règles comptables. Ces valeurs sont présentées à titre informatif.
2. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.
3. Les prestations annuelles sont équivalentes à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.
4. Les obligations n'incluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé.e sont versées à Retraite Québec, qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la CDPQ était de 22 869 \$ par personne en 2024, comme indiqué au sommaire de la rémunération (tableau 39, colonne E).
5. La variation attribuable à des éléments rémunérateurs comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée ou des modifications au régime.
6. La variation attribuable à des éléments non rémunérateurs comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.

Question 72

Pour chaque classe d'emploi, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable?

Depuis 2010, un programme de rémunération variable a été mis en œuvre. En 2022, certains indicateurs ont été ajustés comme ci-après :

Employé.e.s – investissement

- Performance individuelle
- Rendement des portefeuilles et réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

Employé.e.s – non-investissement

- Performance individuelle
- Réalisation des plans d'affaires sectoriels
- Rendement CDPQ et réalisation du plan stratégique

Tous les détails de ce programme sont décrits dans le Rapport sur la politique de rémunération (publié à la page 81 du Rapport annuel 2024).

GRAPHIQUE 32

COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE



Question 73

Pour la Caisse, indiquer le nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés.

| Année | Employé.e.s ¹ | Responsables d'équipe | Ratio |
|-------|--------------------------|-----------------------|--------|
| 2024 | 2 198 | 405 | 18,4 % |

1. Le nombre de responsables d'équipe est inclus dans le total d'employé.e.s.

Question 74

Détails de chacun des régimes de retraite offerts aux employés de la Caisse (capitalisation au 31 mars 2024, ratio de la contribution employé/employeur, etc.).

BUREAUX DU CANADA

- En fonction du poste occupé, le personnel établi au Canada peut être admissible à participer aux régimes de retraite à prestations déterminées suivants; le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et le Régime additionnel de retraite (RAR). De plus, les membres de la haute direction participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD).

Employé.e.s du Canada au 31 décembre 2024

| Régime de retraite | Ratio de la contribution employé.e / employeur |
|---------------------------|---|
| RREGOP | 50 % / 50 % |
| RRPE | 50 % / 50 % |
| RAR | Régime non contributif |
| RSRCD | Régime non contributif |

BUREAUX DANS LE MONDE

- À part CDPQ London et CDPQ New York, les entités à l'international participent seulement aux régimes d'État. À Londres, un régime à cotisations déterminées est offert aux employé.e.s. La cotisation est obligatoire pour l'employeur et facultative pour l'employé.e. Pour le bureau de New York, les employé.e.s peuvent participer à un régime de type « Simple IRA », qui est aussi un régime à cotisations déterminées. La participation est facultative et elle est renouvelable chaque année.

Employé.e.s à l'international au 31 décembre 2024

| | Régime de retraite | Ratio de la contribution employé.e / employeur |
|----------------------|---------------------------|--|
| CDPQ London | Cotisations déterminées | Contribution obligatoire de l'employeur Cotisation volontaire pour l'employé.e |
| CDPQ New York | « Simple IRA » | L'employeur contribue au même pourcentage que l'employé.e jusqu'au maximum permis par la loi |

Question 75

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille, pour chacune des dix dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.

Actif total de la CDPQ au Québec par catégorie de portefeuille au 31 décembre (en milliards de dollars)

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Actions ⁽¹⁾ | 37,9 | 34,4 | 29,6 | 30,4 | 25,0 |
| Revenu fixe ⁽²⁾ | 39,8 | 39,3 | 37,1 | 37,3 | 33,8 |
| Immobilier | 5,3 | 5,3 | 5,0 | 4,6 | 4,8 |
| Infrastructures | 10,5 | 8,5 | 6,7 | 5,7 | 4,7 |
| Actif total de la CDPQ au Québec ⁽³⁾ | 93,5 | 87,5 | 78,4 | 78,0 | 68,3 |
| Secteur privé | 75,6 | 69,6 | 62,2 | 60,2 | 50,0 |
| Secteur public | 17,9 | 17,9 | 16,2 | 17,8 | 18,4 |
| Total | 93,5 | 87,5 | 78,4 | 78,0 | 68,3 |
| | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
| Actions ⁽¹⁾ | 21,9 | 18,9 | 20,3 | 16,7 | 15,8 |
| Revenu fixe ⁽²⁾ | 33,8 | 34,6 | 34,9 | 34,7 | 36,8 |
| Immobilier | 6,8 | 6,8 | 6,6 | 6,2 | 6,2 |
| Infrastructures | 4,2 | 3,5 | 1,6 | 1,2 | 0,9 |
| Actif total de la CDPQ au Québec ⁽³⁾ | 66,7 | 63,8 | 63,4 | 58,8 | 59,7 |
| Secteur privé | 47,6 | 44,3 | 42,5 | 36,9 | 33,5 |
| Secteur public | 19,1 | 19,5 | 20,9 | 21,9 | 26,2 |
| Total | 66,7 | 63,8 | 63,4 | 58,8 | 59,7 |

⁽¹⁾ Composé de Placements privés et Marchés boursiers

⁽²⁾ Inclut les titres de dettes immobilières

⁽³⁾ Les écarts possibles dans les totaux s'expliquent par les arrondissements

Méthodologie de classification des placements

- Pour décider si un actif est québécois, la CDPQ utilise le lieu du siège social de la société et de sa société mère, le cas échéant, ou de l'émetteur de titres, soit l'emplacement géographique des biens immobiliers ou de l'actif. Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certaines limitations. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

Question 76

Évolution des placements de la Caisse au Québec, au cours des dix dernières années. Ventiler par catégorie d'actifs, et préciser le secteur (privé ou public). Pour chaque variation annuelle, mentionner la part attribuable au rendement et la part attribuable aux achats et aux ventes de placements.

**Actif total de la CDPQ au Québec par catégorie de portefeuille
au 31 décembre
(en milliards de dollars)**

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Actions ⁽¹⁾ | 37,9 | 34,4 | 29,6 | 30,4 | 25,0 |
| Revenu fixe ⁽²⁾ | 39,8 | 39,3 | 37,1 | 37,3 | 33,8 |
| Immobilier | 5,3 | 5,3 | 5,0 | 4,6 | 4,8 |
| Infrastructures | 10,5 | 8,5 | 6,7 | 5,7 | 4,7 |
| Actif total de la CDPQ au Québec ⁽³⁾ | 93,5 | 87,5 | 78,4 | 78,0 | 68,3 |
| Secteur privé | 75,6 | 69,6 | 62,2 | 60,2 | 50,0 |
| Secteur public | 17,9 | 17,9 | 16,2 | 17,8 | 18,4 |
| Total | 93,5 | 87,5 | 78,4 | 78,0 | 68,3 |
| | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
| Actions ⁽¹⁾ | 21,9 | 18,9 | 20,3 | 16,7 | 15,8 |
| Revenu fixe ⁽²⁾ | 33,8 | 34,6 | 34,9 | 34,7 | 36,8 |
| Immobilier | 6,8 | 6,8 | 6,6 | 6,2 | 6,2 |
| Infrastructures | 4,2 | 3,5 | 1,6 | 1,2 | 0,9 |
| Actif total de la CDPQ au Québec ⁽³⁾ | 66,7 | 63,8 | 63,4 | 58,8 | 59,7 |
| Secteur privé | 47,6 | 44,3 | 42,5 | 36,9 | 33,5 |
| Secteur public | 19,1 | 19,5 | 20,9 | 21,9 | 26,2 |
| Total | 66,7 | 63,8 | 63,4 | 58,8 | 59,7 |

⁽¹⁾ Composé de Placements privés et Marchés boursiers

⁽²⁾ Inclut les titres de dettes immobilières

⁽³⁾ Les écarts possibles dans les totaux s'expliquent par les arrondissements

Question 77

Donner le rendement réalisé par la Caisse sur ses actifs québécois, au cours des dix dernières années; ventilation par catégorie d'actifs.

- Les activités détaillées de la CDPQ au Québec sont présentées dans la section Présence de la CDPQ au Québec, à partir de la page 51 de son Rapport annuel 2024. https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2024_cdpq_rapport_annuel.pdf
- Les rendements de la CDPQ sont présentés par grande catégorie d'actif et par portefeuille spécialisé. Pour des raisons de compétitivité, la CDPQ ne divulgue pas de rendements pour un actif spécifique, un secteur d'activités ou une région géographique en particulier.

Question 78

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille, pour chacune des dix dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.

VENTILATION DES PLACEMENTS (Canada et hors Canada)
au 31 décembre
(Juste valeur - en millions de dollars)

| PLACEMENTS | 2024 | | | 2023 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 671 | 1 279 | 1 950 | 674 | 1 885 | 2 559 |
| Obligations | 66 761 | 58 254 | 125 015 | 56 283 | 34 524 | 90 807 |
| Actions et valeurs convertibles | 31 143 | 126 962 | 158 105 | 29 080 | 117 960 | 147 040 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 15 054 | 41 702 | 56 756 | 14 090 | 43 880 | 57 970 |
| Placements de dettes immobilières | 15 332 | 7 383 | 22 715 | 15 847 | 6 664 | 22 511 |
| Placements privés | 9 958 | 58 600 | 68 558 | 8 709 | 51 309 | 60 018 |
| Placements d'infrastructures | 11 833 | 51 046 | 62 879 | 9 420 | 44 708 | 54 128 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 319 | 43 597 | 47 916 | 4 079 | 36 492 | 40 571 |
| Placements de fonds de couverture | 454 | 8 805 | 9 259 | 247 | 7 262 | 7 509 |
| Placements de marchés boursiers | 6 152 | 463 | 6 615 | 4 782 | 564 | 5 346 |
| Total des placements à long terme | 161 677 | 398 091 | 559 768 | 143 211 | 345 248 | 488 459 |
| Équivalents de trésorerie | 40 | - | 40 | 100 | - | 100 |
| Valeurs à court terme | 1 000 | 391 | 1 391 | 675 | 285 | 960 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 283 | 1 445 | 1 728 | 15 383 | - | 15 383 |
| Total des placements à court terme | 1 323 | 1 836 | 3 159 | 16 158 | 285 | 16 443 |
| Total | 163 000 | 399 927 | 562 927 | 159 369 | 345 533 | 504 902 |
| Pondération | 29% | 71% | 100% | 32% | 68% | 100% |

| PLACEMENTS | 2022 | | | 2021 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 940 | 1 126 | 2 066 | 876 | 1 446 | 2 322 |
| Obligations | 45 262 | 37 729 | 82 991 | 52 700 | 33 153 | 85 853 |
| Actions et valeurs convertibles | 26 189 | 106 492 | 132 681 | 30 147 | 125 851 | 155 998 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 13 218 | 44 395 | 57 613 | 13 217 | 39 412 | 52 629 |
| Placements de dettes immobilières | 16 291 | 4 747 | 21 038 | 16 863 | 3 673 | 20 536 |
| Placements privés | 7 525 | 52 381 | 59 906 | 6 973 | 47 443 | 54 416 |
| Placements d'infrastructures | 7 587 | 40 913 | 48 500 | 6 298 | 31 437 | 37 735 |
| Placements de titres à revenu fixe | 3 341 | 31 845 | 35 186 | 3 629 | 25 088 | 28 717 |
| Placements de fonds de couverture | - | 5 787 | 5 787 | - | 4 196 | 4 196 |
| Placements de marchés boursiers | 3 784 | 365 | 4 149 | 3 289 | 658 | 3 947 |
| Total des placements à long terme | 124 137 | 325 780 | 449 917 | 133 992 | 312 357 | 446 349 |
| Équivalents de trésorerie | 75 | - | 75 | 1 502 | - | 1 502 |
| Valeurs à court terme | 1 217 | 1 672 | 2 889 | 412 | 193 | 605 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 14 076 | - | 14 076 | 14 255 | 3 446 | 17 701 |
| Total des placements à court terme | 15 368 | 1 672 | 17 040 | 16 169 | 3 639 | 19 808 |
| Total | 139 505 | 327 452 | 466 957 | 150 161 | 315 996 | 466 157 |
| Pondération | 30% | 70% | 100% | 32% | 68% | 100% |

| PLACEMENTS | 2020 | | | 2019 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 979 | 1 380 | 2 359 | 742 | 1 273 | 2 015 |
| Obligations | 60 347 | 28 507 | 88 854 | 60 364 | 30 313 | 90 677 |
| Actions et valeurs convertibles | 34 052 | 112 069 | 146 121 | 33 649 | 105 930 | 139 579 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 13 380 | 31 780 | 45 160 | 17 975 | 31 019 | 48 994 |
| Placements de dettes immobilières | 15 261 | 2 232 | 17 493 | 14 290 | 1 197 | 15 487 |
| Placements privés | 7 680 | 32 819 | 40 499 | 4 872 | 27 045 | 31 917 |
| Placements d'infrastructures | 5 417 | 20 164 | 25 581 | 3 737 | 19 167 | 22 904 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 902 | 19 234 | 24 136 | 4 809 | 14 592 | 19 401 |
| Placements de fonds de couverture | - | 3 886 | 3 886 | 77 | 4 345 | 4 422 |
| Placements de marchés boursiers | 2 869 | 1 614 | 4 483 | 1 039 | 2 230 | 3 269 |
| Total des placements à long terme | 144 887 | 253 685 | 398 572 | 141 554 | 237 111 | 378 665 |
| Équivalents de trésorerie | 1 389 | - | 1 389 | 128 | - | 128 |
| Valeurs à court terme | 395 | 39 | 434 | 64 | 74 | 138 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 4 557 | 1 026 | 5 583 | 12 | 3 524 | 3 536 |
| Total des placements à court terme | 6 341 | 1 065 | 7 406 | 204 | 3 598 | 3 802 |
| Total | 151 228 | 254 750 | 405 978 | 141 758 | 240 709 | 382 467 |
| Pondération | 37% | 63% | 100% | 37% | 63% | 100% |

| PLACEMENTS | 2018 | | | 2017 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 793 | 1 356 | 2 149 | 1 129 | 1 457 | 2 586 |
| Obligations | 49 724 | 20 286 | 70 010 | 67 272 | 13 433 | 80 705 |
| Actions et valeurs convertibles | 29 670 | 97 154 | 126 824 | 35 355 | 98 319 | 133 674 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 18 343 | 32 228 | 50 571 | 17 518 | 26 210 | 43 728 |
| Placements de dettes immobilières | 13 395 | - | 13 395 | 11 991 | - | 11 991 |
| Placements privés | 2 989 | 23 286 | 26 275 | 3 951 | 15 794 | 19 745 |
| Placements d'infrastructures | 2 991 | 16 586 | 19 577 | 1 138 | 10 301 | 11 439 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 019 | 11 924 | 15 943 | 3 405 | 6 696 | 10 101 |
| Placements de fonds de couverture | 108 | 5 501 | 5 609 | 109 | 3 889 | 3 998 |
| Placements de marchés boursiers | 1 041 | 1 753 | 2 794 | 937 | 1 582 | 2 519 |
| Total des placements à long terme | 123 073 | 210 074 | 333 147 | 142 805 | 177 681 | 320 486 |
| Équivalents de trésorerie | 360 | - | 360 | - | - | - |
| Valeurs à court terme | 116 | 106 | 222 | 118 | 158 | 276 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 4 540 | 3 735 | 8 275 | 4 583 | 5 705 | 10 288 |
| Total des placements à court terme | 5 016 | 3 841 | 8 857 | 4 701 | 5 863 | 10 564 |
| Total | 128 089 | 213 915 | 342 004 | 147 506 | 183 544 | 331 050 |
| Pondération | 37% | 63% | 100% | 45% | 55% | 100% |

| PLACEMENTS | 2016 | | | 2015 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 1 280 | 1 212 | 2 492 | 1 277 | 1 727 | 3 004 |
| Obligations | 63 602 | 15 740 | 79 342 | 66 889 | 13 426 | 80 315 |
| BTAA | 3 970 | - | 3 970 | 4 612 | - | 4 612 |
| Actions et valeurs convertibles | 33 471 | 91 029 | 124 500 | 29 893 | 84 493 | 114 386 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 18 292 | 23 055 | 41 347 | 17 410 | 21 289 | 38 699 |
| Placements de dettes immobilières | 11 559 | - | 11 559 | 10 982 | - | 10 982 |
| Placements privés | 3 053 | 10 453 | 13 506 | 2 262 | 7 628 | 9 890 |
| Placements d'infrastructures | 1 121 | 10 379 | 11 500 | 858 | 10 245 | 11 103 |
| Placements de titres à revenu fixe | 762 | 3 279 | 4 041 | 339 | 1 033 | 1 372 |
| Placements de fonds de couverture | 118 | 4 220 | 4 338 | 58 | 2 336 | 2 394 |
| Placements de marchés boursiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des placements à long terme | 137 228 | 159 367 | 296 595 | 134 580 | 142 177 | 276 757 |
| Équivalents de trésorerie | 998 | 242 | 1 240 | 2 245 | - | 2 245 |
| Valeurs à court terme | 649 | 899 | 1 548 | 744 | 657 | 1 401 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 5 895 | 3 597 | 9 492 | 2 742 | 3 700 | 6 442 |
| Total des placements à court terme | 7 542 | 4 738 | 12 280 | 5 731 | 4 357 | 10 088 |
| Total | 144 770 | 164 105 | 308 875 | 140 311 | 146 534 | 286 845 |
| Pondération | 47% | 53% | 100% | 49% | 51% | 100% |

Question 79

Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille, pour chacune des dix dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classier les placements.

VENTILATION DES PLACEMENTS (Canada et hors Canada)
au 31 décembre
(Juste valeur - en millions de dollars)

| PLACEMENTS | 2024 | | | 2023 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 671 | 1 279 | 1 950 | 674 | 1 885 | 2 559 |
| Obligations | 66 761 | 58 254 | 125 015 | 56 283 | 34 524 | 90 807 |
| Actions et valeurs convertibles | 31 143 | 126 962 | 158 105 | 29 080 | 117 960 | 147 040 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 15 054 | 41 702 | 56 756 | 14 090 | 43 880 | 57 970 |
| Placements de dettes immobilières | 15 332 | 7 383 | 22 715 | 15 847 | 6 664 | 22 511 |
| Placements privés | 9 958 | 58 600 | 68 558 | 8 709 | 51 309 | 60 018 |
| Placements d'infrastructures | 11 833 | 51 046 | 62 879 | 9 420 | 44 708 | 54 128 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 319 | 43 597 | 47 916 | 4 079 | 36 492 | 40 571 |
| Placements de fonds de couverture | 454 | 8 805 | 9 259 | 247 | 7 262 | 7 509 |
| Placements de marchés boursiers | 6 152 | 463 | 6 615 | 4 782 | 564 | 5 346 |
| Total des placements à long terme | 161 677 | 398 091 | 559 768 | 143 211 | 345 248 | 488 459 |
| Équivalents de trésorerie | 40 | - | 40 | 100 | - | 100 |
| Valeurs à court terme | 1 000 | 391 | 1 391 | 675 | 285 | 960 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 283 | 1 445 | 1 728 | 15 383 | - | 15 383 |
| Total des placements à court terme | 1 323 | 1 836 | 3 159 | 16 158 | 285 | 16 443 |
| Total | 163 000 | 399 927 | 562 927 | 159 369 | 345 533 | 504 902 |
| Pondération | 29% | 71% | 100% | 32% | 68% | 100% |

| PLACEMENTS | 2022 | | | 2021 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 940 | 1 126 | 2 066 | 876 | 1 446 | 2 322 |
| Obligations | 45 262 | 37 729 | 82 991 | 52 700 | 33 153 | 85 853 |
| Actions et valeurs convertibles | 26 189 | 106 492 | 132 681 | 30 147 | 125 851 | 155 998 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 13 218 | 44 395 | 57 613 | 13 217 | 39 412 | 52 629 |
| Placements de dettes immobilières | 16 291 | 4 747 | 21 038 | 16 863 | 3 673 | 20 536 |
| Placements privés | 7 525 | 52 381 | 59 906 | 6 973 | 47 443 | 54 416 |
| Placements d'infrastructures | 7 587 | 40 913 | 48 500 | 6 298 | 31 437 | 37 735 |
| Placements de titres à revenu fixe | 3 341 | 31 845 | 35 186 | 3 629 | 25 088 | 28 717 |
| Placements de fonds de couverture | - | 5 787 | 5 787 | - | 4 196 | 4 196 |
| Placements de marchés boursiers | 3 784 | 365 | 4 149 | 3 289 | 658 | 3 947 |
| Total des placements à long terme | 124 137 | 325 780 | 449 917 | 133 992 | 312 357 | 446 349 |
| Équivalents de trésorerie | 75 | - | 75 | 1 502 | - | 1 502 |
| Valeurs à court terme | 1 217 | 1 672 | 2 889 | 412 | 193 | 605 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 14 076 | - | 14 076 | 14 255 | 3 446 | 17 701 |
| Total des placements à court terme | 15 368 | 1 672 | 17 040 | 16 169 | 3 639 | 19 808 |
| Total | 139 505 | 327 452 | 466 957 | 150 161 | 315 996 | 466 157 |
| Pondération | 30% | 70% | 100% | 32% | 68% | 100% |

| PLACEMENTS | 2020 | | | 2019 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 979 | 1 380 | 2 359 | 742 | 1 273 | 2 015 |
| Obligations | 60 347 | 28 507 | 88 854 | 60 364 | 30 313 | 90 677 |
| Actions et valeurs convertibles | 34 052 | 112 069 | 146 121 | 33 649 | 105 930 | 139 579 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 13 380 | 31 780 | 45 160 | 17 975 | 31 019 | 48 994 |
| Placements de dettes immobilières | 15 261 | 2 232 | 17 493 | 14 290 | 1 197 | 15 487 |
| Placements privés | 7 680 | 32 819 | 40 499 | 4 872 | 27 045 | 31 917 |
| Placements d'infrastructures | 5 417 | 20 164 | 25 581 | 3 737 | 19 167 | 22 904 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 902 | 19 234 | 24 136 | 4 809 | 14 592 | 19 401 |
| Placements de fonds de couverture | - | 3 886 | 3 886 | 77 | 4 345 | 4 422 |
| Placements de marchés boursiers | 2 869 | 1 614 | 4 483 | 1 039 | 2 230 | 3 269 |
| Total des placements à long terme | 144 887 | 253 685 | 398 572 | 141 554 | 237 111 | 378 665 |
| Équivalents de trésorerie | 1 389 | - | 1 389 | 128 | - | 128 |
| Valeurs à court terme | 395 | 39 | 434 | 64 | 74 | 138 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 4 557 | 1 026 | 5 583 | 12 | 3 524 | 3 536 |
| Total des placements à court terme | 6 341 | 1 065 | 7 406 | 204 | 3 598 | 3 802 |
| Total | 151 228 | 254 750 | 405 978 | 141 758 | 240 709 | 382 467 |
| Pondération | 37% | 63% | 100% | 37% | 63% | 100% |

| PLACEMENTS | 2018 | | | 2017 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 793 | 1 356 | 2 149 | 1 129 | 1 457 | 2 586 |
| Obligations | 49 724 | 20 286 | 70 010 | 67 272 | 13 433 | 80 705 |
| Actions et valeurs convertibles | 29 670 | 97 154 | 126 824 | 35 355 | 98 319 | 133 674 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 18 343 | 32 228 | 50 571 | 17 518 | 26 210 | 43 728 |
| Placements de dettes immobilières | 13 395 | - | 13 395 | 11 991 | - | 11 991 |
| Placements privés | 2 989 | 23 286 | 26 275 | 3 951 | 15 794 | 19 745 |
| Placements d'infrastructures | 2 991 | 16 586 | 19 577 | 1 138 | 10 301 | 11 439 |
| Placements de titres à revenu fixe | 4 019 | 11 924 | 15 943 | 3 405 | 6 696 | 10 101 |
| Placements de fonds de couverture | 108 | 5 501 | 5 609 | 109 | 3 889 | 3 998 |
| Placements de marchés boursiers | 1 041 | 1 753 | 2 794 | 937 | 1 582 | 2 519 |
| Total des placements à long terme | 123 073 | 210 074 | 333 147 | 142 805 | 177 681 | 320 486 |
| Équivalents de trésorerie | 360 | - | 360 | - | - | - |
| Valeurs à court terme | 116 | 106 | 222 | 118 | 158 | 276 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 4 540 | 3 735 | 8 275 | 4 583 | 5 705 | 10 288 |
| Total des placements à court terme | 5 016 | 3 841 | 8 857 | 4 701 | 5 863 | 10 564 |
| Total | 128 089 | 213 915 | 342 004 | 147 506 | 183 544 | 331 050 |
| Pondération | 37% | 63% | 100% | 45% | 55% | 100% |

| PLACEMENTS | 2016 | | | 2015 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Canada | Hors Canada | Total | Canada | Hors Canada | Total |
| Créances d'entreprises | 1 280 | 1 212 | 2 492 | 1 277 | 1 727 | 3 004 |
| Obligations | 63 602 | 15 740 | 79 342 | 66 889 | 13 426 | 80 315 |
| BTAA | 3 970 | - | 3 970 | 4 612 | - | 4 612 |
| Actions et valeurs convertibles | 33 471 | 91 029 | 124 500 | 29 893 | 84 493 | 114 386 |
| Participations dans des filiales non consolidées | | | | | | |
| Placements de biens immobiliers | 18 292 | 23 055 | 41 347 | 17 410 | 21 289 | 38 699 |
| Placements de dettes immobilières | 11 559 | - | 11 559 | 10 982 | - | 10 982 |
| Placements privés | 3 053 | 10 453 | 13 506 | 2 262 | 7 628 | 9 890 |
| Placements d'infrastructures | 1 121 | 10 379 | 11 500 | 858 | 10 245 | 11 103 |
| Placements de titres à revenu fixe | 762 | 3 279 | 4 041 | 339 | 1 033 | 1 372 |
| Placements de fonds de couverture | 118 | 4 220 | 4 338 | 58 | 2 336 | 2 394 |
| Placements de marchés boursiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des placements à long terme | 137 228 | 159 367 | 296 595 | 134 580 | 142 177 | 276 757 |
| Équivalents de trésorerie | 998 | 242 | 1 240 | 2 245 | - | 2 245 |
| Valeurs à court terme | 649 | 899 | 1 548 | 744 | 657 | 1 401 |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 5 895 | 3 597 | 9 492 | 2 742 | 3 700 | 6 442 |
| Total des placements à court terme | 7 542 | 4 738 | 12 280 | 5 731 | 4 357 | 10 088 |
| Total | 144 770 | 164 105 | 308 875 | 140 311 | 146 534 | 286 845 |
| Pondération | 47% | 53% | 100% | 49% | 51% | 100% |

Question 80

Date de nomination et échéance du mandat pour chacun des administrateurs de la Caisse.

Au 31 décembre 2024

| Membres | Début du terme | Fin du terme |
|---|---|---|
| Jean St-Gelais¹ Président du conseil | 1 ^{er} mandat : 2021-10-25 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2026-10-24 |
| Charles Emond Président et chef de la direction | 1 ^{er} mandat : 2020-02-01 2 ^e mandat : 2024-02-07 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2025-01-31 Échéance du 2 ^e mandat : 2029-02-06 |
| Jean-François Blais Administrateur de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2020-05-20 2 ^e mandat : 2024-05-22 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2024-05-19 Échéance du 2 ^e mandat : 2028-05-21 |
| Ivana Bonnet-Zivcevic Administratrice de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2017-12-06 2 ^e mandat : 2022-01-26 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2021-12-05 Échéance du 2 ^e mandat : 2026-01-25 |
| Florence Brun-Jolicoeur Consultante principale, Stratégie Aviso Conseil | 1 ^{er} mandat : 2023-10-09 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2027-10-08 |
| Alain Côté Administrateur de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2019-08-28 2 ^e mandat : 2023-10-04 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2023-08-27 Échéance du 2 ^e mandat : 2027-10-03 |
| René Dufresne Président-directeur général Retraite Québec | 1 ^{er} mandat : 2022-06-13 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2026-06-12 |
| Olga Farman Présidente-directrice générale Port de Québec | 1 ^{er} mandat : 2022-06-13 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2026-06-12 |
| Nelson Gentiletti Administrateur de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2022-06-13 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2026-06-12 |

| Membres | Début du terme | Fin du terme |
|--|---|---|
| Lynn Jeannot Administratrice de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2019-12-17 2 ^e mandat : 2023-12-17 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2023-12-16 Échéance du 2 ^e mandat : 2027-12-16 |
| Wendy Murdock Administratrice de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2016-03-27 2 ^e mandat : 2020-04-01 3 ^e mandat : 2023-10-04 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2020-03-26 Échéance du 2 ^e mandat : 2023-03-31 Échéance du 3 ^e mandat : 2027-10-03 |
| Audrey Murray Présidente-directrice générale, Commission de la construction du Québec | 1 ^{er} mandat : 2024-05-22 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2028-05-21 |
| Ghislain Parent Administrateur de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2024-05-22 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2028-05-21 |
| Marc Tremblay Administrateur de sociétés | 1 ^{er} mandat : 2023-10-09 | Échéance du 1 ^{er} mandat : 2027-10-08 |

1. M. Jean St-Gelais a agi à titre d'administrateur indépendant jusqu'à son entrée en fonction à titre de président du conseil, soit du 12 mai 2021 au 24 octobre 2021.

Question 81

Composition de chaque comité du conseil d'administration.

Comité d'audit

Alain Côté, président

Jean-François Blais

Florence Brun-Jolicoeur

Marc Tremblay

Comité d'investissement et de gestion des risques

Jean-François Blais, président

Alain Côté

Nelson Gentiletti

Wendy Murdock

Comité de gouvernance et d'éthique

Olga Farman, présidente

Ivana Bonnet-Zivcevic

Nelson Gentiletti

Jean St-Gelais

Comité des ressources humaines

Lynn Jeannot, présidente

Ivana Bonnet-Zivcevic

Ghislain Parent

Jean St-Gelais

Marc Tremblay

Question 82

Répartition d'actifs au 31 décembre pour les dix dernières années.

Actif net
Portefeuilles spécialisés
L'offre de portefeuilles (en vigueur)
Pour les périodes terminées le 31 décembre

| 2015-2024 (en pourcentage) | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Actions | | | | | | | | | | |
| Actions canadiennes ⁽¹⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 9,0% |
| Actions Qualité mondiale ⁽¹⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 13,7% |
| Actions américaines ⁽¹⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,3% |
| Actions EAEO ⁽¹⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,4% |
| Actions des marchés en émergence ⁽¹⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5,5% |
| Marchés boursiers ⁽¹⁾ | 27,5% | 26,4% | 24,8% | 28,3% | 32,6% | 34,4% | 35,1% | 37,6% | 37,5% | - |
| Placements privés | 19,1% | 18,5% | 20,1% | 19,7% | 17,8% | 14,8% | 13,9% | 12,5% | 11,3% | 10,6% |
| Total | 46,6% | 44,9% | 44,9% | 48,0% | 50,4% | 49,2% | 49,0% | 50,1% | 48,8% | 47,5% |
| Revenu fixe | | | | | | | | | | |
| Obligations ⁽²⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | 25,2% | 27,4% |
| Dettes immobilières ⁽²⁾ | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,3% | 4,6% |
| Taux ⁽²⁾ | 10,3% | 8,1% | 8,3% | 10,5% | 8,4% | 9,2% | 10,7% | 13,4% | - | - |
| Crédit ⁽²⁾ | 21,7% | 22,3% | 21,1% | 20,0% | 20,6% | 19,5% | 18,2% | 17,0% | - | - |
| Valeurs à court terme | 0,8% | 0,8% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,3% | 0,3% | 0,6% | 2,3% | 2,0% |
| Obligations à long terme ⁽³⁾ | - | - | - | - | 0,9% | 0,9% | 0,9% | 1,0% | 1,0% | 1,0% |
| Obligations à rendement réel ⁽³⁾ | - | - | - | - | 0,2% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,5% |
| Total | 32,8% | 31,2% | 29,8% | 30,9% | 30,5% | 30,3% | 30,5% | 32,4% | 33,2% | 35,5% |
| Actifs réels | | | | | | | | | | |
| Immobilier | 8,9% | 10,6% | 11,9% | 10,1% | 9,8% | 11,7% | 12,4% | 11,5% | 11,8% | 10,9% |
| Infrastructures | 13,6% | 13,8% | 13,6% | 10,8% | 8,8% | 8,2% | 7,3% | 5,4% | 5,4% | 5,2% |
| Total | 22,5% | 24,4% | 25,5% | 20,9% | 18,6% | 19,9% | 19,7% | 16,9% | 17,2% | 16,1% |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Répartition de l'actif | 0,1% | 0,9% | 0,6% | 0,5% | 0,5% | 0,4% | 0,6% | 0,4% | 0,6% | 0,7% |
| Produits de levier ⁽⁴⁾ | -2,0% | -1,4% | -0,8% | -0,3% | - | - | - | - | - | - |
| Stratégies actives de superposition ⁽⁵⁾ | - | - | - | - | - | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

⁽¹⁾ Le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles de marchés boursiers (Actions canadiennes, Actions Qualité mondiale, Actions américaines, Actions EAEO, Actions des marchés en émergence) ont été regroupés dans le nouveau portefeuille Marchés boursiers.

⁽²⁾ Le 1^{er} janvier 2017, tous les actifs et les passifs financiers des portefeuilles Obligations et Dettes immobilières ont été acquis à la juste valeur par les deux nouveaux portefeuilles Taux et Crédit.

⁽³⁾ Les portefeuilles spécialisés Obligations à long terme et Obligations à rendement réel ont été fermés le 31 décembre 2021.

⁽⁴⁾ Le produit de levier est offert depuis le 1^{er} juillet 2021.

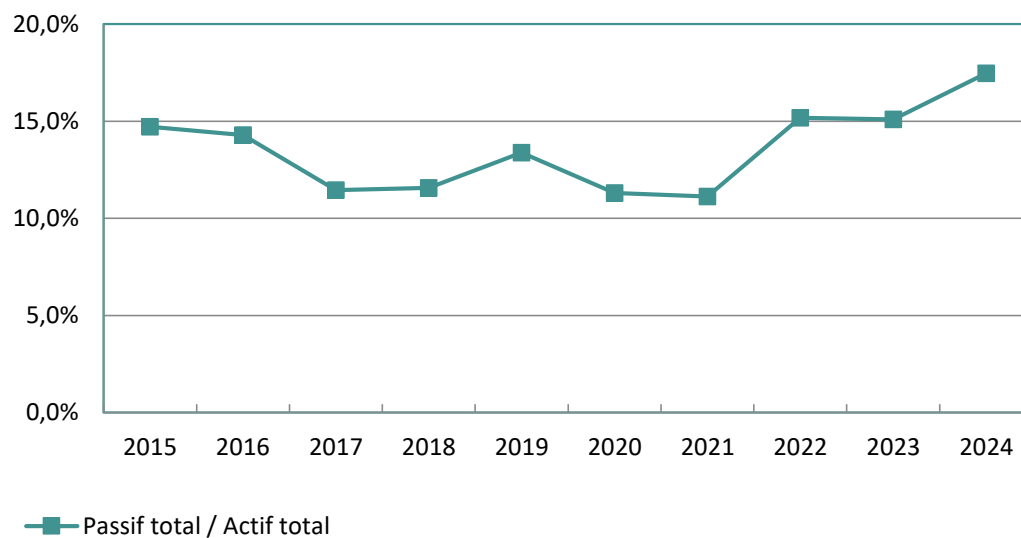
⁽⁵⁾ Le portefeuille Stratégies actives de superposition a été fermé le 1^{er} janvier 2020.

Question 83

Pour chacune des dix dernières années, le total du passif de la Caisse, le ratio passif sur actif total et l'utilisation du passif par catégorie de placement.

PASSIF DE LA CDPQ, SELON LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUDITÉS
(au 31 décembre, en M\$)

Évolution en % du passif total vs actif total



Question 84

Pour chacune des cinq dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la Caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire), et le montant des primes et des autres indemnités accordées dans le cadre de ces départs.

— Le nombre de départs et la somme des indemnités divulgués sont en hausse par rapport aux années précédentes compte tenu de l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

| Année | Motif de départ | # de départs | # de départs avec indemnité | Somme des indemnités (K\$) | Indemnité moyenne (K\$) |
|-------|---------------------|--------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|
| 2024 | Départ involontaire | 115 | 113 | 14 307 | 127 |
| | Départ volontaire | 138 | — | — | — |
| | Retraite / autre | 12 | — | — | — |
| | Sous total | 265 | 113 | 14 307 | 127 |
| 2023 | Départ involontaire | 45 | 42 | 12 150 ¹ | 289 |
| | Départ volontaire | 102 | — | — | — |
| | Retraite / autre | 18 | — | — | — |
| | Sous total | 165 | 42 | 12 150 | 289 |
| 2022 | Départ involontaire | 36 | 35 | 5 346 | 153 |
| | Départ volontaire | 130 | — | — | — |
| | Retraite / autre | 14 | — | — | — |
| | Sous total | 180 | 35 | 5 346 | 153 |
| 2021 | Départ involontaire | 40 | 39 | 13 092 | 336 |
| | Départ volontaire | 117 | — | — | — |
| | Retraite / autre | 6 | — | — | — |
| | Sous total | 163 | 39 | 13 092 | 336 |
| 2020 | Départ involontaire | 29 | 26 | 4 484 | 172 |
| | Départ volontaire | 58 | — | — | — |
| | Retraite / autre | 7 | — | — | — |
| | Sous total | 94 | 26 | 4 484 | 172 |

Note : ¹ Le montant indiqué pour 2023 a été mis à jour afin de refléter l'ajustement d'une quittance post-avril 2024.

Question 85

Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la Caisse, ventilée par catégorie d'emploi.

RÉMUNÉRATION VARIABLE OCTROYÉE 2020-2024 (en millions de \$)

| Année | Nombre d'employé.e.s ayant bénéficié du programme de rémunération variable | Postes non-investissement | Postes investissement | Total |
|-------------------|--|---------------------------|-----------------------|-------|
| 2024 ² | 2 087 | 78,6 | 185,9 | 264,5 |
| 2023 | 1 584 | 51,4 | 144,6 | 196,0 |
| 2022 ¹ | 1 510 | 45,5 | 147,3 | 192,8 |
| 2021 | 1 406 | 33,3 | 154,6 | 187,9 |
| 2020 | 1 325 | 27,9 | 130,8 | 158,7 |

Notes :

¹ Certaines équipes liées auparavant à l'investissement relèvent des équipes non liées à l'investissement depuis 2022.

² La variation de la rémunération variable totale entre 2023 et 2024 reflète la hausse du nombre d'employé.e.s, suivant l'intégration des filiales immobilières au sein de la CDPQ en 2024.

Question 86

Pour chacune des dix dernières années, le total des dépenses de la Caisse pour des services de communication ou de relations publiques, en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe.

| Communications et relations publiques (en milliers \$) | | | | | |
|---|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Activités et mandats | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
| Activités de communication et de développement des affaires gérées à l'interne ¹ | 10 108 | 11 074 | 8 606 | 6 336 | 6 441 |
| Mandats donnés à l'externe | 364 | 761 | 716 | 388 | 108 |
| Total | 10 472 | 11 835 | 9 322 | 6 725 | 6 550 |

| Communications et relations publiques (en milliers \$) | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Activités et mandats | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
| Activités de communication et de développement des affaires gérées à l'interne ¹ | 8 057 | 8 195 | 7 470 | 6 301 | 6 766 |
| Mandats donnés à l'externe | 314 | 798 | 628 | 453 | 306 |
| Total | 8 371 | 8 993 | 8 098 | 6 754 | 7 072 |

Note :

1. Cela inclut les activités de communications internes, de relations avec les médias, de gestion d'événements et d'affaires institutionnelles et corporatives ainsi que celles reliées à la présence de la CDPQ à l'international. Les salaires et la rémunération variable sont également inclus.

Question 87

Pour chacune des dix dernières années, le total des dépenses de la Caisse pour des activités de représentation.

REPRÉSENTATION DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

(en milliers de dollars)

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Frais de représentation | 476 | 446 | 243 | 66 | 161 | 274 | 353 | 287 | 283 | 243 |

Question 88

Les montants que la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec a transféré dans le cadre de sa participation à la Banque de l'infrastructure du Canada depuis la création de cette dernière

— La CDPQ n'a pas transféré de sommes d'argent à la Banque de l'infrastructure du Canada.

Question 89

Pour chacune des dix dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant total des placements directs et indirects de la Caisse dans une compagnie ayant une place d'affaires ou une filiale aux Bahamas, aux Bermudes, en Suisse, au Luxembourg, à Jersey, à Guernesey, à la Barbade, au Belize, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmans, à Aguilla, aux îles Cook, à Chypre, au Panama, au Liechtenstein, à Saint Christophe-et-Niéves, aux îles Turques-et-Caïques, ou à Trinidad-et-Tobago. Fournir la valeur de ces placements ventilés par compagnie.

Nous considérons qu'il est de notre devoir, et de celui des sociétés dans lesquelles nous investissons, de respecter des principes de fiscalité rigoureux et de s'acquitter de leur juste part d'impôt.

Nous analysons chaque occasion d'investissement en prêtant une attention particulière à plusieurs points de référence, tels que précisés dans notre Engagement sur la fiscalité internationale. Cet engagement est aussi conforme à l'accord mené par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) avec plus de 145 pays signataires et appuyé par le G20. Notre Engagement sur la fiscalité internationale regroupe notamment les conditions suivantes :

- le taux d'impôt consolidé applicable à l'investissement doit être supérieur au taux effectif de 15 %, peu importe la juridiction où se trouve l'investissement ;
- lors de notre participation à des fonds d'investissement ou à des plateformes créées pour soutenir des relations entre partenaires, la structure ou le partenariat en question doit respecter les orientations du cadre sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) ;
- lorsque le nombre d'investisseurs est limité, nous exerçons une influence pour que les structures d'affaires soient situées à l'extérieur de pays à fiscalité réduite ;
- au 31 décembre 2024, il reste 9 sociétés sous surveillance pour 588,9 M\$.

JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES, PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION

(au 31 décembre 2024)

| Pays émetteur | Juste valeur 2024 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Afrique du Sud | 58,1 |
| Hongrie | 9,6 |
| Bermudes | 308,7 |
| Caïmans, Îles | 16,8 |
| États-Unis | 195,7 |
| Total | 588,9 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2023)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2023 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Afrique du Sud | 76,1 |
| Hongrie | 15,3 |
| Bermudes | 486,1 |
| Caïmans, Îles | 459,4 |
| Suisse | 23,6 |
| États-Unis | 995,1 |
| Irlande | 37,4 |
| Qatar | 24,5 |
| Total | 2 117,5 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2022)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2022 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Bermudes | 84,8 |
| Caïmans, Îles | 144,6 |
| Canada | 114,0 |
| Chine | 29,5 |
| États-Unis | 231,6 |
| Irlande | 351,8 |
| Royaume-Uni | 106,1 |
| Total | 1 062,3 |

**JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE EN FONCTION DE NOS CRITÈRES,
PRÉSENTÉS SELON LE PAYS D'INCORPORATION
(au 31 décembre 2021)**

| Pays émetteur | Juste valeur 2021 (M\$) |
|----------------------|--------------------------------|
| Italie | 183,92 |
| Chine | 29,38 |
| Canada | 545,30 |
| Royaume-Uni | 729,69 |
| États-Unis | 1 558,73 |
| Caïmans, Îles | 67,51 |
| Bermudes | 97,82 |
| Total | 3 212,35 |

Note : La CDPQ inclut dans sa liste de surveillance uniquement les investissements qui ont un taux effectif d'impôts de moins de 15 %. Un taux d'imposition de 15 % est généralement accepté à travers le monde comme évitant des situations d'abus fiscal.

La CDPQ a adopté une nouvelle approche méthodologique en 2021. Les données antérieures à cette date ne sont pas disponibles.

Question 90

Liste des investissements dans des compagnies exploitant des mines, à jour au 31 mars 2024. Montant de l'investissement de départ et valeur actuelle.

- Cette liste est basée sur la classification GICS de MSCI et inclut les compagnies faisant partie des sous-secteurs Métaux & Mines. La liste présentée est au 31 décembre 2024.

**Valeur des investissements par type de société au 31 décembre 2024
(en dollars)**

| | | |
|----------------------|------------------------|--------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 M\$ à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = 3 G\$ et plus |

| Émetteurs | Juste valeur |
|---------------------------------------|--------------|
| African Rainbow Minerals Ltd | 499 285 |
| Alosa PJSC | - |
| Amman Mineral Internacional PT | 5 020 412 |
| Anglo American Platinum Ltd | 2 314 556 |
| Anglo American PLC | 6 336 881 |
| Anglogold Ashanti Plc | 25 386 545 |
| ArcelorMittal SA | 14 822 051 |
| Aya Or & Argent Inc | 13 349 820 |
| BHP Group Ltd | 61 726 312 |
| BlueScope Steel Ltd | 195 944 |
| Boliden AB | - |
| Brunswick Exploration Inc | 111 920 |
| Canadian Copper Inc | - |
| Capstone Copper Corp | 48 833 446 |
| Cia de Minas Buenaventura SAA | 1 436 617 |
| Commercial Metals Co | 23 899 842 |
| Corporation Métaux Précieux du Québec | 199 557 |
| Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS | 2 539 229 |
| Exploration Amex Inc | 775 720 |
| Exploration Azimut Inc | 4 965 228 |
| Exploration Harfang Inc | 319 798 |
| Exploration Kintavar Inc | 219 643 |
| Exploration Midland Inc | 2 726 353 |
| Fer Champion Inc. | 29 578 090 |
| Forage Orbit Garant Inc | 2 988 000 |
| Fortescue Ltd | 98 443 244 |
| Franco-Nevada Corp | 16 230 171 |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Freeport-McMoRan Inc | 4 765 794 |
| Fury Gold Mines Ltd | 515 622 |
| Galway Metals Inc | 2 263 331 |
| GMK Norilskiy Nickel PAO | - |
| Gold Fields Ltd | 30 882 427 |
| Grupo Mexico SAB de CV | 21 503 377 |
| Harmony Gold Mining Co Ltd | 6 056 369 |
| Hindalco Industries Ltd | 28 739 434 |
| Hyundai Steel Co | 7 245 243 |
| Impala Platinum Holdings Ltd | 4 093 109 |
| Industrias Penoles SAB de CV | 1 450 842 |
| Ivanhoe Mines Ltd | 72 324 010 |
| Jindal Stainless Ltd | 10 607 103 |
| JSW Steel Ltd | 7 686 096 |
| Kenorland Minerals Ltd | 2 742 857 |
| KGHM Polska Miedz SA | 6 105 774 |
| Korea Zinc Co Ltd | 1 387 663 |
| Kumba Iron Ore Ltd | 5 051 671 |
| Lundin Mining Corp | 36 278 526 |
| Magnitogorsk Iron & Steel Works PJSC | - |
| Merdeka Copper Gold Tbk PT | 1 187 561 |
| Métaux Osisko Inc | 3 501 939 |
| Mines Abcourt Inc | 109 075 |
| Mines Agnico-Eagle Limitée | 123 374 805 |
| Mines d'Or Maple Ltée | 915 583 |
| Mitsui Mining & Smelting Co Ltd | 7 951 270 |
| Newmont Corp | 10 986 832 |
| Nippon Steel Corp | 43 928 725 |
| NMDC Ltd | 262 646 |
| Northam Platinum Holdings Ltd | 1 851 236 |
| Northern Star Resources Ltd | 13 230 846 |
| NorthX Nickel Corp | 10 522 |
| Nouveau Monde Graphite Inc | 1 688 894 |
| Novolipetsk Steel PJSC | - |
| Nucor Corp | 17 090 388 |
| Nuvau Minerals Inc | 2 000 040 |
| O3 Mining Inc | - |
| Pan African Resources PLC | 501 805 |
| Patriot Battery Metals Inc | 2 800 000 |
| Polyus PJSC | - |
| POSCO Holdings Inc | 26 805 319 |
| Press Metal Aluminium Holdings Bhd | 8 122 953 |
| Probe Gold Inc | 18 310 499 |
| Quebec Nickel Corp | - |

| | |
|------------------------------------|----------------------|
| Redevances Aurifères Osisko Ltée | 124 086 937 |
| Reliance Inc | 79 210 384 |
| Ressources BonTerra Inc | 803 913 |
| Ressources Cartier Inc | 1 012 350 |
| Ressources Minières Radisson Inc | 2 091 798 |
| Ressources Sirios Inc | 407 288 |
| Rio Tinto Ltd | 59 441 392 |
| Rio Tinto PLC | 70 643 725 |
| Royal Gold Inc | 8 661 388 |
| Severstal PAO | - |
| Sibanye Stillwater Ltd | 1 401 997 |
| South32 Ltd | 1 508 376 |
| Southern Copper Corp | 5 999 023 |
| Steel Dynamics Inc | 21 453 206 |
| Stelmine Canada Ltée | - |
| Tata Steel Ltd | 15 578 603 |
| Teck Resources Ltd | 47 475 005 |
| Troilus Gold Corp | 3 190 658 |
| Tung Ho Steel Enterprise Corp | 542 096 |
| UACJ Corp | 5 212 061 |
| United Co RUSAL International PJSC | - |
| Vale SA | 49 106 139 |
| VanEck Gold Miners ETF/USA | 3 389 471 |
| Vedanta Limited | 16 239 031 |
| Vior Inc | 414 040 |
| Wallbridge Mining Co Ltd | 1 252 971 |
| Wheaton Precious Metals Corp | 98 833 345 |
| Yunnan Aluminium Co Ltd | 361 745 |
| Total des sociétés cotées | 1 515 565 792 |

| Sociétés fermées | Juste valeur |
|---|---------------------|
| 11272420 Canada Inc | A |
| 7936567 Canada Inc (Société de Diamant Stornoway) | A |
| Blue Note Mining Inc | A |
| Cabia Goldhills Inc | A |
| Corporation Minière Monarch | A |
| Dore Copper Mining Corp | A |
| Magris Performance Materials Inc | B |
| Malaga Inc | A |
| Ressources Sphinx Itée | A |
| Seahawk Minerals Ltd | A |
| Sodémex Développement SEC | A |
| Sodémex II SEC | A |
| Solidcore Resources PLC | A |

Question 91

Ventilation par mois des droits miniers payés et impayés depuis 10 ans. Détailler les actions entreprises afin de récupérer ces montants et les frais liés à ces recours.

— La CDPQ n'est pas impliquée dans la gestion des droits miniers et n'en verse pas.

Question 92

Liste et valeur des investissements, directs ou indirects, dans des compagnies exploitant des hydrocarbures ou leur transport, produisant ou fabriquant des produits du tabac, ou dans une entreprise ayant comme activité principale la fabrication d'armes.

– Notre sortie du secteur de la production de pétrole a été complétée à la fin 2023.

SECTEUR HYDROCARBURES – ÉNERGIE*

Au 31 décembre 2024 (juste valeur en dollars canadiens)

* Le secteur des hydrocarbures – énergie est déterminé à partir de la classification Global Industry Classification Standard (GICS)

VALEUR DES INVESTISSEMENTS

| | | |
|----------------------|------------------------|----------------------|
| A = de 0 à 200 M\$ | D = de 600 à 800 M\$ | G = de 1,5 à 2 G\$ |
| B = de 200 à 400 M\$ | E = de 800 M\$ à 1 G\$ | H = de 2 à 3 G\$ |
| C = de 400 à 600 M\$ | F = de 1 à 1,5 G\$ | I = de 3 G\$ et plus |

| Émetteurs | 2024 |
|-----------------------------------|-------------|
| ADNOC Drilling Co PJSC | 8 870 503 |
| AKR Corporindo Tbk PT | 5 740 454 |
| Altex Energy Ltd | A |
| Azimuth Corex Limited Partnership | A |
| Azimuth Energy Partners III LP | A |
| Azimuth Energy Partners IV LP | A |
| Bashneft PJSC | - |
| BCP IV UK Fuel Co-Invest (SMA) LP | A |
| Cactus Inc | 19 355 786 |
| CGP Shared Foreign Investors LP | A |
| Cheniere Energy Inc | 153 595 210 |
| Cobalt International Energy Inc | A |
| Colonial Enterprises Inc | F |
| Enbridge Inc | 693 411 196 |
| Frontier Blocker LLC | B |
| Gaztransport Et Technigaz SA | 15 315 540 |
| Halliburton Co | 29 707 184 |
| Helmerich & Payne Inc | 2 743 590 |

| Émetteurs | 2024 |
|---------------------------------------|-------------|
| Hunting PLC | 233 025 |
| Modec Inc | 376 137 |
| NOV Inc | 14 017 490 |
| ONEOK Inc | 70 810 723 |
| Pembina Pipeline Corp | 443 229 437 |
| Petronet LNG Ltd | 12 611 450 |
| Previan Holding Inc | D |
| Previan Technologies Inc | A |
| Qatar Gas Transport Co Ltd | 7 384 523 |
| Schlumberger NV | 73 379 826 |
| Serena Energia SA | 2 015 142 |
| Southern Star Acquisition Corporation | G |
| Stonepeak Bayou Holdings II LP | C |
| SW Energy Capital LP | A |
| TAPC Holdings LP | A |
| Targa Resources Corp | 30 837 307 |
| Tenaris SA | 142 425 014 |
| TransCanada Corporation | 32 825 167 |
| TransCanada PipeLines Ltd | 114 804 468 |
| Transportadora Asociada de Gas SA | H |

TABAC

- Au 31 décembre 2024, la CDPQ n'a aucune position dans ce secteur. En effet, la CDPQ a signé le Tobacco-Free Finance Pledge en 2020.

FABRICATION D'ARMES

- Au 31 décembre 2024, la CDPQ n'a aucune position dans ce secteur.

Question 93

Liste et valeur des investissements, directs ou indirects, dans l'entreprise Hangzhou Hikvision Digital Technology Co. Ltd.

- Au 31 décembre 2024, la CDPQ ne possède aucune action, pour 0 \$ de valeur d'investissement, tant en direct qu'en indirect.

Question 94

Bilan des activités de la division CDPQ Infra : liste des projets étudiés, état d'avancement, coût de la mise en place de la division, nombre d'employés, échéancier pour l'étude des projets, etc.

LISTE DE PROJETS ÉTUDIÉS EN 2024

- Étude pour l'ajout d'une nouvelle station à Montréal, sur l'antenne Rive-Sud du REM, dans le secteur Bridge.
- Analyse et recommandations sur la mobilité actuelle et projetée de la Communauté métropolitaine de Québec (Plan Cité).
- Finalisation et dépôt du rapport d'évaluation d'un projet de transport structurant sur la Rive-Sud dans l'axe Taschereau.
- Train à grande vitesse entre Québec et Toronto, dans le cadre du processus d'approvisionnement de l'autorité fédérale en charge du projet (Alto).
- Développement d'une Cité universitaire sur une partie de l'ancien site de l'hôpital Royal-Victoria.

LISTE DE PROJETS EN COURS

- Réseau express métropolitain (REM)

| Projet en cours | Réseau express métropolitain (REM) |
|-----------------------------|---|
| État d'avancement du projet | L'antenne Rive-Sud est actuellement en service et la Phase Ouest dans la phase des essais dynamiques, à l'exception de l'antenne YUL-Aéroport-Montréal-Trudeau. |
| Échéancier du projet | La mise en service des antennes Ouest est prévue en octobre 2025, mais l'échéancier demeure tributaire des essais et tests en cours, et celle de l'antenne YUL-Aéroport-Montréal-Trudeau en 2027. |

- Train à grande vitesse (TGV) dans le corridor Toronto-Québec

| Projet en cours | Cadence |
|-----------------------------|--|
| État d'avancement du projet | Le consortium Cadence, duquel fait partie CDPQ Infra, a été sélectionné par le gouvernement du Canada pour codévelopper le projet de train à grande vitesse dans le corridor Québec-Toronto. |
| Échéancier du projet | Le consortium Cadence a débuté en mars 2025 la phase de codéveloppement avec la société d'État fédérale Alto. |

- TramCité

| Projet en cours | TramCité |
|-----------------------------|--|
| État d'avancement du projet | Une entente a été signée avec le gouvernement du Québec pour la planification de TramCité, un projet de tramway de 19 km dans la ville de Québec. Un avis au marché a été publié en décembre 2024. |

| | |
|-----------------------------|--|
| Échéancier le projet | Les fournisseurs pour les contrats civil et systèmes seront sélectionnés à l'automne 2025 pour débiter la phase de codéveloppement en hiver 2026 pour une durée de 14 mois. La construction doit commencer en 2027 pour une mise en service en 2033. |
|-----------------------------|--|

COÛT DE LA MISE EN PLACE DE LA DIVISION

- Aucun coût n'est attribué à la mise en place de la division en 2024.

NOMBRE D'EMPLOYÉ.E.S

- Au 31 décembre 2024, CDPQ Infra comptait 137 employé.e.s.

Question 95

Bilan des activités entourant le projet REM : état d'avancement, dépenses engagées, estimation des coûts, échéancier, rendement projeté.

| Date | Événement |
|-------------------------|--|
| Juillet 2015 | <ul style="list-style-type: none"> Création de CDPQ Infra |
| Septembre 2015 | <ul style="list-style-type: none"> Soumission par le gouvernement du Québec de deux projets de transport collectif pour analyse par CDPQ Infra |
| Automne 2015 | <ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied de groupes de travail avec les municipalités et les sociétés de transport |
| Octobre – novembre 2015 | <ul style="list-style-type: none"> Octroi de contrats de services professionnels en ingénierie pour la définition de solutions techniques |
| Avril 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Dévoilement public de la solution élaborée par CDPQ Infra : le REM, 67 km de voies dédiées au transport collectif, 24 stations |
| Avril 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Adoption par le gouvernement du Québec de décrets pour l'émission de réserves foncières afin d'éviter la spéculation foncière |
| Mai 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes Avis public au marché international en prévision des appels d'offres |
| Juin 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes Tenue de six soirées portes ouvertes (1 500 citoyens rejoints) Lancement de l'appel de qualification (deux contrats : Ingénierie, Approvisionnement, Construction du système (IAC) et Matériel roulant, Systèmes, Exploitation et Maintenance du réseau (MRSEM)) |
| Juillet 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Publication de l'étude d'impact sur l'environnement Demande de la tenue d'audiences publiques du BAPE Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |
| Août 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes Modifications et améliorations au tracé pour préserver écosystèmes et immeubles patrimoniaux Entente avec le CN et optimisation du projet, dont le tunnel dans le secteur du Technoparc Montréal Première partie des audiences publiques du BAPE |
| Septembre 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Deuxième partie des audiences publiques du BAPE Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |
| Novembre 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Annonce concernant l'ajout de trois stations au centre-ville de Montréal (Édouard-Montpetit, McGill, Bassin Peel) Tenue de six soirées portes ouvertes (1 500 citoyens rejoints) Dévoilement de cinq consortiums qualifiés et lancement de l'appel de propositions (deux contrats : IAC et MRSEM) Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |

| | |
|-----------------------------|---|
| Décembre 2016 | <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt du rapport du BAPE • Dévoilement de partenariats pour offrir des modes alternatifs à l'auto-solo pour accéder aux stations • Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |
| Janvier 2017 | <ul style="list-style-type: none"> • Publication du rapport du BAPE • Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |
| Mars 2017 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement d'une entente de principe avec l'UPA et la CMM • Confirmation de la participation financière du gouvernement du Québec au REM par un investissement de 1,28 milliard de dollars • Rencontres sectorielles avec une multitude de parties prenantes |
| Mai 2017 | <ul style="list-style-type: none"> • Émission du décret environnemental • Émission du décret pour utilisation d'un lot à des fins non agricoles (station terminale Rive-Sud) |
| Juin 2017 | <ul style="list-style-type: none"> • Commission des transports et de l'environnement – étude détaillée du projet de loi 137, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain • Confirmation d'une participation financière de 1,28 milliard de dollars du gouvernement du Canada |
| 27 septembre 2017 | <ul style="list-style-type: none"> • Adoption du projet de loi 137 |
| 8 février 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement des consortiums gagnants • Lancement officiel de la réalisation |
| 12 avril 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Signature des contrats et première pelletée de terre |
| 25 avril 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce des principaux chantiers et travaux pour 2018 et 2019 |
| 23 mai 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un comité consultatif sur l'intégration urbaine et architecturale |
| 28 mai 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce par l'ARTM et ses partenaires des mesures d'atténuation et changement d'horaire sur la ligne Deux-Montagnes en lien avec les travaux du REM |
| 21 août 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce des principaux chantiers et travaux pour l'automne 2018 |
| Septembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux pour la station terminale Rive-Sud |
| 6 septembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux à la station Panama |
| 6 septembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux préparatoires dans l'Ouest-de-l'Île |
| 7 septembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux préparatoires au Technoparc Montréal |
| 26 septembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Travaux préparatoires pour la construction de la station McGill |
| 15 octobre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début de la construction de la station Du Quartier |
| 19 octobre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux dans le secteur du canal Lachine |
| 22 octobre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des sautages contrôlés au chantier Édouard-Montpetit |
| 3 et 4 novembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Démolition du pont ferroviaire au-dessus de l'A40 |
| 28 novembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des forages dans l'Ouest-de-l'Île |
| 5 décembre 2018 | <ul style="list-style-type: none"> • Forum d'idées sur les mesures d'atténuation pendant les travaux du REM hors transport collectif |
| Février 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Début de la construction des stations Canora et Mont-Royal |

| | |
|---------------------------|---|
| 28 février 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce des mesures alternatives de transport collectif pour les usagers des lignes Deux-Montagnes, Mascouche et des autobus de la Rive-Sud |
| 29 mars 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement du design des voitures du REM, du concept architectural des stations et des milieux de vie autour des stations |
| 3 avril 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Confirmation de la création d'une fiducie foncière agricole pour la protection et la valorisation des terres agricoles au pourtour de la station terminale Rive-Sud |
| 18 juin 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux dans l'Ouest de l'Île permettant la construction de la structure aérienne grâce à deux poutres de lancement |
| 18 juin 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Breffage technique dans l'Ouest-de-l'Île |
| Juin 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux à la future station Côte-de-Liesse |
| 29 juillet 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Pose des premiers rails sur la Rive-Sud |
| 29 juillet 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Début de la construction des deux ponts ferroviaires permettant la circulation du REM entre Montréal et l'Île-Bigras et entre l'Île-Bigras et Laval |
| 19 août 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce de la création d'une nouvelle place publique permettant de relier le centre-ville de Ville de Mont-Royal |
| 9 septembre 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce du déploiement du réseau transitoire de transport collectif pour la ligne Deux-Montagnes |
| Novembre 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Début de la construction de la station Panama et du terminus temporaire |
| 17 décembre 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • Conclusion d'une entente d'optimisation avec le consortium NouvLR |
| 13 février 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement de la toponymie des stations du REM |
| 21 et 22 mars 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux de reconstruction complète du pont Jean-Talon |
| 24 mars 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Arrêt des chantiers à la suite des directives du gouvernement du Québec |
| 11 mai 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Reprise des activités de construction à la suite des directives du gouvernement du Québec |
| Mai 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux aux stations Montpellier et Du Ruisseau |
| 11 juin 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux de démolition du pont Cornwall à Ville de Mont-Royal |
| 22 juin 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Annonce avec la Ville de Montréal pour confirmer le nom de la station Griffintown-Bernard-Landry et son emplacement |
| 24 septembre 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux pour la station Fairview-Pointe-Claire |
| 16 novembre 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement des voitures du REM |
| 17 décembre 2020 | <ul style="list-style-type: none"> • Premiers déplacements de la voiture sur la Rive-Sud et début des tests dynamiques |
| Janvier 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des travaux sur la Rive-Nord (de la station Bois-Franc à la station Deux-Montagnes) |
| Avril 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Livraison du centre de contrôle par NouvLR à REM et transfert à GPMM |

| | |
|---------------------------|--|
| 18 mai 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement du programme d'art public du REM |
| Juin 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour biannuelle du REM |
| 26 au 29 août 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Exposition d'une maquette de voiture du REM au Dix30 |
| 25 novembre 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement de la "voix du REM" |
| Décembre 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Fin de la construction de la structure aérienne dans l'Ouest-de-l'Île |
| Juin 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • Optimisation de l'échéancier de mise en service du REM |
| Juillet 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • Fin des travaux du tunnelier vers l'aéroport de Montréal |
| 23 août 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • Protection de 23 hectares de milieux naturels en collaboration avec Nature-Action Québec et la ville de Brossard |
| 24 août 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement des trois premières œuvres dans le REM |
| Octobre 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de l'échéancier pour la mise en service de l'antenne Rive-Sud |
| Juin 2023 | <ul style="list-style-type: none"> • Début de la marche à blanc du REM et confirmation de la date de mise en service à venir |
| 31 juillet 2023 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en service de l'antenne Rive-Sud et ouverture des 5 premières stations du REM |
| 13 septembre 2023 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière du projet |
| Octobre 2023 | <ul style="list-style-type: none"> • Déploiement des mesures d'atténuation pour le bruit du REM en opération sur l'antenne de la Rive-Sud |
| Décembre 2023 | <ul style="list-style-type: none"> • Électrification d'une portion de l'antenne de Deux-Montagnes |
| 21 mars 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture de l'accès rapide entre les stations Bonaventure (STM) et Gare Centrale (REM) |
| 24 avril 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de l'échéancier du REM pour la prochaine mise en service |
| 14 juin 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des essais dynamiques sur la Rive-Nord |
| 5 août 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des essais dynamiques sur l'île de Montréal |
| 3 septembre 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Début des essais dynamiques dans l'Ouest-de-l'Île |
| 14 novembre 2024 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière et de l'échéancier du REM |

ESTIMATION DES COÛTS

— Le coût net du projet REM était évalué à 8,34 G\$ lors de la dernière mise à jour financière en novembre 2024. L'investissement de la CDPQ s'élève à 4,97 G\$.

ÉCHÉANCIER

- Les travaux de construction du REM ont débuté à la fin du mois d'avril 2018. La mise en service de la première antenne du réseau a été effectuée en juillet 2023.
- Les tests dynamiques ont débuté au printemps 2024 pour les antennes Deux-Montagnes et Anse-à-l'Orme.
- La prochaine mise en service est prévue en octobre 2025.

RENDEMENT PROJÉTÉ

— Le rendement a été confirmé dans le cadre du budget du gouvernement du Québec 2017-2018 et est estimé à environ 8 % à 9 % sur le long terme.

Question 96

Contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2025-2026 et suivantes.

Tel qu'entendu dans l'entente d'intégration avec l'ARTM, le tarif de base est établi à 72 ¢ par passager-km pour le REM. Ce tarif est ajusté annuellement conformément au mécanisme d'indexation prévu à l'entente de gestion et de réalisation intervenue en 2018 entre le gouvernement du Québec et CDPQ Infra.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

La rémunération du REM par l'ARTM est liée à l'achalandage réel du REM multiplié par ce tarif.

L'ARTM est responsable de l'établissement de sa politique de financement, incluant la collecte des revenus de passagers, de contributions du gouvernement et de contributions municipales.

Question 97

Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2025-2026 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle.

Tel qu'entendu dans l'entente d'intégration avec l'ARTM, le tarif de base est établi à 72 ¢ par passager-km pour le REM. Ce tarif est ajusté annuellement conformément au mécanisme d'indexation prévu à l'entente de gestion et de réalisation intervenue en 2018 entre le gouvernement du Québec et CDPQ Infra.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

La rémunération du REM par l'ARTM est liée à l'achalandage réel du REM multiplié par ce tarif.

Si les projections d'achalandage du REM sont dépassées de 15 %, au-delà de ce seuil, le tarif est réduit de 20 %; advenant que les projections d'achalandage du REM sont dépassées de 40 %, au-delà de ce seuil, la rémunération est liée uniquement au tarif à l'utilisateur.

L'ARTM est responsable de l'établissement de sa politique de financement, incluant la collecte des revenus de passagers, de contributions du gouvernement et de contributions municipales.

Question 98

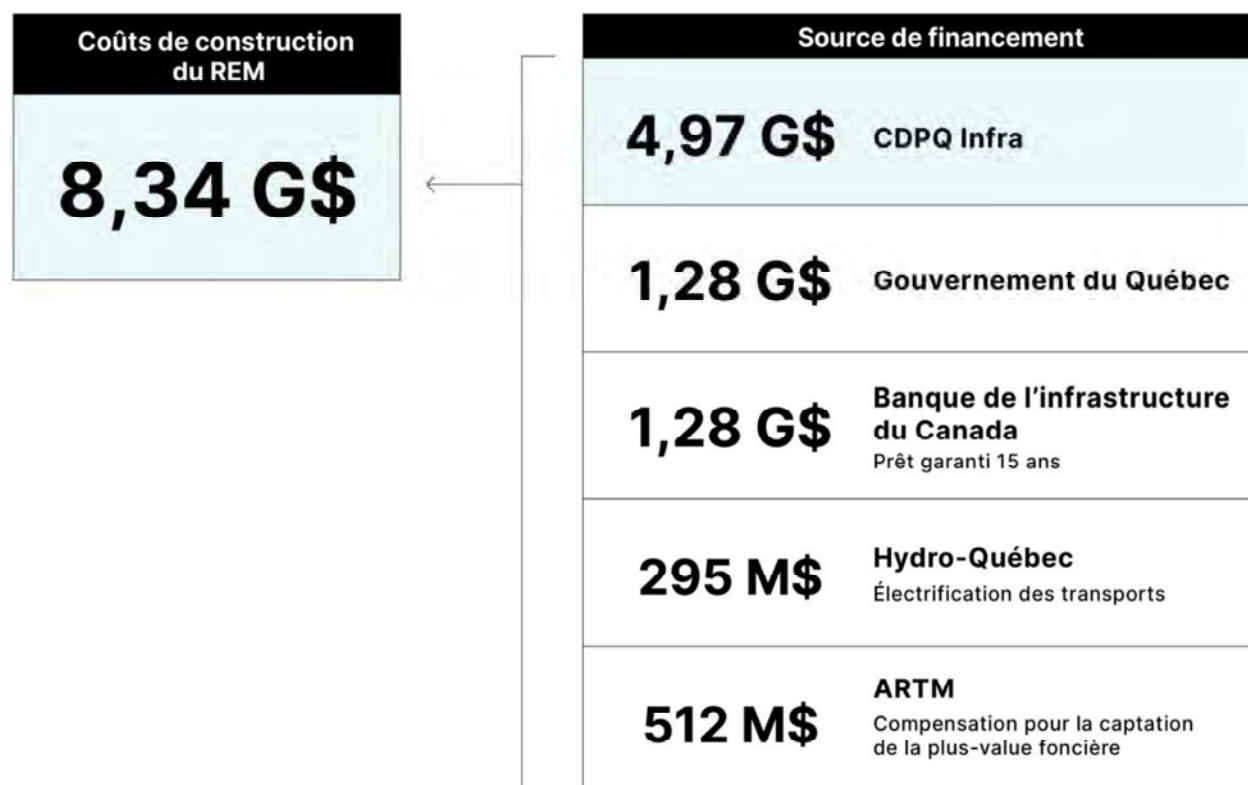
Fournir une estimation en dollars de ce que pourrait représenter le 8 % de rendement projeté par la Caisse pour le projet du REM.

- La CDPQ étant un investisseur institutionnel de long terme, le rendement qu'elle projette pour le REM correspond donc à un rendement à long terme.
- L'investissement en équité majoritaire et les risques assumés par CDPQ Infra expliquent qu'elle ait le droit à un rendement prioritaire. Rappelons que CDPQ Infra assume tous les risques de construction et d'achalandage du projet. Selon les prévisions, un rendement de 8 % sur l'investissement de 5 G\$ de CDPQ Infra pourra générer 19,4 G\$ sur 40 ans qui serviront à rémunérer l'investissement des déposants de la CDPQ sous la forme de dividendes. Ces dividendes viendront bonifier le financement des régimes de retraite et d'assurance publique, profitant à plus de six millions de Québécois.
- L'investissement du gouvernement du Québec dans le projet du REM est conforme aux normes comptables et n'est pas comptabilisé à la dette publique. Le modèle de réalisation permet d'atteindre et même de dépasser le rendement cible du gouvernement, avec des prévisions de 5,6 G\$ en dividendes sur 40 ans. Selon ces mêmes prévisions, le gouvernement obtiendrait un rendement supérieur au 3,7 % prévu à l'entente.

Question 99

Fournir les documents concernant le montage financier du Réseau électrique métropolitain. Quels sont les effets du montage financier sur les municipalités concernées?

Le cadre financier complet du projet se décline ainsi :



Tel que précisé dans le budget 2018-2019 du gouvernement du Québec, la contribution des municipalités se fera par l'entremise de l'ARTM et est fondée sur un tarif de base de 72 ¢ par km-passager, soumis à un mécanisme d'indexation, et régressif à la suite de l'atteinte de paliers d'achalandage.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

Question 100

À quels programmes de soutien du MTMDET CDPQ Infra et ses sociétés seront-elles admissibles?

Aucun projet de CDPQ Infra n'a bénéficié d'un programme de soutien du MTMDET en 2024.

Le REM n'est pas admissible à d'autres programmes de financement du MTMDET que ceux présentés dans le budget du gouvernement 2018-2019.

- À ce titre, l'extrait pertinent du budget du gouvernement du Québec 2018-2019 relatif aux responsabilités afférentes du gouvernement est disponible via le lien ci-dessous :

Page 53 du fascicule sur la Mobilité électrique du Budget du Québec 2018-2019

http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2018-2019/fr/documents/MobiliteElectrique_1819.pdf

Question 101

Prévisions d'achalandage pour chacune des lignes et chacune des stations du REM.

- Les prévisions d'achalandage du REM, par station, sont détaillées dans le tableau ci-dessous.
- Ces prévisions présentent un impact à la baisse de l'achalandage lié aux habitudes de télétravail et un effet combiné, à la hausse, de la démographie et de la densification immobilière plus importantes que prévues initialement autour des stations du REM.

PRÉVISIONS D'ACHALANDAGE POUR CHACUNE DES STATIONS DU REM

| Station | 2034 | 2044 | 2054 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Brossard | 2 118 453 | 2 091 011 | 2 030 736 |
| Du Quartier | 1 154 836 | 1 291 676 | 1 409 846 |
| Panama | 5 421 111 | 5 845 959 | 6 139 978 |
| Île-des-Sœurs | 671 862 | 820 698 | 951 418 |
| Gare Centrale | 12 995 947 | 14 249 963 | 15 211 676 |
| McGill | 9 002 869 | 10 449 425 | 11 780 251 |
| Édouard-Montpetit | 5 587 860 | 6 437 612 | 7 178 018 |
| Canora | 1 458 484 | 1 677 033 | 1 865 830 |
| Ville-de-Mont-Royal | 1 087 567 | 1 224 751 | 1 354 829 |
| Côte-de-Liesse | 1 150 134 | 1 325 110 | 1 471 856 |
| Montpellier | 1 774 294 | 2 017 102 | 2 201 311 |
| Du Ruisseau | 1 029 734 | 1 156 181 | 1 267 793 |
| Bois-Franc | 2 306 458 | 2 677 319 | 3 039 077 |
| Sunnybrooke | 1 040 650 | 1 149 589 | 1 243 146 |
| Pierrefonds-Roxboro | 1 331 149 | 1 497 355 | 1 642 230 |
| Île-Bigras | 269 877 | 317 295 | 362 657 |
| Sainte-Dorothée | 443 390 | 473 449 | 500 852 |
| Grand-Moulin | 301 389 | 293 323 | 277 458 |
| Deux-Montagnes | 1 517 588 | 1 537 442 | 1 489 582 |
| Des Sources | 654 464 | 744 188 | 826 586 |
| Fairview-Pointe-Claire | 1 385 320 | 1 559 578 | 1 707 975 |
| Kirkland | 391 583 | 459 732 | 518 708 |
| Anse-à-l'Orme | 484 418 | 557 545 | 611 602 |
| Marie-Curie | 272 458 | 312 185 | 346 577 |
| YUL-Aéroport-Montréal-Trudeau | 1 195 072 | 1 551 321 | 1 879 789 |

Question 102

Valeur des placements en détention directe et indirecte dans les sociétés suivantes, en ajoutant les transactions faites sur ces placements en 2023-2024. Préciser les dates d'acquisition.

- a) Singapore Technologies Engineering
- b) Textron
- c) Hanwha
- d) Poongsan
- e) Raytheon
- f) Lockheed Martin
- g) General Dynamics
- h) Orbital ATK
- i) Jacobs Engineering
- j) Serco Group
- k) Safran
- l) Northrop Grumman
- m) Honeywell
- n) Airbus Group
- o) Boeing
- p) Grupo Carso
- q) Shanghai Industrial
- r) Alliance One International
- s) Altria
- t) British American Tobacco
- u) Gudang Garam
- v) Imperial Tobacco
- w) ITC Limited
- x) Japan Tobacco
- y) Korea Tobacco & Ginseng Corporation
- z) Lorillard
- aa) Philip Morris
- bb) Reynolds American
- cc) Souza Cruz
- dd) Swedish Match
- ee) Universal Corporation
- ff) Vector Group
- i) Walmart
- ii) Lingui Development Berhad
- iii) Samling Global
- iv) Norilsk Nickel
- v) Barrick Gold
- vi) Rio Tinto
- vii) Vedanta Resources
- viii) Freeport-McMoRan
- ix) Potash Corporation of Saskatchewan

- x) Elbit Systems
- xi) Shikun & Binui
- xii) Africa Israel Investments
- xiii) Danya Cebus

| Lettre | Émetteur | Juste valeur (M\$) | Pourcentage de l'actionariat |
|--------|--|--------------------|------------------------------|
| a. | Singapore Technologies Engineering Ltd | 4 192 902 | 0,03 % |
| b. | Textron inc. | 10 043 723 | 0,05 % |
| c. | Hanwha Aerospace Co Ltd | 14 589 169 | 0,10 % |
| c. | Hanwha Life Insurance Co Ltd | 1 482 993 | 0,07 % |
| c. | Hanwha Ocean Co Ltd | 1 862 130 | 0,02 % |
| d. | Poongsan | - | - |
| e. | Raytheon | - | - |
| f. | Lockheed Martin Corp | 159 828 015 | 0,10 % |
| g. | General Dynamics Corp | 84 168 498 | 0,08 % |
| h. | Orbital ATK | - | - |
| i. | Jacobs Solutions Inc | 193 635 099 | 0,81 % |
| j. | Serco Group | - | - |
| k. | Safran SA | 76 221 338 | 0,06 % |
| l. | Northrop Grumman Corp | 53 788 776 | 0,05 % |
| m. | Honeywell International Inc | 249 611 857 | 0,12 % |
| n. | Airbus SE | 42 550 035 | 0,02 % |
| o. | Boeing Company, The | 103 228 975 | 0,07 % |
| p. | Grupo Carso SAB de CV | - | - |
| q. | Shanghai Industrial | - | - |
| r. | Alliance One International | - | - |
| s. | Altria | - | - |
| t. | British American Tobacco | - | - |
| u. | Gudang Garam | - | - |
| v. | Imperial Tobacco | - | - |
| w. | ITC Limited | - | - |
| x. | Japan Tobacco | - | - |
| y. | Korea Tobacco & Ginseng Corporation | - | - |
| z. | Lorillard | - | - |
| aa. | Philip Morris | - | - |
| bb. | Reynolds American | - | - |
| cc. | Souza Cruz | - | - |
| dd. | Swedish Match | - | - |
| ee. | Universal Corporation | - | - |
| ff. | Vector Group | - | - |
| i. | Walmart Inc | 665 499 664 | 0,06 % |
| ii. | Lingui Development Berhad | - | - |
| iii. | Samling Global | - | - |
| iv. | MMC Norilsk Nickel PJSC | - | 0,10 % |
| v. | Barrick Gold | - | - |

| Lettre | Émetteur | Juste valeur (M\$) | Pourcentage de l'actionnariat |
|---------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| vi. | Rio Tinto Ltd | 59 441 392 | 0,15 % |
| vi. | Rio Tinto PLC | 70 643 725 | 0,07 % |
| vii. | Vedanta Limited | 16 239 031 | 0,06 % |
| viii. | Freeport-McMoRan | 4 765 794 | 0,01 % |
| ix. | Potash Corporation of Saskatchewan | - | - |
| x. | Elbit Systems | - | - |
| xi. | Shikun & Binui | - | - |
| xii. | Africa Israel Investments | - | - |
| xiii. | Danya Cebus | - | - |

Question 103

Volume des acquisitions au cours de l'année pour les placements au Québec.

- Les nouveaux investissements et engagements de la CDPQ au Québec ont atteint plus de 4 G\$ en 2024.
- Les activités détaillées de la CDPQ au Québec ainsi que ses actifs sont présentées dans la section Présence de la CDPQ au Québec de son Rapport annuel, laquelle est reproduite aux pages suivantes.

Du capital constructif pour façonner le Québec de demain

Nous travaillons à assurer l'avenir financier de millions de personnes et à dynamiser le tissu entrepreneurial et l'ensemble de la collectivité. Toutes nos équipes se mobilisent pour appuyer des entreprises et des projets qui génèrent des rendements optimaux pour nos déposants et qui contribuent au développement économique du Québec.

Actif total au Québec

93 G\$

EN 2024, EN HAUSSE
DE 6 G\$ SUR 1 AN

100 G\$

NOTRE AMBITION
POUR 2026

4,8 G\$

SOMMES CONFIÉES À DES
GESTIONNAIRES EXTERNES QUÉBÉCOIS
SUR UNE AMBITION DE 9 G\$ D'ICI 2028

Des transactions clés dans chacun de nos axes prioritaires

Croissance durable

Nous propulsons les ambitions de croissance des entreprises et accompagnons la relève tout en favorisant une économie ainsi que le développement d'infrastructures et d'immeubles plus durables.



29 G\$

TOTAL DES ACTIFS
AU QUÉBEC ALIGNÉS
SUR L'ACCORD DE PARIS

12

NOMBRE D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE ACCOMPAGNÉES
EN 2024 DANS LEUR DÉMARCHE
D'INTÉGRATION DES FACTEURS
DE DURABILITÉ

QSL International

Entrée au capital de cette société clé de la logistique maritime, dont l'ensemble des terminaux portuaires sont certifiés Alliance verte, afin d'accélérer son plan de croissance qui comprend l'investissement dans de nouveaux projets, en particulier au Québec.

MKB

Engagement de 35 M\$ dans le Fonds III de ce gestionnaire de capital de risque qui investit dans des entreprises pionnières en matière de transition énergétique.

Pour la définition des actifs alignés sur l'Accord de Paris, consulter la note générale 14, à la page 192.

Portée mondiale

Nous contribuons à la création de champions québécois à l'échelle nord-américaine et internationale pour générer des retombées économiques au Québec.



44

NOMBRE D'ACQUISITIONS
HORS QUÉBEC EFFECTUÉES
PAR NOS ENTREPRISES EN
PORTEFEUILLE EN 2024

17

NOMBRE D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE FIGURANT DANS LE
TOP 3 DES LEADERS DE LEUR INDUSTRIE,
DONT 8 NOUVELLES DEPUIS 5 ANS

Banque Nationale du Canada

Investissement de 500 M\$ pour soutenir l'acquisition de la Banque canadienne de l'Ouest, une institution financière albertaine, par la Banque Nationale, permettant à la CDPQ d'en devenir le deuxième actionnaire.

WSP

Investissement de 158 M\$ dans cette firme mondiale de services professionnels pour appuyer son acquisition de POWER Engineers, une importante entreprise américaine dans le domaine de l'énergie.

Évolution technologique

Nous appuyons la croissance d'entreprises innovantes et accélérons la transformation numérique de celles issues de secteurs plus traditionnels.



11 G\$

ACTIF AU QUÉBEC LIÉ
AUX SECTEURS PORTEURS
DES TECHNOLOGIES ET
DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE

2 G\$

ACTIF AU QUÉBEC
EN CAPITAL DE RISQUE

Nuvei

Soutien à ce chef de file mondial des technologies de paiement, dans le cadre de sa privatisation, portant la valeur de l'entreprise à plus de 6 G\$ US.

Levio

Investissement de 125 M\$ dans cette firme de services-conseils spécialisée dans les transformations numériques d'envergure, pour accélérer son plan d'expansion en Amérique du Nord.

Pour un panorama complet des transactions réalisées par la CDPQ en 2024, consulter le www.cdpq.com.

Du capital, des expertises et des réseaux

Nous offrons aux entreprises des solutions de financement flexibles, en plus de mettre à leur profit les expertises diversifiées de nos équipes et notre capacité à tisser des liens à travers notre vaste réseau. Nous proposons un accompagnement sur mesure de même que des initiatives adaptées à leur réalité.

Programme pour faire face aux menaces tarifaires

Au début 2025, la CDPQ a lancé un programme en vue d'inciter les sociétés québécoises à développer des projets pour accroître leur productivité ou pour opérer un pivot stratégique vers de nouveaux marchés. Ces mesures s'articulent autour des trois piliers de son action au Québec : capital, expertises et réseaux.

Donner aux moyennes entreprises d'ici les moyens de leurs ambitions

Ambition ME

Cette offre de financement et d'accompagnement a pour but de propulser des moyennes entreprises performantes et à fort potentiel au prochain stade de leur croissance.

Norda Stelo

Appui financier à cette société d'ingénierie réputée présente dans plus de 50 pays, dans le cadre de son acquisition d'InnovExplo, créant une nouvelle force dans le domaine des minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique.

Plastrec

Réinvestissement dans ce leader de la transformation et du recyclage du plastique, partenaire de la CDPQ depuis 2006, pour lui permettre de conclure un processus de relèvement ordonné et de poursuivre ses projets de croissance.

12

NOMBRE DE SOCIÉTÉS QUÉBÉCOISES EN PORTEFEUILLE QUI SONT PASSÉES DU STADE DE MOYENNE À GRANDE ENTREPRISE DEPUIS 5 ANS

Visiter le www.cdpq.com pour en apprendre davantage sur les programmes de la CDPQ.



Miser sur la formation et l'accompagnement pour stimuler la réussite

Les Cheffes de file

Cette initiative vise à accélérer la croissance d'entreprises à propriété féminine avec un chiffre d'affaires entre 5 M\$ et 50 M\$. Elle rassemble près de 140 participantes de différentes régions du Québec, désireuses de bénéficier de la force d'une communauté d'entrepreneures ambitieuses.

En 2024, la CDPQ a accompagné trois cohortes d'entrepreneures rassemblées autour de trois thématiques : stratégie financière, planification stratégique et expansion vers de nouveaux marchés. Cette dernière cohorte s'est conclue par une mission commerciale à New York.

« L'initiative Les Cheffes de file m'a permis de me laisser de l'espace pour réfléchir et de sortir de mon quotidien dans l'action pour passer des moments avec d'autres cheffes d'entreprise qui vivent des défis similaires. »

Myriam Belzile-Maguire, présidente et designer de Maguire

« Les rencontres avec les Cheffes de file donnent une clarté à notre réalité et nourrissent l'ambition. »

Nick Jolicoeur, présidente et productrice exécutive associée du Groupe Cinélande

Repères numériques

Ce parcours de formation destiné aux PME québécoises a pour objectif de les appuyer dans la transformation de leur culture d'affaires pour saisir les opportunités liées aux innovations technologiques.

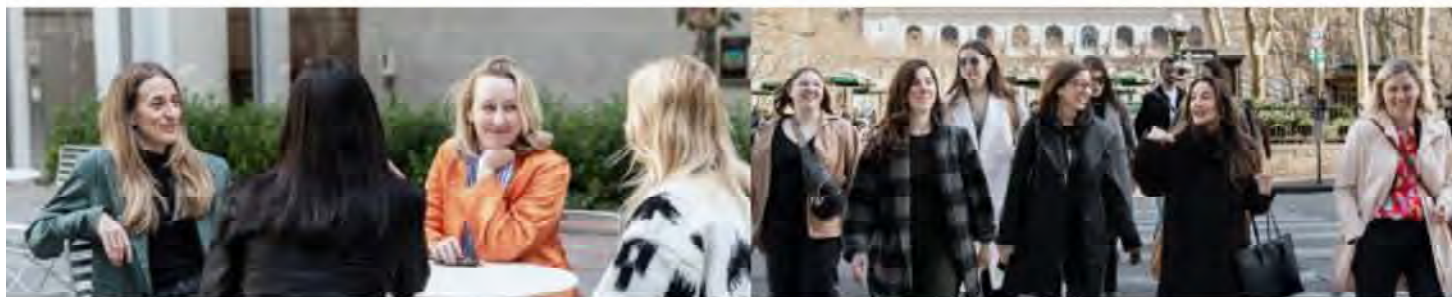
62

ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES DEPUIS LE LANCEMENT DU PROGRAMME EN 2021, PROVENANT DE 13 RÉGIONS DU QUÉBEC

21

NOMBRE DE CHEFFES DE FILE QUI ONT PARTICIPÉ AUX COHORTES THÉMATIQUES, DONT 6 QUI ONT PRIS PART AU SÉJOUR COMMERCIAL À NEW YORK

Visiter la page Les Cheffes de file au www.cdpq.com pour découvrir des échanges inspirants entre entrepreneures.



Des actions concrètes pour les entreprises et les communautés d'ici

Contribuer au développement économique du Québec, c'est élargir l'accès au capital et créer davantage d'occasions de maillages pour nos entreprises. C'est aussi mettre en œuvre des projets qui génèrent des retombées majeures et qui transforment le quotidien de milliers de gens.

Fédérer une communauté, créer de la valeur pour les entreprises

Espace CDPQ

Plus importante communauté dédiée au capital de risque au Canada, l'Espace CDPQ met en commun des réseaux, des expertises et des moyens au profit des entreprises du Québec. En tout, 25 fonds partenaires, résidents et en escale, s'y rassemblent autour d'un même objectif : accroître l'accès au capital d'investissement pour les PME innovantes à haut potentiel.

22 G\$

ACTIFS SOUS GESTION DES FONDOS DE LA COMMUNAUTÉ, INCLUANT CEUX DE L'ÉQUIPE CAPITAL DE RISQUE DE LA CDPQ

En 2024, les fonds partenaires de l'Espace CDPQ ont été impliqués dans près de 40 % des transactions en capital de risque effectuées au Québec.

18

NOMBRE DE TRANSACTIONS DANS DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES SUR LES 22 RÉALISÉES PAR LES FONDOS PARTENAIRES PENDANT L'ANNÉE

« Nous considérons l'Espace CDPQ comme un endroit pivot pour l'essor des jeunes pousses et une communauté centrale à la croissance de l'industrie du capital de risque au Québec et au Canada. »

Althea Wishloff, associée de Raven Indigenous Capital Partners, un nouveau fonds accueilli en 2024, qui se consacre à l'entrepreneuriat autochtone et à la revitalisation de son économie

Visiter le www.espacecdpq.com pour en savoir plus sur l'Espace CDPQ.



Bâtir des infrastructures de transport durable

CDPQ Infra

CDPQ Infra planifie et réalise de grands projets d'infrastructures centrés sur les besoins des communautés. Par son modèle et ses équipes de spécialistes de classe mondiale, la filiale réunit la capacité financière et une expertise technique de haut niveau pour les mener à bien, au bénéfice de l'économie et de l'ensemble de la société.

REM

CDPQ Infra agit comme maître d'œuvre pour le REM, un réseau de transport structurant pour la grande région de Montréal, qui a franchi en 2024 plusieurs jalons vers l'achèvement du projet.

45 KM

VOIES PROGRESSIVEMENT COMPLÉTÉES QUI SERONT AJOUTÉES AU RÉSEAU DE 17 KM DÉJÀ EN ACTIVITÉ ET DÉBUT DES ESSAIS DYNAMIQUES SUR LES ANTENNES DEUX-MONTAGNES ET ANSE-À-L'ORME

45 000

POINTES DE 45 000 PASSAGES PAR JOUR ATTEINTES À L'AUTOMNE 2024 SUR L'ANTENNE RIVE-SUD DU REM, QUI RELIE BROSSARD AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL DEPUIS JUILLET 2023

Train à grande vitesse Québec-Toronto

Participation de CDPQ Infra au processus d'appel de propositions international, comme leader de l'équipe Cadence pour le projet de train à grande vitesse entre Québec et Toronto.

Cadence a été sélectionnée au début 2025 par le gouvernement du Canada comme partenaire privé d'Alto, la société d'État fédérale en charge de la réalisation du projet.

Plan CITE

CDPQ Infra a présenté en 2024 le Plan CITE, un plan directeur visant à améliorer la mobilité dans la Communauté métropolitaine de Québec, après l'analyse de 1 000 documents et des rencontres avec plus de 170 parties prenantes. L'organisation a été mandatée par le gouvernement du Québec pour assumer la planification du projet TramCité, soit le volet tramway de la phase 1 du Plan CITE.

19 KM

RÉSEAU DE TRAMWAY MODERNE, DONT LA 1^{re} PHASE CONFIRMÉE TOTALISERA 19 KM ET 29 STATIONS, RELIANT LES SECTEURS DE LE GENDRE, SAINTE-FOY, L'UNIVERSITÉ LAVAL, LA COLLINE PARLEMENTAIRE, SAINT-RÔCH ET CHARLESBOURG

73 000

NOMBRE DE DÉPLACEMENTS QUOTIDIENS PRÉVUS À L'HORIZON 2041, DANS CE RÉSEAU À HAUTE FRÉQUENCE QUI DOUBLERA L'OFFRE DE TRANSPORT COLLECTIF DANS L'AXE LE PLUS ACHALANDÉ DE LA RÉGION DE QUÉBEC

Visiter le www.cdpqinfra.com pour en savoir plus sur CDPQ Infra.



Placements au Québec

En 2024, l'actif de la CDPQ au Québec s'est établi à 93 G\$, en ligne avec son ambition annoncée il y a deux ans d'atteindre 100 G\$ en 2026. Les équipes ont réalisé 4,3 G\$ de nouveaux investissements et engagements dans toutes les catégories d'actif.

BILAN PAR ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

Les placements publics et privés de la CDPQ au Québec s'articulent autour des grandes activités d'investissement qu'on retrouve au sein du portefeuille global. Le tableau 26, à la page 59, détaille l'actif lié à chacune de ces activités au 31 décembre 2024.

De son côté, le tableau 25 montre les 20 principaux placements de la CDPQ au Québec dans les portefeuilles Marchés boursiers, Placements privés et Infrastructures.

ACTIONS

La CDPQ investit dans des titres de sociétés québécoises cotées et non cotées par le biais de ses portefeuilles Marchés boursiers et Placements privés. Au 31 décembre 2024, l'actif de la catégorie Actions au Québec totalisait 37,9 G\$ (voir le tableau 26, p. 59).

Marchés boursiers

Le portefeuille Marchés boursiers compte une forte proportion de titres de sociétés cotées québécoises, lesquels représentent :

- 87 % du total de l'actif du mandat Canada, comparativement à 24 % dans le S&P/TSX, l'indice de référence canadien.

Son actif au Québec était de 22,7 G\$ en 2024.

Placements privés

Le portefeuille Placements privés comprend :

- des participations directes dans des entreprises privées et des entreprises cotées dans le cas de premières émissions ou de transactions majeures;
- des investissements dans des sociétés à petite capitalisation;
- des activités dans des fonds d'investissement.

Son actif au Québec était de 15,2 G\$ en 2024.

TABLEAU 25

VINGT PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – MARCHÉS BOURSIERS, PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES (au 31 décembre 2024)

- | | |
|------------------------------|-----------------------|
| • Alimentation Couche-Tard | • Dollarama |
| • AtkinsRéalis | • Hopper |
| • Banque de Montréal | • iA Groupe financier |
| • Banque Nationale du Canada | • kdc/one |
| • BCE | • Nuvei |
| • CAE | • Plusgrade |
| • CDPQ Infra (REM) | • Previa |
| • CGI | • TFI International |
| • CN | • Trencap (Énergir) |
| • Cogeco Communications | • WSP |
-

FONDS D'INVESTISSEMENT ET GESTION EXTERNE

Ces dernières années, la CDPQ a investi dans différents fonds de capital de risque et d'acquisition par emprunt québécois. En 2024, en plus de son engagement dans le Fonds III de MKB axé sur la transition énergétique, elle a appuyé Teralys Capital ce qui a permis de dynamiser sa levée de fonds. Parmi d'autres faits saillants, notons la participation de la CDPQ à la première ronde de financement du fonds Appalaches III de BDG & Associés, par le biais d'un engagement de 30 M\$.

Grâce à ses partenariats avec des fonds spécialisés, la CDPQ élargit le périmètre de ses placements et bénéficie d'un accès à un bassin d'entreprises prometteuses, d'où émergent souvent des candidates potentielles pour des investissements directs. Cette stratégie s'est concrétisée par plusieurs transactions par les années passées, comme celles dans Hopper, Lightspeed et AlayaCare.

Un appui soutenu à l'industrie de la gestion d'actif d'ici

À la fin 2023, la CDPQ annonçait son ambition de plus que doubler la taille des sommes confiées aux gestionnaires externes québécois, pour atteindre 8 G\$ d'ici 2029 et ainsi contribuer à la croissance de l'industrie de la gestion d'actif au Québec. Au 31 décembre 2024, ces sommes s'élevaient à 4,8 G\$.

REVENU FIXE

Depuis ses tout débuts, la CDPQ joue un rôle essentiel dans le financement au Québec. Au 31 décembre 2024, son actif dans les titres de revenu fixe des secteurs privé et public québécois s'élevait à 39,8 G\$ (voir le tableau 26).

Secteur privé

La CDPQ consacre une part importante de ses activités de financement au secteur privé, lequel a atteint 21,9 G\$ en 2024. Son soutien aux entreprises, moteurs de croissance, lui permet de générer des rendements pour ses déposants et de contribuer au dynamisme de l'économie québécoise.

Titres de sociétés

Au cours de l'année, la CDPQ a appuyé de nombreuses entreprises privées ou inscrites en bourse. L'actif dans les titres de sociétés québécoises s'élevait à 17,0 G\$ en 2024.

Notons que les équipes de revenu fixe collaborent étroitement avec celles de placements privés pour créer des montages financiers adaptés aux besoins des entreprises, intégrant parfois un volet de financement dans les investissements en capital-actions.

Crédit immobilier

La CDPQ offre des solutions innovantes en financement immobilier commercial. En 2024, son actif en crédit immobilier au Québec s'établissait à 4,9 G\$ et représentait :

- 152 immeubles dans 12 régions;
- 18 nouveaux prêts et refinancements.

TABLERAU 26

ACTIF AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en milliards de dollars)

| | 2024 | 2023 |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Actions | | |
| Marchés boursiers | 22,7 | 19,9 |
| Placements privés | 15,2 | 14,5 |
| Sous-total | 37,9 | 34,4 |
| Revenu fixe | | |
| Secteur privé ¹ | 21,9 | 21,4 |
| Secteur public ² | 17,9 | 17,9 |
| Sous-total | 39,8 | 39,3 |
| Actifs réels | | |
| Immobilier | 5,3 | 5,3 |
| Infrastructures | 10,5 | 8,5 |
| Sous-total | 15,8 | 13,8 |
| Total | 93,5 | 87,5 |

1. Inclut les titres de sociétés et les activités de crédit immobilier.

2. Inclut les titres du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et d'autres sociétés d'État et paragouvernementales.

Placements au Québec (suite)

Secteur public

La CDPQ a toujours été un important détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, émis par diverses entités :

- Gouvernement du Québec
- Sociétés d'État
- Municipalités
- Sociétés paragouvernementales

En 2024, l'actif public au Québec s'élevait à 17,9 G\$.

ACTIFS RÉELS

L'actif de la CDPQ dans les actifs réels au Québec totalisait 15,8 G\$ au 31 décembre 2024, réparti entre les activités en infrastructures et en immobilier (voir le tableau 26, p. 59).

Infrastructures

En 2024, l'actif de la CDPQ dans les infrastructures au Québec s'élevait à 10,5 G\$. Ses placements comprenaient :

- des participations directes dans des sociétés cotées et non cotées;
- l'investissement dans la filiale CDPQ Infra.

Immobilier

L'actif en immobilier de la CDPQ au Québec s'établissait à 5,3 G\$ en 2024. Son portefeuille de 75 propriétés se répartissait ainsi :

- 60 immeubles logistiques;
- 6 immeubles de bureaux;
- 4 centres commerciaux;
- 3 hôtels (environ 1 710 chambres);
- 2 immeubles résidentiels (environ 415 unités).

Le tableau 27 montre les 10 principaux immeubles détenus par la CDPQ au Québec.

UN GRAND RÉSEAU DE FOURNISSEURS À TRAVERS LE QUÉBEC

Pour exercer leurs activités, la CDPQ et ses filiales utilisent les services d'environ 1 500 fournisseurs établis au Québec. En 2024, les déboursés au Québec de la CDPQ et de ses filiales, y compris CDPQ Infra, se sont chiffrés à plus de 2 G\$. Conformément à sa Politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et de services, la CDPQ favorise les fournisseurs québécois, tant qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

TABLEAU 27

DIX PRINCIPAUX IMMEUBLES AU QUÉBEC – IMMOBILIER

(au 31 décembre 2024)

- Centre Eaton de Montréal, Montréal
- Édifice Jacques-Parizeau, Montréal
- Fairmont Le Château Frontenac, Québec
- Fairmont Le Reine Elizabeth, Montréal
- Galeries d'Anjou, Montréal
- Haleco, Montréal
- Le 1500, Montréal
- Place Montréal Trust, Montréal
- Place Ste-Foy, Québec
- PVM (Place Ville Marie), Montréal

Question 104

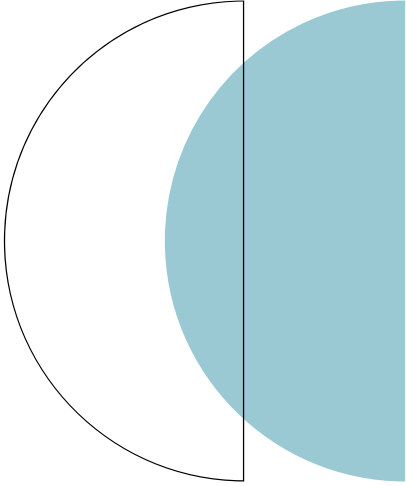
Volume des ventes au cours de l'année pour les placements au Québec.

- Les activités détaillées de la CDPQ au Québec sont présentées dans la section Présence de la CDPQ au Québec de son Rapport annuel.
- Les rendements de la CDPQ sont présentés par grande catégorie d'actif et par portefeuille spécialisé. Pour des raisons de compétitivité, la CDPQ ne divulgue pas de rendements pour un actif spécifique, un secteur d'activités ou une région géographique en particulier. À ce titre, la CDPQ ne divulgue pas le total des acquisitions et dispositions réalisées dans un marché donné dans la mesure où celui-ci permettrait de déduire le rendement par région géographique.

Question 105

Rendement sur les actifs québécois.

- Les activités détaillées de la CDPQ au Québec sont présentées dans la section Présence de la CDPQ au Québec de son Rapport annuel.
- Les rendements de la CDPQ sont présentés par grande catégorie d'actif et par portefeuille spécialisé. Pour des raisons de compétitivité, la CDPQ ne divulgue pas de rendements pour un actif spécifique, un secteur d'activités ou une région géographique en particulier.



5. Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition adressée au ministère des Finances et répondue par la CDPQ

Question 48

À partir de quel niveau de rendement, calculé sur l'équité totale du projet du REM, le gouvernement du Québec recevra-t-il plus de dividendes qu'il ne verse de contributions à l'exploitation?

Mécanisme de partage de profits :

- CDPQ Infra bénéficiera d'un rendement prioritaire de 8 % (TRI) sur son investissement. Jusqu'à ce que CDPQ Infra ait obtenu ce rendement, tous les dividendes du projet seront versés à CDPQ Infra.
- Une fois que CDPQ Infra aura atteint ce rendement, les dividendes du projet seront distribués à 56,25 % au gouvernement du Québec et 43,75 % à CDPQ Infra et ce, jusqu'à ce que le gouvernement du Québec atteigne un TRI de 3,7 %.
- Une fois ce rendement obtenu par le gouvernement, les dividendes du projet seront distribués selon les parts détenues par chacune des parties, soit 79,52 % pour CDPQ Infra et 20,48 % pour le gouvernement du Québec, à la dernière mise à jour (14 novembre 2024).
- L'ARTM est responsable de l'établissement de sa politique de financement, incluant la collecte des revenus de passagers, de contributions du gouvernement et de contributions municipales.

Question 49

Contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2025-2026 et suivantes.

Tel qu'entendu dans l'entente d'intégration avec l'ARTM, le tarif de base est établi à 72 ¢ par passager-km pour le REM. Ce tarif est ajusté annuellement conformément au mécanisme d'indexation prévu à l'entente de gestion et de réalisation intervenue en 2018 entre le gouvernement du Québec et CDPQ Infra.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

La rémunération du REM par l'ARTM est liée à l'achalandage réel du REM multiplié par ce tarif.

L'ARTM est responsable de l'établissement de sa politique de financement, incluant la collecte des revenus de passagers, de contributions du gouvernement et de contributions municipales.

Question 50

Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2025-2026 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle.

Tel qu'entendu dans l'entente d'intégration avec l'ARTM, le tarif de base est établi à 72 ¢ par passager-km pour le REM. Ce tarif est ajusté annuellement conformément au mécanisme d'indexation prévu à l'entente de gestion et de réalisation intervenue en 2018 entre le gouvernement du Québec et CDPQ Infra.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

La rémunération du REM par l'ARTM est liée à l'achalandage réel du REM multiplié par ce tarif.

Si les projections d'achalandage du REM sont dépassées de 15 %, au-delà de ce seuil, le tarif est réduit de 20 %; advenant que les projections d'achalandage du REM sont dépassées de 40 %, au-delà de ce seuil, la rémunération est liée uniquement au tarif à l'utilisateur.

L'ARTM est responsable de l'établissement de sa politique de financement, incluant la collecte des revenus de passagers, de contributions du gouvernement et de contributions municipales.

Question 51

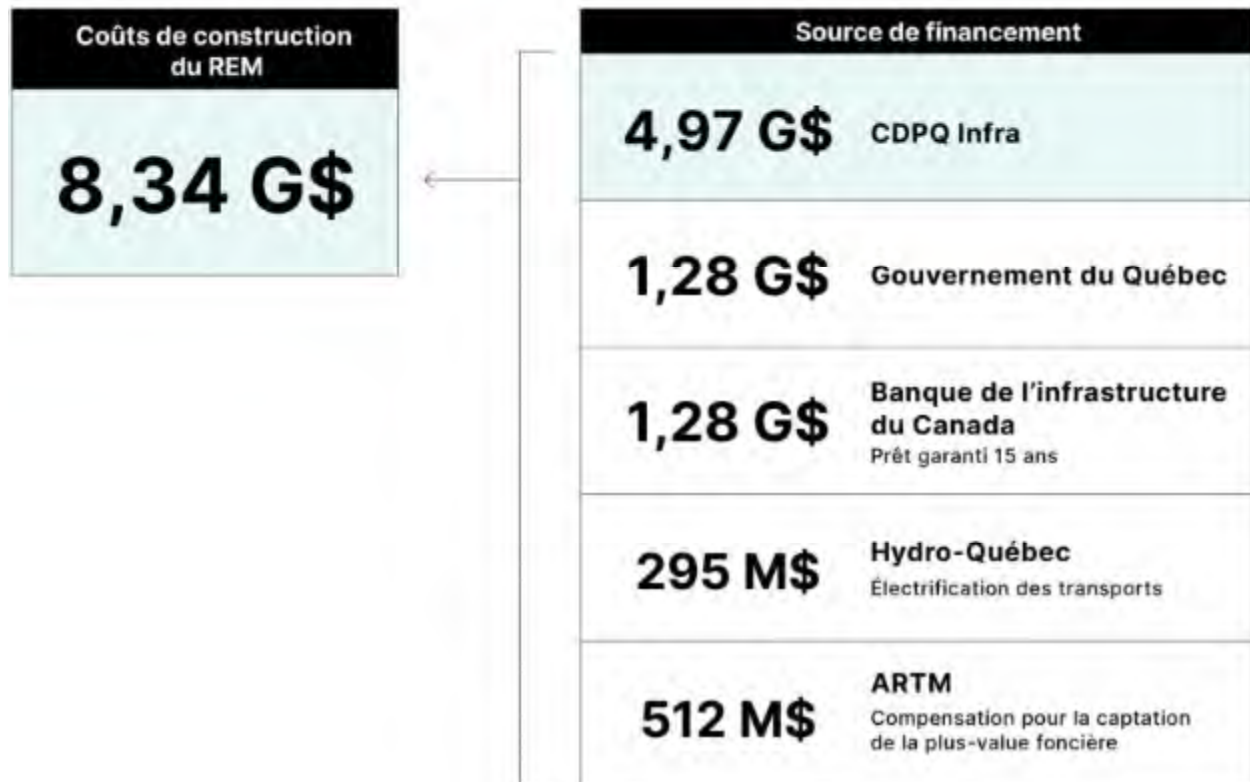
Fournir une estimation en dollars de ce que pourrait représenter le 8 % de rendement projeté par la Caisse pour le projet du REM.

- La CDPQ étant un investisseur institutionnel de long terme, le rendement qu'elle projette pour le REM correspond donc à un rendement à long terme.
- L'investissement en équité majoritaire et les risques assumés par CDPQ Infra expliquent qu'elle ait le droit à un rendement prioritaire. Rappelons que CDPQ Infra assume tous les risques de construction et d'achalandage du projet. Selon les prévisions, un rendement de 8 % sur l'investissement de 5 G\$ de CDPQ Infra pourra générer 19,4 G\$ sur 40 ans qui serviront à rémunérer l'investissement des déposants de la CDPQ sous la forme de dividendes. Ces dividendes viendront bonifier le financement des régimes de retraite et d'assurance publique, profitant à plus de six millions de Québécois.
- L'investissement du gouvernement du Québec dans le projet du REM est conforme aux normes comptables et n'est pas comptabilisé à la dette publique. Le modèle de réalisation permet d'atteindre et même de dépasser le rendement cible du gouvernement, avec des prévisions de 5,6 G\$ en dividendes sur 40 ans. Selon ces mêmes prévisions, le gouvernement obtiendrait un rendement supérieur au 3,7 % prévu à l'entente.

Question 52

Fournir les documents concernant le montage financier du Réseau électrique métropolitain. Quels sont les effets du montage financier sur les municipalités concernées?

Le cadre financier complet du projet se décline ainsi :



Tel que précisé dans le budget 2018-2019 du gouvernement du Québec, la contribution des municipalités se fera par l'entremise de l'ARTM et est fondée sur un tarif de base de 72 ¢ par km-passager, soumis à un mécanisme d'indexation, et régressif à la suite de l'atteinte de paliers d'achalandage.

En ce sens, l'ARTM a versé à CDPQ Infra un tarif de 78,43 ¢ par passager-km pour l'année 2024. Ce montant couvre :

- Le financement des coûts d'immobilisation et d'opération du système;
- La réserve pour l'entretien à long terme du réseau.

Ce tarif est indexé en fonction des indices de prix tel que prévu à l'entente et ce modèle offre davantage de prévisibilité aux instances publiques.

Question 54

À quels programmes de soutien du MTMDET CDPQ Infra et ses sociétés seront-elles admissibles?

Aucun projet de CDPQ Infra n'a bénéficié d'un programme de soutien du MTMDET en 2024.

Le REM n'est pas admissible à d'autres programmes de financement du MTMDET que ceux présentés dans le budget du gouvernement 2018-2019.

- À ce titre, l'extrait pertinent du budget du gouvernement du Québec 2018-2019 relatif aux responsabilités afférentes du gouvernement est disponible via le lien ci-dessous :
- Page 53 du fascicule sur la Mobilité électrique du Budget du Québec 2018-2019
http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2018-2019/fr/documents/MobiliteElectrique_1819.pdf

